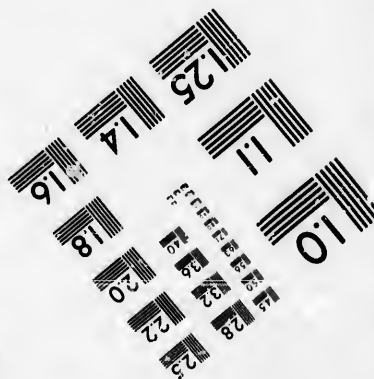
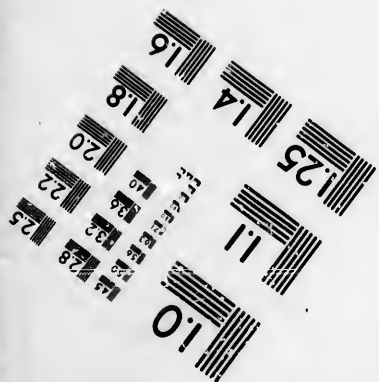
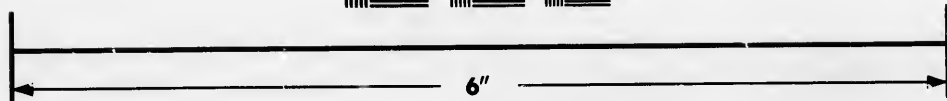
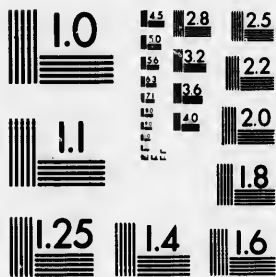


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-1503



**CIHM/ICMH
Microfiche
Series.**

**CIHM/ICMH
Collection de
microfiches.**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques



© 1985

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/
Couverture de couleur
- Covers damaged/
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments:/
Commentaires supplémentaires: Les pages froissées peuvent causer de la distorsion.

- Coloured pages/
Pages de couleur
- Pages damaged/
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/
Pages détachées
- Showthrough/
Transparence
- Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire
- Only edition available/
Seule édition disponible
- Pages wholly or partially obscured by errata slips, tissues, etc., have been refilmed to ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

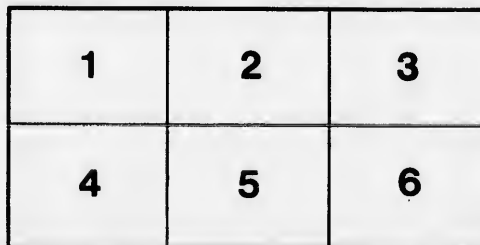
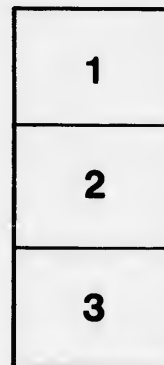
Bibliothèque nationale du Québec

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol \rightarrow (meaning "CONTINUED"), or the symbol ∇ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Québec

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole \rightarrow signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

arrata
to

pelure,
n à

32X

H

A

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS.

46483

ESSAYS

HISTORICAL

AND

CRITICAL

ESSAYS

H

AL

Par

P

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES,
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS,

Par M. HILLIARD D'AUBERTEUIL.

TOME PREMIER.

PREMIÈRE PARTIE.



A BRUXELLES.

M. DCC. LXXXI.

ESSAYS

HISTORICAL

AND POLITICAL

REVIEWS

ANGLO-AMERICAN.

BY M. HARRIS, D.D.

TOMMY PREMIER.

PREMIER PART.

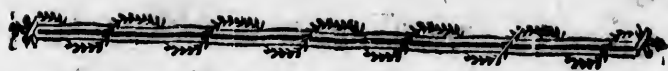


A BUREAU

NEW YORK

1850

Fragment of text from the adjacent page, including the letters 'I', 'Fo', 'd', 'P', 'I', '(Ca', 'Cha', and 'CHA'.



TABLE

DU TOME PREMIER,

PREMIERE PARTIE.

INTRODUCTION, page 1

LIVRE I.^{er}

*FORMATION des Colonies Anglaïses
de l'Amérique septentrionale, leurs
progrès & leur gouvernement jusqu'en
1769 & 1770.*

(Carte générale de l'Amérique septentrionale).

Chapitres, ou ordre des matières du
premier Livre.

CHAP. I. ^{er} Premières émigrations,	11
Nouvelle-Angleterre,	15
La Nouvelle - Angleterre se divise en quatre provinces, nommées Massachuset- bay, Connecticut, New-hampshire & Rhod'Island,	18

CHAP. II. <i>Province de la Nouvelle-York,</i>	21
<i>Parallèle de Boston & de New-York,</i>	25
CHAP. III. <i>Nouveau-Jersey,</i>	29
<i>Pensilvanie, qui comprend les Comtés de</i>	
<i>Newcastle, Kent & Sussex, à présent</i>	
<i>l'état de Delaware,</i>	31
<i>Philadelphie,</i>	38
CHAP. IV. <i>Le Maryland & la Virginie,</i>	40
CHAP. V. <i>Les deux Carolines,</i>	45
<i>La Géorgie,</i>	51
CHAP. VI. <i>Colonies restées sous la domi-</i>	
<i>nation Britannique,</i>	54
<i>Nouvelle-Écosse,</i>	55
<i>Le Canada,</i>	59
<i>La Floride,</i>	60

L I V R E I I.

ORIGINE des troubles de la Nouvelle-Angleterre; acte du timbre. Projet d'établir des garnisons en temps de paix, pour tenir les Colonies sous le joug. Douanes & loix prohibitives; impôt sur le thé de l'Inde; premières voies de fait; interdit de Boston.

Matières du second Livre.

York, 21	CHAP. I. ^{er} Origine des troubles ,	65
York, 25	Dispositions respectives de la Métropole &	
29	des Colonies ,	70
Comtés de	CHAP. II. Aête du timbre ,	80
à présent	Premier arrêté de non-importation ,	82
31	Suppression de l'aête du timbre ,	83
38	Aête pour le logement des gens de guerre ,	84
ginie, 40	CHAP. III. Aêtes des Douanes , & pour	
45	empêcher la contrebande ,	89
51	Première sédition ,	90
la domi-	Confédération ,	93
54	Démarches du Parlement & adresses au	
55	Roi ,	96
59	CHAP. IV. Nouvelle assemblée de Boston ,	
60	les aêtes qu'elle fit ,	100
	Lettre du lord Hillsborough, alors ministre,	
	au sujet des taxes ,	103
	Traitemens faits aux officiers des dou-	
	nes ,	ibid.
	CHAP. V. Projet de rendre les juges dépendans	
	de la Cour ,	104
	Bill d'importation pour le thé, le papier,	
	les cartes, &c.	105

<i>Sentimens des Américains à l'égard de la</i>	
<i>Métropole,</i>	106
<i>Attroupemens & délibérations du peuple,</i>	109
<i>Progrès de l'ustion ou résistance,</i>	111
CHAP. V I. Châtiment de John Malcom,	113
<i>Jugement populaire contre le gouverneur</i>	
<i>Hudkinson, & Wederburne son ami,</i>	115
<i>Accusation de l'assemblée contre Pierre</i>	
<i>Oliver, chef de justice,</i>	117
<i>Interdit de la ville & du port de Boston,</i>	119

L I V R E I I I.

*Arrivée du général Gage; Formation du
congrès général, ses délibérations;
bill du Canada; débats du Parlement;
journée de Lexington.*

Matières du troisième Livre.

CHAP. I.^{er} Disposition générale des peuples,	
& des Bostoniens en particulier,	127
<i>Arrivée du général Gage,</i>	128
<i>Révocation des privilèges de Boston;</i>	
<i>translation de l'assemblée, des tribu-</i>	
<i>naux & des offices publics à Salem,</i>	131
<i>Mesures du peuple & de l'assemblée,</i>	133

	ix
CHAP. II. Assemblée de Salem,	137
<i>Sa dissolution,</i>	138
<i>Déclaration des habitans de Salem,</i>	139
<i>Progrès de la confédération,</i>	141
<i>Formation d'un congrès général,</i>	144
CHAP. III. En quoi consistait la force de la	
<i>confédération,</i>	146
<i>Préparatifs ; secours envoyés à Boston,</i>	
<i>détresse de cette ville,</i>	148
<i>Proclamation du chevalier Gage,</i>	150
<i>Il casse le colonel John Hancock,</i>	152
<i>(Portrait d'Hancock, gravé).</i>	
CHAP. IV. Suppression de la chartre de Mas-	
<i>sachusetts,</i>	153
<i>Caractère & mauvaise conduite de sir Tho-</i>	
<i>mas Gage,</i>	157
CHAP. V. Ouverture du congrès général, &	
<i>ses premières délibérations,</i>	163
<i>Dénombrement général fait par cette as-</i>	
<i>semblée,</i>	165
CHAP. VI. Arrêté de la convention du Comté	
<i>de Suffolk,</i>	169
<i>Le lieutenant-colonel Charles Lée, dispose</i>	
<i>les peuples à la guerre ; désespoir des</i>	
<i>Bostoniens ; préparatifs de sir Thomas</i>	
<i>Gage pour passer l'hiver,</i>	173

<i>Affaut du fort de Portsmouth,</i>	175
<i>Résolution des troupes de la Virginie,</i>	177
CHAP. VII <i>Débats du Parlement,</i>	179
<i>Tumulte populaire à Boston,</i>	184
CHAP. VIII. <i>Les Américains démontent les batteries, s'emparent des canons, & font de grands préparatifs de résistance,</i>	188
<i>Journée de Lexington,</i>	192

FIN de la Table de la première Partie.



21

CARTES ET ESTAMPES.

I.^{er} VOLUME.

F RONTISPICE : Ouverture du Congrès général ; Peyton Randolph , ayant été élu Président , se fait apporter une couronne , & la partage en douze parties égales.

Carte générale de l'Amérique septentrionale , depuis la baye d'Hudson jusqu'au Mississipi ,
in-fol.

Carte particulière de la Nouvelle-Angleterre , comprenant les provinces de Newhampshire , Connecticut , Massachusset & Rhod'Island ,
in-fol.

Carte particulière du Canada & de l'Acadie.

Carte particulière des deux Carolines & de la Georgie.

Portrait de John Hancock.

Portrait de George Washington.

Pompe funèbre de Warren , *Estampe.*

(Contemplez l'ouvrage du Pouvoir arbitraire).

La garnison de Quebec s'empare du corps de Mongommery , *Estampe.*

Son mérite personnel l'emporte sur toutes les autres considérations.

II VOLUME.

Carte de la Nouvelle-Yorck & du Nouveau-Jersey, *in-fol.*

Carte de la Virginie & du Maryland, *in-fol.*

Carte particulière de la partie méridionale du Canada & de la route des lacs, comprenant l'Albanie, *in-fol.*

Carte de la Delaware & de la Pensilvanie, *in-fol.*

Portrait de Franklin.

Portrait de William Pitt.

Incendie de New-Yorck, *Estampe.*

(Dans leur désespoir elles veulent tout embraser):

Histoire de Seymouth & de Molly, *Estampe.*

(La balle a frappé son amante).



OBSERVATIONS.

LORSQUE l'Historien se sert du mot *Congrès*, il signifie le congrès particulier de la province dont il parle; par exemple, *le congrès de la Nouvelle-York.*

Le congrès général est l'assemblée des députés de toutes les assemblées provinciales. Chaque état a le droit d'envoyer au congrès général un certain nombre de députés, proportionné à sa grandeur & à sa population: cependant chaque état n'a qu'une voix dans le congrès général.

Cette assemblée politique s'est tenue successivement à Hartford, à Philadelphie, à York-town, & à Boston.

Les congrès particuliers n'ont subsisté que dans les commencemens de la confédération, jusqu'à la déclaration d'indépendance; il y avait sous eux des assemblées particulières dans les Comtés, & des

comités d'inspection , de sûreté , &c. tout cela a été remplacé par les conseils *exécutifs* , établis dans les treize États-unis depuis leur indépendance , & par les corps *législatifs* , composés d'une assemblée des représentans du peuple , d'un sénat ou chambre haute.

La réunion de l'*assemblée* ou chambre des représentans , & du sénat ou chambre haute , forme l'*assemblée générale* , en qui réside le pouvoir législatif dans chaque état.

C'est l'*assemblée générale* qui élit les délégués au congrès général ; ils ne peuvent agir dans le congrès que d'après les instructions de leurs commettans , c'est-à-dire , de l'*assemblée générale* , & ils sont souvent renouvelés.

Toutes les fois que le mot *assemblée* est employé dans cette histoire , pour exprimer la réunion d'un certain nombre de personnes , il est écrit en caractères ordinaires ; toutes les fois qu'il exprime l'*assemblée* des représentans du peuple , il est en lettres italiques.

Town , veut dire ville , *Charles-town* , ville de Charles ; *York-town* , la ville de York.

On distingue en Angleterre trois sortes de villes : *City*, cité, ville du premier rang ; *Town*, ville ; *Borough*, bourg.

Les cités ont des privilèges particuliers, les villes en ont aussi, mais moins étendus ; les bourgs ont aussi les leurs. Ces distinctions & ces privilèges avaient lieu dans l'Amérique septentrionale avant l'indépendance.

River, signifie rivière ; *North-river*, la rivière du nord (c'est la rivière d'Hudson). *Green* veut dire anse, petite baie ; *Bridge*, pont ; *King's-bridge*, le pont du roi ; *Island*, île, *Rhodé'sland*, l'île de Rhodes ; *Long-island*, l'île longue ; *Staten-island*, l'île des Etats, &c. Tous ces noms ont été conservés, parce qu'en les changeant, il eut été quelquefois difficile de reconnaître l'endroit dont on aurait voulu parler.

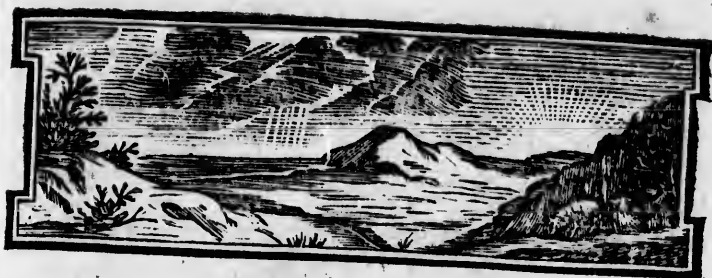
L'Angleterre est divisée en comtés ; les colonies de l'Amérique l'étaient de la même manière, & cette division y a été conservée pour la facilité des élections, & l'égalité de la représentation dans le corps législatif.

Tous les Lecteurs se mettront bientôt au fait des différences que la nature des lieux, la force des usages, & l'espèce du gouvernement obligent de remarquer, & dont il est nécessaire d'être instruit pour l'intelligence de l'histoire.



ESSAIS

T
H
LE
I
L
victo
prop
natio
Franc
domin
T



ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR
LES ANGLO-AMÉRICAINS.

INTRODUCTION.

L'ANGLETERRE, au milieu des victoires, semblait être lassée de ses propres succès; il en coûtait cher à la nation pour détruire la marine de la France & donner des entraves à la domination Espagnole; elle desirait la

Tome 1.

A

2 ESSAIS HIST. ET POLIT.

fin de la guerre, & la jouissance paisible de ce qu'elle avait conquis. Les esprits les plus hardis du royaume s'effrayaient de l'immensité de la dette nationale; en vain William Pitt s'écriait : Que craignez-vous de la guerre ? ne lui devez-vous pas votre puissance, vos richesses privées, toute votre prospérité ? Laissez aux peuples énervés, la crainte des revers. Sans doute le commerce des Français nous offre désormais peu de trésors à lui ravir ; mais les richesses de l'Espagne sont-elles donc taries ? Ne suspendez point vos efforts. Laissez à ces anciens esclaves de Carthage, le soin de déterrer tout l'or du Nouveau-Monde ; mais empêchez que cet or ne s'écoule par des canaux dont vous ne soyez pas les maîtres. Gibraltar est à vous, la Havanne vient de tomber en votre pouvoir, & vous voulez interrompre la guerre ! c'est en la continuant

que la dette publique sera promptement acquittée. Les ennemis de ce grand homme ne voulurent pas que la prépondérance de l'Angleterre sur toutes les puissances de l'univers, fût à jamais assurée. Pitt fut contraint d'abandonner les rênes du gouvernement; une main moins patriotique entreprit de les diriger, & les mesures d'une politique adroite, valurent à la maison de Bourbon, ce qu'elle ne pouvait plus espérer du bonheur de ses armes.

Sans doute le traité de 1763 enflammera toujours le ressentiment de tout bon Français; il était accablant, & le courroux s'augmente lorsque l'on compare ce traité à ceux que Louis XIV, au milieu de son règne, imposait à ses ennemis; mais qu'on prenne garde aux circonstances, & l'on verra que ces conventions si dures, pour des peuples à qui plusieurs siècles de gloire avaient

4 ESSAIS HIST. ET POLIT.

fait oublier de grands malheurs, que ces conventions, auxquelles ils étaient sensibles, valaient plusieurs victoires.

Le droit des armes leur avait enlevé le Canada, le trône élevé par Duplex, & tous les établissemens de l'Inde. Ils avaient laissé conquérir des îles dont le produit annuel valait près de cent millions. La colonie de S. Domingue, après avoir vu passer dans les magasins anglais, ses revenus de dix années, craignait qu'un gouvernement étranger ne vînt remplacer le sien. Le commerce de S. Malo, du Havre, de Dunkerque était anéanti: il n'existait plus de pêcheries françaises. Il restait à peine aux ports de Brest, de Toulon, de Rochefort, quelques carcasses de vaisseaux; tous les meilleurs avaient été échoués ou brûlés sur la côte, pris & ré-armés par l'ennemi vainqueur; un petit nombre avait péri dans les combats:

LIT.

eurs, que
ils étaient
victoires.
ait enlevé
Duplex,
l'Inde. Ils
es dont le
de cent
omingue,
magasins
années,
étranger
commerce
Dunkerque
plus de
it à peine
oulon, de
s de vais-
aient été
e, pris &
ueur; un
s combats:

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 5
un peuple de prisonniers languissait
dans les cachots de l'Angleterre. Les
armes de la France avaient-elles été
plus heureuses dans les tourbillons de
la poussière martiale, qu'au milieu des
dangers de la mer?.. Ne rappellons point
d'incroyables défaites! De tous côtés
la France était vaincue; ses Alliés,
presqu'aussi maltraités, & craignant
eux-mêmes de ne pouvoir défendre le
reste de leurs possessions, ne lui faisaient
espérer aucun retour à la victoire; &
cependant, on lui donnait l'avantage,
inappréciable pour elle, de la paix. Loin
de la faire payer cher à ce royaume,
pour qui la tranquillité seule est une
conquête assurée sur le reste du Monde,
on y ajoutait la restitution de la Marti-
nique & de la Guadeloupe, & d'une
partie des établissemens de l'Inde:
on surpassait, en cela, ses desirs. Six
mois auparavant, son gouvernement

6 ESSAIS HIST. ET POLIT.

était prêt d'abandonner le reste de ses établissemens au-delà des mers; & l'on se demandait de bonne-foi, dans le conseil de la France, à quoi servaient les colonies.

A ces restitutions inattendues, se joignait l'échange de Minorque contre Belle-Ile; on rendait Cuba aux Espagnols: enfin, c'était le vainqueur qui semblait acheter le bonheur de la paix.

Il est vrai que des conditions particulières flattaient la vanité des Anglais, satisfaits de quelques sacrifices apparens: ils étendirent alors leur commerce & leurs navigations, au-delà des bornes connues de l'univers, arborèrent & firent saluer leur pavillon souverain sur toute l'étendue des mers.

Les Hollandais avaient peine à soutenir leur commerce dans l'Inde, contre de si redoutables concurrens. Ils virent décroître, en peu de temps, le produit

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 7

ordinaire de leurs anciens comptoirs: tout l'or du Portugal reflua dans l'Angleterre, dont les manufactures se multipliaient pour fournir à la consommation de ce royaume. Les interlopes de la Jamaïque & des Iles - du - vent anglaises, attiraient à eux une partie de l'argent du Potosi. L'Afrique donnait au commerce de la Grande-Bretagne, un tribut annuel de plus de cinquante mille esclaves; tribut qui bientôt doublait de valeur, par la revente qu'elle en faisait à ses propres colons des Antilles, & aux marchands espagnols & français, aux planteurs portugais dans l'Amérique.

Une nouvelle Angleterre, cent fois plus vaste, & déjà plus riche dans ses cultures que l'ancienne, couvrait la moitié de ce continent; quatorze provinces florissantes attiraient dans leurs ports les étrangers de toutes les nations, &, malgré les loix prohibitives,

8 ESSAIS HIST. ET POLIT.

portaient, dans tous les marchés de l'Europe, les objets de première, à un prix dont la modicité ne leur laissait craindre la concurrence d'aucun autre marchand. Mais, trop enflés de leurs succès, les agens du cabinet de Londres, s'accoutumaient à ne dominer que sur des tributaires soumis; la moindre résistance leur paraissait un outrage; ils ne respectaient rien, & voulaient que leur autorité fût respectée. Ces hommes, si jaloux de la liberté intérieure du royaume, ne voulaient voir que des esclaves au-dehors; ils s'aveuglèrent jusqu'à regarder sous cet aspect, les compagnons de leur gloire, les dépositaires de leur richesse la plus réelle.

L'Histoire nous apprend, par l'exemple des premiers habitans de l'Espagne, & de quelques colonies romaines & grecques, ce que c'est que la tyrannie

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 9

des républicains; la volonté d'un chef absolu, serait mille fois moins redoutable. Toute l'Amérique septentrionale fut [révoltée des excès auxquels se livrèrent ceux qui gouvernaient dans Londres.

Mais avant de parler de la guerre cruelle qu'ils déclarèrent à leurs frères, à leurs co-sujets, aux nourriciers de leur commerce immense; de cette guerre qui a décuplé les avantages que la France pouvait espérer d'une paix de quinze années; il est nécessaire de faire connaître la constitution & les progrès des Colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, jusqu'au moment de la révolution, dont j'ose le premier entreprendre l'histoire. C'est dans le tableau rapide de leur établissement & de leurs entreprises, que l'on découvrira les causes & l'origine de cette révolution, tracée dans les destinées de la terre; qui change absolument

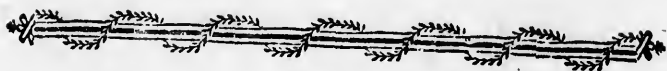
le systéme politique de l'Europe, l'existence de l'Amérique entière; qui causera des guerres inévitables : guerres qu'un siècle ne verra pas terminer , & qui entraîneront, peut-être, la décadence de plusieurs Nations.



-
e
u
n
e
o
q
fu
q
de
tic
co
qu
de
au
El

LIT.
pe, l'exif-
ui causera
res qu'un
, & qui
cadence de

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. II



LIVRE PREMIER.

*FORMATION des Colonies Anglaises
de l'Amérique septentrionale, leurs
progrès & leur gouvernement jusqu'en
1769 & 1770.*

APRÈS que l'inconstance de Henri VIII
eut changé la religion de l'Angleterre,
une partie du peuple regretta les céré-
monies de l'église romaine. Elifabeth
elle-même était mécontente d'un culte
où rien ne parlait aux yeux. Elle savait
que l'opinion du vulgaire est toujours
subordonnée aux objets extérieurs, &
que la religion est le plus puissant ressort
de l'autorité dans les mains d'un poli-
tique habile; qu'une religion purement
contemplative, indépendamment de ce
qu'elle a peu de pouvoir sur le commun
des hommes, divise les plus éclairés en
autant de sectes qu'il y a de penseurs.
Elle connaissait l'effet de ces formules

I.
Premieres
émigrations.



publiques, qui font un point de ralliement entre tant de gens dont la croyance diffère, & dont ceux mêmes qui les méprisent osent rarement se dispenser.

Jacques premier entreprit ce qu'elle n'avait pu faire. Elevé dans le sein de l'église presbytérienne, il l'aurait toujours aimée, sans doute, s'il était né sujet; il en sentit le danger pour un monarque qui voulait être absolu. Les constitutions que les peuples ne cessaient d'invoquer, rendaient sa puissance incertaine; débarrassés des liens de la juridiction ecclésiastique, ils auraient joui de la liberté: il résolut de les soumettre par un nouveau système d'hierarchie, & de tirer de l'autorité épiscopale la force du despotisme qu'il voulait exercer; mais les troubles s'opposèrent à ses premières démarches; il ne fit que montrer le plan qu'il voulait suivre, laissant à son fils le soin de l'affermir & de l'exécuter.

Ce plan flattait les passions du jeune monarque, & la reine le secondait par ses intrigues. Un mouvement général

s'éleva dans la nation, le fanatisme servit la tyrannie ; on ordonna que les puritains, qui s'obstinaient à rejeter un culte superstitieux, que les calvinistes réfugiés en Angleterre, sur la foi de la liberté, se soumettraient à la discipline des évêques, qui déjà réunissaient à ce titre les premières dignités du gouvernement.

Dans d'autres circonstances ils seraient morts en martyrs ; l'Angleterre aurait été inondée de leur sang. Les découvertes de Walter Raleigh, dans l'Amérique septentrionale, délivrèrent l'Europe de cet affreux spectacle ; dans leurs malheurs, ils jettèrent leurs regards sur ce vaste continent, où le despotisme n'avait point encore étendu son empire, où des Sauvages heureux vivaient sans prévoyance & sans crainte, où la Nature jeune & prodigue n'attendait que des cultivateurs paisibles & instruits, pour leur donner tous les biens qui peuvent assurer les plaisirs de la vie. Ils s'embarquaient en troupes, emmenant leurs

enfants, & leur promettant le véritable patrimoine de l'homme, le travail & la liberté.

Jusqu'où n'allait pas alors la persécution ! On voulut s'opposer à cette émigration ; on arrêta les vaisseaux dans les ports ; on voulait opprimer & retenir ces malheureux pères de famille. Tel est le Despotisme, ce n'est jamais sans fureur qu'il voit ses victimes prêtes à lui échapper*.

Les ordres de la cour d'Angleterre n'empêchèrent pas qu'en peu d'années presque toutes les familles presbytériennes des deux royaumes, ne fussent transplantées dans l'Amérique septentrionale, que l'on ne connaissait encore que sous le nom de Virginie, & où deux compagnies privilégiées & exclusives n'avaient point fait de progrès. Ceux des presbytériens furent rapides : dix mille An-

* Huit vaisseaux qui étaient dans la Tamise, prêts à faire voile, furent arrêtés ; on prétend que Cromwel y était embarqué : & il conduisit depuis à l'échafaud, ce Roi qui l'avait empêché de partir.

LIT.

véritable
vail & la
a persé-
e émigra-
les ports;
ces mal-
est le Des-
reur qu'il
happer *.
ngleterre
d'années
sbytérien-
ent trans-
ntrionale,
e que sous
x compa-
n'avaient
des pres-
mille An-

amife, prêts
prétend que
duisit depuis
de partir.

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 15

glais qui s'étaient d'abord réfugiés en Hol-
lande, partirent presque tous en même-
temps d'Amsterdam, pour chercher dans
ces nouveaux climats, ce qu'ils n'a-
vaient pu trouver en Europe, l'occupa-
tion & la paix. Ils fondèrent deux pro-
vinces, & bientôt leurs colonies furent
augmentées par le mécontentement des
sujets de divers états de l'Europe, qui
allèrent chercher auprès d'eux un asyle
contre l'oppression de leurs souverains.

LE cri de tous ceux qui abordaient
dans l'Amérique septentrionale, était
celui de la liberté. Ceux qui vinrent
les premiers, débarquèrent sur des côtes,
dont la température leur parut ressem-
bler le plus à celle des pays qu'ils
avaient habités en Europe, ils leur don-
nèrent le nom de nouvelle Angleterre.
Auparavant, cette contrée n'avait vu
que quelques Aventuriers, qui, dans la
belle saison, venaient faire un commerce
d'échange avec les Sauvages, & dispa-
raissaient aussi-tôt que le froid ne leur

Nouvelle
Angleterre.

permettait plus d'habiter les cabanes qu'ils construisaient en un jour, & abandonnaient sans regret.

Les nouveaux colons prirent la résolution d'endurer les frimats, & de commencer leur établissement, malgré tous les obstacles. Le froid & le scorbut qui détruisirent la moitié de leur nombre, ne les rebutèrent pas. Ils firent alliance avec une compagnie de soixante Sauvages, qui leur apprirent à cultiver le mahis, & l'art de la pêche sur une côte qu'ils ne connaissaient point encore. Ce secours inespéré leur fit attendre avec patience les compagnons, les bestiaux, les semences qui devaient leur arriver de l'Europe; les accroissemens furent prompts, & huit ans après, la nouvelle colonie se partagea en plusieurs peuplades.

Dans ces différens établissemens, l'amour du bonheur rendait tous les hommes laborieux, la subordination régnait sans nuire à la liberté, des mœurs austères tinrent long-temps lieu de loix.

Mais

Mais enfin, la population devenant toujours plus nombreuse, il fallut en créer.

Les puritains avaient trop d'influence.

Ils dictèrent des loix imitées de celles des juifs; & persécutés dans leur patrie, pour leur religion, ils portèrent l'intolérance à un degré si étrange, que tout catholique, que tout quaker, qui reparaitrait dans le pays après en avoir été chassé, était menacé de la mort.

Cette rigueur occasionna des plaintes, & la Métropole défendit de persécuter les quakers. Néanmoins le fanatisme se soutint parmi les puritains : la fertilité de leurs plantations leur laissait trop de loisir; ils l'employaient à des sermons, à des disputes théologiques, lorsque plusieurs hordes Sauvages se réunirent pour les attaquer, & en massacrèrent un grand nombre. Ils prirent les armes, & suspendirent leurs querelles intérieures, pour repousser leurs ennemis du dehors. Cet événement aurait dû leur rappeler les bienfaits qu'ils avaient reçu des Sauvages, & leur montrer la nécessité d'en-

tretenir avec eux une utile amitié; mais plus il arrivait de puritains à la nouvelle Angleterre, plus on y voyait germer le fanatisme & les disputes de l'Europe. Ils en vinrent jusqu'à croire à la sorcellerie, & firent périr un grand nombre de Colons & d'Indiens de tout âge & de tout sexe, qui en furent accusés. Mais, enfin, les persécutions cessèrent à la mort des dévots, venus l'évangile à la main, de l'Ecosse & de l'Angleterre.

La nouvelle génération née dans l'Amérique, ne sentit dans son cœur que des sentimens d'humanité; elle ne s'intéressa point aux opinions de ses pères, jusqu'à vouloir les affermir par le sang: le fanatisme disparut.

La Nouvelle LA grande colonie de la nouvelle
le - Angle- Angleterre continua de s'étendre & de
terre se di- prospérer; elle se divisa bientôt en
vise en qua- quatre provinces: Massachusset-Bay,
tre provin- Connecticut, Newhampshire, & Rhod'.
ces; savoir, Bay, Conne-
Massachusset cticut, New
Bay, Conne- Hampshire
cticut, New Island. L'intérêt commun, & la néces-
hampshire sité de se réunir pour se maintenir
& Rhod'Is-
land.

contre les Sauvages, les engagea à se confédérer en 1643, sous le titre de *Colonies-Unies* : on indiquait un lieu où se rendaient deux députés de chaque établissement, pour y délibérer sur les affaires de la nouvelle Angleterre, sans permission & sans approbation de la part de la couronne; & le roi d'Angleterre, dont ces colonies se bornaient à reconnaître vaguement la souveraineté, n'influa pas en effet sur leur gouvernement.

Une si grande liberté d'administration, en la supposant même favorable à la Métropole, ne pouvait pas subsister long-temps, & Charles II (en 1684), priva la principale de ces provinces, celle de Massachusset, de sa chartre & de ses privilèges; les autres provinces intimidées par cet exemple, se soumi-
rent devant le monarque. Ce ne fut qu'après la révolution, que Massachusset obtint une nouvelle chartre, & cette chartre lui enleva pour toujours ses premiers droits. La cour se réserva celui

de nommer un gouverneur, tous les emplois militaires, & la plupart de ceux de magistrature & de finance. Si le peuple conserva le pouvoir législatif, la voix négative fut attribuée au gouverneur ; & cette voix, jointe au commandement des armes, & au puissant ressort de la corruption qui résultait de la nomination aux emplois, lui assura la prépondérance & les moyens nécessaires pour faire ses volontés & celles de la Métropole. C'est cette forme de gouvernement qui a subsisté depuis dans toute la nouvelle Angleterre.

Le commerce de cette contrée est très-étendu ; elle fournit aux Isles Anglaises & Françaises, à Honduras, à Surinam, des chevaux, des bœufs, des viandes salées, des farines, du mahis, & toutes sortes de grains ; du lin, du chanvre, du bois à bâtir, & des ferremens de toute espèce. Elle fait la pêche de la morue sur ses côtes, aux environs du cap Cod, & envoie en outre tous les ans deux cents cinquante

OLIT.

, tous les
lupart de
inance. Si
législatif,
e au gou-
e au com-
u puissant
résultait de
lui assura
ens néces-
& celles
forme de
epuis dans

ontrée est
k les An-
duras, à
es bœufs,
s, du ma-
; du lin,
r, & des
Elle fait la
ôtes, aux
envoie en
cinquante

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 21

bateaux pêcheurs à Terre-neuve; la pêche du hareng est abondante à l'embouchure de l'une de ses rivières. Elle expédiait des navires, en Italie, en Portugal, en Espagne; elle fournissait à sa Métropole, des vergues, des mâtures, des planches, de la poix, du goudron, & même des fourrures; enfin, elle revendait aux nations une partie des denrées précieuses des Antilles, qu'elle avait grand soin de s'approprier par ses échanges.

A L'OUEST de cette colonie superbe, qui, se prolonge sur près de cent lieues de côtes, & ne s'enfonce dans les terres qu'à vingt lieues de la mer, les Anglais venaient de s'emparer d'un nouvel établissement que les Hollandais poussaient avec beaucoup d'activité, & qui par les avantages de sa position & de sa fertilité, aurait bientôt formé une colonie rivale de la nouvelle Angleterre. Ils lui donnèrent le nom de nouvelle York; elle n'occupait au bord

II.
Province
de la Nou-
velle-York.

de la mer qu'un espace de vingt mille, mais elle s'enfonçait dans les terres au-delà de cinquante lieues. Ce canton continua d'être habité par des colons Hollandais, qui ne préférèrent point à leurs plantations la gloire chimérique de céder au destin de la Métropole. Quelques colons de la nouvelle Angleterre, attirés par l'espoir du commerce & la beauté du climat, s'étaient joints à eux. Mais le despotisme du duc d'York, à qui son frère avait donné la propriété de cette colonie, pensa la détruire. Ses lieutenans, comme ceux de la plupart des souverains qui possèdent des colonies, tenaient dans leurs mains tous les pouvoirs à la fois; & non contents d'exercer une administration arbitraire, ils attiraient à eux toutes les causes civiles, & se rendaient maîtres absolus de la sûreté & des propriétés des colons. Un pareil gouvernement ne pouvait pas être longtemps supporté par des hommes nourris dans les principes salutaires de la répu-

vingt mille,
 s terres au-
 Ce canton
 des colons
 ent point à
 chimérique
 Métropole.
 elle Angle-
 commerce
 aient joints
 e du duc
 avait donné
 nie, pensa
 , comme
 verains qui
 aient dans
 à la fois ;
 e adminif-
 aient à eux
 e rendaient
 & des pro-
 eil gouver-
 tre long-
 nes nourris
 de la répu-

blique; les émigrations commençaient,
 & l'on craignait un soulèvement, lors-
 que l'on permit enfin aux différentes
 communautés de planteurs, de se choisir
 des représentans pour régler l'adminis-
 tration de la colonie; & quelques
 années après, en 1691, elle commença à
 prospérer sous un gouvernement qu'elle
 a toujours conservé, jusqu'au moment
 où l'enthousiasme de la liberté lui a fait
 préférer les calamités de la guerre, à
 l'apparence même de la soumission. Le
 roi nommait un gouverneur, & lui don-
 nait douze conseillers, sans l'assistance
 & le consentement desquels il ne pou-
 vait signer aucun acte. La colonie choi-
 sissait vingt-sept députés pour la repré-
 senter; l'assemblée de tous ces membres
 de l'administration, formait le corps
 législatif, & la durée de leurs pouvoirs
 était réglée sur celle du parlement de
 Londres.

Le sol de la nouvelle York, fertile
 en grains & en fruits de toute espèce,
 donnait à ses habitans de grands avan-

rages sur la nouvelle Angleterre, où le froment ne mûrit pas toujours parfaitement, & où les autres grains, le seigle & l'avoine n'ont pas bien réussi. Ses négocians joignaient à ce premier moyen de supériorité sur leurs concurrents, un commerce de pelleteries auquel celui des marchands de Boston ne pouvait être comparé.

Le fort d'Orange, construit par les Hollandais, à cent cinquante milles de la mer, en remontant la rivière d'Hudson, dans le pays des Iroquois, est le comptoir où les Sauvages du nord apportent ces pelleteries. En tombant au pouvoir des Anglais, ce fort a pris le nom d'Albani.

Le commerce des pelleteries avait fixé les regards de tous les habitans de la nouvelle York, depuis que les protestans français, chassés de leur patrie en 1685, y avaient porté l'art de fabriquer les chapeaux de castor; mais ce ne fut qu'en 1720 qu'il prit toute sa consistance, par la défense qui fut faite aux mar-

chands d'Albani, de commercer avec les français du Canada. Ceux-ci se servaient des marchandises qu'ils trouvaient à bon marché dans ce comptoir, & attiraient à eux toutes les fourrures. Il fallait fermer cet écoulement ; on fortifia le comptoir d'Oswego, sur le lac Ontario, & ces fortifications coupèrent le passage aux nations, qui allaient auparavant traiter à Montréal.

LE siège de ce commerce s'établit dans la ville de New-York, capitale de la colonie dont elle a pris le nom ; cette ville est située dans l'île de Manahatam, auprès de l'embouchure de la rivière d'Hudson, & avait été bâtie par les Hollandais sous le nom de la Nouvelle-Amsterdam : la situation en est agréable, l'air que l'on y respire est sain. La ville ne contenait pas, en 1769, plus de quinze mille habitans, mais presque tous dans l'aisance ; on en comptait plusieurs dont les richesses étaient portées au-delà de l'ambition ordinaire des

Parallele
de Boston
& de New-York.

particuliers. Cette population était bien inférieure à celle de Boston, qui, dans le même temps, s'élevait à trente-six mille habitans. Parmi ces derniers, les habits, la politesse anglaise se faisaient remarquer; mais sans nuire à la rigidité des mœurs, qui s'était conservée depuis les commencemens de la colonie. Ceux de New-York, plus simples & plus modestes, joignaient à la pureté des mœurs, un esprit d'ordre & d'économie, que leurs ancêtres avaient acquis en se mêlant aux Hollandais, fondateurs de la colonie, en recevant parmi eux les Français protestans, & les allemands chassés du Palatinat. La ville de New-York n'avait point de dettes, celle de Boston était considérablement endettée; mais les citoyens de New-York s'adonnaient principalement au commerce & à l'industrie; & quoique la fertilité de leur colonie surpassât celle de la nouvelle Angleterre, plus de la moitié du terrain de la nouvelle York était encore en friche.

on était bien
 qui, dans
 ente-six mille
 s, les habits,
 ient remar-
 rigidité des
 rvée depuis
 onie. Ceux
 ples & plus
 pureté des
 d'économie,
 acquis en se
 dateurs de la
 mi eux les
 es allemands
 lle de New-
 tes, celle de
 nt endettée;
 York s'adon-
 commerce &
 a fertilité de
 e de la nou-
 la moitié du
 était encore

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 27

La nouvelle Angleterre était, au contraire, entièrement cultivée; ce qui n'empêchait pas ses habitans de se livrer au commerce, & d'entretenir six cents navires, & huit mille matelots.

La ville de New-York n'est pas susceptible d'une grande résistance contre les ennemis du dehors; elle n'a point de port, & n'offre aux navigateurs qu'une rade mal défendue: cependant, dès le commencement du siècle, il en sortait un nombre considérable de vaisseaux, qui portaient de riches cargaisons dans toutes les rades de l'Angleterre.

Boston, capitale de toute la nouvelle Angleterre, est une ville très-forte par sa situation, du côté de la mer; placée au fond de la baie de Massachusset, dont l'entrée est défendue par d'énormes rochers qui s'élevent au-dessus de l'eau, & par une chaîne de petites îles, la Nature elle-même a pris soin d'affurer sa défense. L'entrée de cette baie est un canal étroit, où il ne pourrait pas

passer plus de deux vaisseaux à la fois ; & sur lequel domine le fort Guillaume *.

Aussi-tôt qu'il arrive quelque navire , des vigies placées sur un rocher , à une lieue en avant de la baye , font paraître leurs signaux , le fort les répète ; la ville avertie , peut en un instant rassembler , par d'autres signaux , toutes les milices de la côte , & recevoir en vingt-quatre heures les secours de l'intérieur. Si le fort Guillaume ne réussissait pas à arrêter les vaisseaux au passage , ils le feraient par deux batteries construites au nord & au sud de la place , qui commandent toute la baye , & donneraient le temps aux bâtimens de la rade de se mettre à couvert & de se réfugier dans la rivière. Six cents navires peuvent mouiller dans la rade de Boston , qui est parfaitement convenable pour être le magasin & l'entrepôt général des quatre provinces dont cette ville est le chef lieu.

* Ou *Williams' Castle*.

SU
 Air
 avant
 Boston
 de Ne
 Cep
 York
 respe
 en 17
 confid
 & un
 ses rivi
 & le p
 rine de
 cents
 A L'
 le Jerse
 temps p
 le duc
 qui, ne
 à leur g
 Elle éta
 descend
 dois, ses
 presbyté

Ainsi , pendant la guerre , tous les avantages se réunissent en faveur de Boston ; & pendant la paix , en faveur de New-York.

Cependant les forces de la nouvelle York sont depuis long-temps sur un pied respectable. Dans la guerre du Canada en 1758 , tandis qu'elle avait un corps considérable de soldats en campagne , & un grand nombre de mariniers sur ses rivières , elle soutenait son commerce , & le protégeait elle-même par une marine de soixante corsaires armés de huit-cents canons & de sept mille matelots.

A L'OUEST de la nouvelle York , est ^{Nouveau} ~~le~~ Jersey , colonie conquise en même-^{Jersey.} temps par les Anglais , & donnée par le duc d'York à deux de ses favoris , qui , ne pouvant réussir à la gouverner à leur gré , la rendirent à la couronne. Elle était alors peuplée par quelques descendans des Hollandais & des Suédois , ses premiers cultivateurs , & par des presbytériens d'Ecosse , qui , moins sévè-

res que ceux de la nouvelle Angleterre, toléraient parmi eux quelques quakers & quelques anglicans.

Cette grande colonie située entre l'océan & des terres inconnues qui la bornent au nord, sur une ouverture de cent vingt mille de largeur, entre la nouvelle York & la Pensilvanie, n'a presque point eu de commerce à elle. Elle n'a entrepris de construire des navires que très-tard, & s'est long-temps réduite à verser, dans ceux des colonies voisines, les produits de sa culture; ils ne sont pas importants, cependant les terres y sont fertiles & produisent abondamment du bled, du chanvre; les troupeaux y ont réussi; on en tire du fer & des bois de charpente; on y prépare avec succès des viandes salées, qui se vendent dans les îles méridionales de l'Amérique, mais sa population est peu nombreuse; on y parcourt d'immenses déserts. Elle aurait fait, sans doute, de plus rapides progrès, si les établissemens de la Pensilvanie & de la Caro-

SU
line,
peu-p
nouve
préfèr
que l'
s'expa
UN
serein
coloni
ses défi
homme
secte &
crut pa
été fait
un titre
ges d'u
tres, &
pour pa
toire qu
des natu
kers s'ét
regarda
religion
gleterre

T.
eterre,
quakers
entre
qui la
ture de
ntre la
e, n'a
à elle.
des na-
-temps
olonies
ulture ;
dant les
t abon-
e ; les
tire du
y pré-
es, qui
ales de
est peu
mensés
doute,
ablisse-
a Caro-

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 31

line, qui commençaient à se former à peu-près au temps de la conquête du nouveau Jersey, n'avaient attiré par préférence les Anglais & les étrangers, que l'espoir de la fortune engageait à s'expatrier.

UN sol fertile, un climat doux & serein les appellait dans ces nouvelles colonies. La première dût son nom & ses défrichemens à Guillaume Penn. Cet homme généreux, qui avait adopté la secte & les opinions des quakers, ne crut pas que la concession qui lui avait été faite par la cour de Londres, fut un titre suffisant pour chasser les Sauvages d'un pays qu'habitaient leurs ancêtres, & que la Nature leur avait donné pour patrimoine. Il mit à prix le territoire qu'il voulait peupler, & l'acheta des naturels du pays. Deux mille quakers s'étaient embarqués avec lui; ils le regardaient comme le patriarche de leur religion nouvelle, & tous ceux de l'Angleterre demandaient à le suivre; mais

Pensilvanie, quicomprend les Comtés de Newcastle, Kent & Suffex, à présent l'Etat de Delaware.

il voulait proportionner ses établissemens à ses facultés, & jeter avec solidité les fondemens d'une société bien constituée. Trop de monde & trop peu de ressources, ont causé la perte de plusieurs colonies naissantes : la sienne eut le plus grand succès ; elle fut aimée des Sauvages, qui n'en appréhendaient ni cruautés ni violences ; elle s'aggrandit par l'arrivée des nouveaux colons, qui vinrent à mesure que la culture des terres y faisait des progrès ; leurs travaux les mettaient bientôt en état de recevoir à leur tour, de nouveaux frères, à qui ils enseignaient à cultiver comme eux.

Penn sentait que les hommes ne pouvaient, en aucun pays, être heureux que par une bonne législation ; il appliqua tous ses soins à celle du nouveau peuple dont il était le chef, le père & l'ami. Tout homme qui ne niait pas l'existence d'un Dieu, put devenir citoyen de sa colonie ; quiconque l'honorait en chrétien, pouvait avoir part à l'autorité publique ; il n'admit point de

su
de c
& v
églis
aucu
fant
après
mens
raien
habit
aucun
ple re
ceux c
pouva
ges de
nir to
plurali
établir
tiers p
ne pou
douceu
étaient
de la tr
s'y ren
naux ne

T'o

de culte privilégié, de secte dominante, & voulut qu'il n'existât au profit des églises ou de ceux qui les desservaient, aucun impôt qui ne fut volontaire. Laisant à sa famille le droit de gouverner après lui, il ordonna que les appointemens de la place de gouverneur, seraient aussi fixés par la volonté des habitans. Le gouverneur ne devait avoir aucune autorité, sans le concours du peuple représenté par ses députés, & tous ceux qui avaient intérêt au bien public, pouvaient élire, ou être élus. Les suffrages devaient être secrets, afin de prévenir toute espèce de corruption, & la pluralité des suffrages suffisait pour établir une loi; il en fallait les deux tiers pour établir un impôt. Ceux qui ne pouvaient espérer en Europe, les douceurs de la paix & de la liberté, étaient assurés, par tous ces réglemens, de la trouver en Pensilvanie. La justice s'y rendait gratuitement, & les tribunaux ne prononçaient, que dans les cas

34 ESSAIS HIST. ET POLIT.

seulement, où des arbitres, nommés dans chaque canton, n'avaient pu parvenir à concilier les parties.

Des institutions si sages, assuraient à cette Colonie une grande prospérité, des mariages féconds, une population rapide : jamais en aucun pays, la culture n'eut des succès plus prompts & plus heureux. Elle s'est étendue jusqu'à cinquante-cinq lieues, dans l'intérieur des terres autrefois habitées par les Sauvages ; mais les habitations sont éloignées les unes des autres, & les défrichemens sont au milieu de chaque habitation, en sorte qu'il n'y avait encore, en 1769, que la sixième partie de cet immense terrain qui fut entièrement défrichée. On ne peut donc évaluer jusqu'où iront les productions de cette vaste province, où le travail d'un seul homme obtient facilement des vivres pour en nourrir vingt ; on ne peut s'imaginer à combien elles s'élèveront, lorsque toutes les terres seront entière-

SUP

ment d
être éle
tion de

Le s

une gr
seigle,
fruits &

Les pra

prables

colons,

l'innoc

pastoral

de tous

gions ;

monarch

chant du

sein de l

par l'am

rité. Ja

rougi ce

Georges

Batailles,

ats renv

aient de

Mort, d

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 35

ment cultivées, & ce terme ne doit pas être éloigné dans un pays où la population double tous les vingt ans.

Le sol fertile & bien arrosé, produit une grande abondance de froment, de seigle, de mahis, d'autres grains, des fruits & des légumes de toute espece. Les prairies y sont couvertes d'innombrables troupeaux, & une partie des colons, goûte dans toute leur pureté, l'innocence & les douceurs de la vie pastorale; on y remarque des hommes de tous les climats, de toutes les religions; les uns nés sous la domination monarchique, ou sous le glaive tranchant du despotisme; les autres dans le sein de la république, mais tous réunis par l'amour du bonheur & de l'humanité. Jamais le sang humain n'avait mouillé cette terre, avant le regne de Georges III. Quand on leur parlait de batailles, de conquêtes rapides, & d'états renversés, ils s'étonnaient & poussaient des gémissemens. La faux de la Mort, disaient-ils, n'est-elle pas assez

prompte à frapper, sans que les hommes se précipitent les uns les autres dans la nuit du trépas? Sont-ils sur la terre pour se déchirer comme des bêtes féroces? Ils ne peuvent souffrir les louanges que l'on donne aux conquérans. Quelle folie de mettre sa gloire à se faire haïr des hommes par les fléaux inséparables de la guerre, & à vouloir ensuite les gouverner malgré eux! Heureux l'homme qui, jouissant de la liberté, n'a point le desir insensé de rendre les autres esclaves! Les provinces voisines les respectent à cause de leur vertu; ils abandonneraient leur pays, ou se laisseraient mourir plutôt que de recevoir la loi d'un vainqueur. Il est aussi difficile de les asservir, qu'ils sont incapables d'asservir les autres; on voit régner chez eux, l'abondance, l'humanité, l'hospitalité; enfin ils réalisent presque toutes les choses que l'ingénieuse Antiquité nous apprend de la sagesse fabuleuse de la Bétique.

Quoique le commerce de Pensilvanie

soit c
moins
York,
sa pop
cents t
mation
de la
million
dait de
sons &
Antilles
millions
& en P
naries,
livrait à
le café,
vait en
lui don
consom
des mâtu
commer
Sauvage
Les nou
pour au
baient l

soit considérable , cette province est moins riche que celle de la nouvelle York , dont elle est bornée au nord ; sa population, en 1769, s'élevait à deux cents trente mille hommes. La consommation qu'elle faisait des marchandises de la Métropole , montait à douze millions de nos livres ; ce qu'elle vendait de biscuit, de farines , de salaisons & de bois de construction dans les Antilles, ne se montait pas à plus de cinq millions ; elle en exportait en Espagne & en Portugal , aux Açores & aux Canaries , pour environ trois millions ; elle livrait à l'Angleterre le coton, le sucre, le café, l'argent & les vins qu'elle recevait en paiement, & était obligée de lui donner pour solder le prix de ses consommations, du fer, du chanvre, des mâtures, des cuirs, & tout ce qu'un commerce peu considérable avec les Sauvages, lui fournissait de pelleteries. Les nouvelles avances que l'on faisait pour augmenter les cultures , absorbaient les bénéfices de chaque récolte ;

on voyait par-tout une heureuse aisance ; une grande activité, une prospérité générale, des propriétaires fixés au milieu d'un grand nombre de champs bien cultivés, mais peu d'espèces en circulation, & rien n'annonçait l'existence ni l'abus des richesses. Cette province, à l'époque des premiers troubles de Boston, recevait quatre cents navires de toute grandeur, & en expédiait autant chaque année.

Philadel-
phie.

PRESQUE tous ces armemens se faisaient à Philadelphie, sur les bords de la Delaware ; c'est la ville la plus belle & la plus ornée de toute l'Amérique septentrionale, & le seul bon port de la province. C'est dans son Hôtel-de-ville que se sont rassemblés depuis soixante ans, les hommes les plus éclairés & les plus sages de tout le Continent, pour régler ce qui pouvait intéresser la Colonie.

Cette ville, où l'on ne paraît avoir oublié aucun des besoins de l'humanité,

au
jou
&
les
ter
con
De
pré
pû
les
ples
mis
Co
fûre
fûre
silva
éva
en n
dev
vait
cette
d'étr
ne f
quel

aucun des agrémens solides dont on peut jouir dans la vie , était sans défense, & toute ouverte à l'ennemi, tant sur les bords de la mer, que du côté de la terre; ce n'est qu'en 1773 que l'on a commencé à fortifier l'entrée du fleuve Delaware. Penn & ses successeurs ne prévoyaient pas, sans doute, qu'elle pût être assiégée, & que les Pensilvains, les amis & l'exemple de tous les peuples, pussent trouver jamais des ennemis dans l'Univers. Les fondateurs des Colonies s'occupent ordinairement de la sûreté politique, avant de penser à la sûreté des citoyens; celui de la Pensilvanie, par une suite des principes évangéliques qu'il suivait à la rigueur, en ne négligeant aucun des moyens qui devaient assurer la tranquillité civile, n'avait rien fait pour la défense militaire; & cette heureuse Province avait continué d'être gouvernée par des hommes qui ne soupçonnaient pas qu'il eût oublié quelque chose.

IV. ENTRE la Pensilvanie & la Caroline, se trouvent les établissemens du Maryland & de la Virginie. Autrefois, ces deux Colonies n'en faisaient qu'une sous le nom de Virginie; on étendait même ce nom à toute l'Amérique septentrionale.

Les précautions qui peuvent contribuer à la défense de ces deux Colonies, ont été prises depuis long-temps, & peuvent servir à garantir quelques temps Philadelphie de l'invasion des ennemis qui voudraient remonter le fleuve pour s'emparer de cette ville. Le nom de ce fleuve est celui du premier gouverneur de la Virginie, de Lord Delaware, qui voulut bien se charger de diriger les établissemens qui se firent sur cette côte; mais la population ne prit de consistance que long-temps après, sous le règne de Charles II. Le gouvernement de cette Colonie, jusqu'en 1770, était royal, c'est-à-dire, composé d'un gouverneur & de douze conseillers qui formaient la chambre-

SU

haut
comp
forme
à cel
nouve
rence
pour
pouvo
loix de
perfer
nomme
de fina
nels, d
l'avis d
semblée
& imp
dats &
avis.

Cette
toujours
xes, do
plusieurs
siastique
aucune a
l'église a

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 41

haute, & des députés des comtés qui composaient l'assemblée générale. Cette forme d'administration était semblable à celle de la nouvelle York, & du nouveau Jersey; mais avec cette différence, que le gouverneur était nommé pour un temps illimité; qu'il avait le pouvoir de rejeter ou de confirmer les loix de l'assemblée générale, de la dissiper ou de la proroger à son gré, de nommer tous les officiers de justice & de finance, de faire grace aux criminels, de disposer, en prenant seulement l'avis du conseil, sans consulter l'assemblée générale, de tous les deniers & impôts, & des milices, des soldats & des forts, sans prendre aucun avis.

Cette Colonie a donc été presque toujours opprimée & surchargée de taxes, dont l'énumération seule remplirait plusieurs pages; la juridiction ecclésiastique y avait plus d'autorité qu'en aucune autre province; les pasteurs de l'église anglicane s'y faisaient payer

des sommes considérables en argent, ou en tabac, pour le droit de leur fonctions. La chicane de l'Europe y était en vigueur; on y comptait vingt-cinq tribunaux, un dans chaque comté, dont les appels se portaient au conseil du gouverneur, & définitivement à la cour d'Angleterre; cependant la culture du tabac assurait la richesse, & subvenait à toutes les charges des cultivateurs.

Ce fut l'intolérance des Virginiens pour les catholiques, qui peupla le Maryland. Cecile Calvert, Lord Baltimore, obtint du Roi Charles premier, la concession de ce pays; son fils vint en 1632, avec deux cents papistes de Londres, augmenter la Colonie fondée par son père. Il y établit la tolérance, & accorda la liberté civile à tout étranger qui viendrait s'établir au Maryland. Ce système fit prospérer cette faible Colonie qui maintenant est très-peuplée, & renferme onze comtés, qui étaient peuplés, en 1770, de près

F SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 43

de trois cents mille hommes. La forme de l'administration du Maryland, ressembloit, à beaucoup d'égards, à celle de la Virginie; la principale différence consistoit dans les prérogatives attachées à la maison de Baltimore sur le Maryland.

Ces deux Colonies produisent de beaux fruits & d'excellens bleds; mais c'est de la récolte du tabac qu'elles tirent leurs richesses. Le sol y est uni & toujours gras & fertile; il est coupé par un nombre infini de rivières qui descendent des Apalaches & qui sont autant de canaux navigables par où les récoltes sont exportées; ils aboutissent à la baye de *Chesapeak*, qui se prolonge à plus de soixante lieues dans les terres, sur douze milles environ de largeur moyenne. Les navires qui entrent dans cette baye, n'y peuvent courir aucun danger, & la plupart, même les gros vaisseaux, peuvent pénétrer plus avant & remonter plusieurs rivières.

Les avantages de cette situation s'op-

posaient à la formation des grandes villes & des entrepôts de commerce. Chacun vend sa récolte, sans sortir, pour ainsi dire, de sa plantation, & presque par-tout les navires viennent mouiller à la porte des magasins qui doivent fournir leur chargement. Annapolis, capitale du Maryland, & Williamsbourg, chef-lieu de la Virginie, ne sont que deux grands villages, où résident les gouverneurs de ces Colonies, & les personnes attachées à l'administration. Les commodités de la vie champêtre ont écarté l'industrie. Environnés de matières qui n'attendaient que la main des artisans, les habitans manquent des instrumens, des meubles de bois les plus grossiers; ils étaient encore obligés, en 1770, de faire venir tout de la Métropole; cette habitude d'acheter engageait les marchands Anglois à leur porter avec les choses nécessaires, toutes les superfluités du luxe; & par une conduite directement contraire à celle de leurs voisins, ils s'en

pa
for
po
d'a
ils
par
né
C
men
tion
jusq
autr
mill
expo
de c
land
cette
à l'A
en fa
les é
trion

C
des p
fait e

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 45

paraient, ils en décoraient leurs maisons, jusqu'à obérer leurs plantations pour satisfaire à cette folle vanité; mais d'autres temps ont amené d'autres mœurs; ils commencent à former des ouvriers parmi eux, & à distinguer ce qui est nécessaire, de ce qui n'est que frivole.

Ces deux Colonies n'ont ni commerce, ni marine; toutes les exportations qu'elles faisaient par elles-mêmes, jusqu'en 1770, en grains, en bois; & autres objets, ne valaient pas plus d'un million par an; mais le tabac, qui était exporté par les Anglais, s'élevait à plus de cent mille barriques, dont le Maryland fournissait à-peu-près un tiers; cette denrée produisait de grands profits à l'Angleterre par la revente qu'elle en faisait au reste de l'Europe, & de tous les établissemens de l'Amérique septentrionale, aucun ne lui était plus précieux.

CEPENDANT la Caroline lui offrait

 des produits considérables, & lui en faisait espérer de plus grands encore. Lors

Les deux Carolines.

du premier défrichement de cette contrée, en 1663, le célèbre Loke entraça la législation. Il y établit la tolérance religieuse, & négligea d'y assurer la liberté civile; il mit toute la puissance législative dans les mains des huit concessionnaires à qui la cour de Londres avait donné cette grande étendue de pays; enfin, ce code, qui devait être l'ouvrage de la sagesse, fit voir qu'un philosophe, quand il ne connoit point asles la politique, les mœurs des peuples, les vices des hommes puissans, les climats, les subsistances qu'ils donnent, & les entreprises qu'on y peut faire, ne peut pas être un bon législateur. Il faut, pour mériter ce nom, avoir su se procurer toute l'expérience que peuvent donner en dix ans l'existence malheureuse d'un sujet faible, incertain, opprimé dans des pays sans loix, & la vie active d'un homme de génie, qui observe ceux qui gouvernent. La connaissance la plus approfondie de l'Histoire, la science des Loix ancien-

nes,
férens
des vo
vation
amour
passion
triomp
pour f
tateur
démon
dévoile
sur no
pour a
raphific
titution
forte ra
qui n'é
il ne po
les mœu
La c
les Lord
coûta c
Au mili
nie de
lui faisa

nes, celle des mœurs présentes des différens Peuples du monde, acquise par des voyages faits dans l'âge de l'observation & de la curiosité; le plus grand amour de la vertu & de la Patrie, les passions les plus vives, & les plus grands triomphes sur soi-même, suffisoient à peine pour former un Législateur: un méditateur oisif ne pouvoit l'être. Il pouvoit démontrer les opérations de nos sens, dévoiler les effets des objets extérieurs sur notre entendement, & désigner, pour ainsi dire, les bornes de la métaphisique; il ne pouvoit régler la constitution d'un Peuple nouveau, à plus forte raison en créer une pour un Peuple qui n'étoit point encore formé, & dont il ne pouvoit prévoir ni les besoins ni les mœurs.

La condescendance de Loke, pour les Lords propriétaires de la Caroline, coûta cher à cette Colonie naissante. Au milieu des malheurs que la tyrannie de Grenville, son gouverneur, lui faisoit éprouver; elle fut attaquée

par les Sauvages : ce ne fut qu'après des combats sans nombre , des massacres affreux , qu'elle parvint à les repousser ; mais cette guerre rétablissant parmi les colons les ressorts du courage , que l'oppression avait presque brisés , ils secouèrent le joug de leurs Seigneurs , & la couronne d'Angleterre rentra , en 1728 , dans sa souveraineté sur cette Colonie. Alors elle fut divisée en deux parties , l'une méridionale , l'autre septentrionale , qui formèrent deux gouvernemens différens ; il y eut dans chacune un conseil , & une assemblée générale ; elles furent soumises à une administration modérée , à laquelle les représentans du peuple eurent la plus grande part.

Les deux Carolines sont fertiles , & le deviennent d'avantage à mesure qu'on s'éloigne des bords de la mer , & qu'on s'enfonce dans l'intérieur des terres. On y trouve de vastes plaines , coupées par un assez grand nombre de rivières , mais dont aucune ne peut être remontée

à

* La C
huit cents
mille bari
mahis , vi
graines ; l
en planche
mille quint
benthine ,
cents cuirs
daims , &
quantité de

Tome

à plus de quinze lieues ; des marécages rendent le climat mal sain en quelques endroits sur les bords de la mer, mais l'air est salubre dans la plaine. Le froment n'a point réussi dans la Caroline méridionale, qui en est dédomagée par son indigo & ses autres productions ; il croit & mûrit en grande abondance dans la province du nord*.

Les défrichemens, entrepris dans ces deux Colonies, ne s'étendent pas à plus du vingtième des terres. On y a essayé, dans ces derniers temps, avec quelque succès, la culture de la

* La Caroline méridionale a produit, en 1771, huit cents milliers d'indigo, deux cents soixante mille barils de riz, trente-cinq mille boisseaux de mahis, vingt-quatre mille barils de pois, & autres graines ; le chargement de cinq cents trois navires en planches & en bois de charpente, vingt-sept mille quintaux de résine, poix, goudron & térébenthine, dix mille cuirs tannés, trois mille cinq cents cuirs verds, quatre mille quintaux de peaux de daims, & autres bêtes fauves, & une grande quantité de viandes salées.

vigne & de l'olivier. Ces cultures réussirent au-delà de l'espérance que l'on en a conçue, sur les côteaux, au pied des montagnes, dans les terrains sablonneux, lorsque le pays sera plus découvert & plus anciennement défriché.

Les mûriers & les vers à soie, qui d'abord ont réussi dans ces deux Colonies, sur-tout dans la Caroline méridionale, ont ensuite été négligés. D'autres branches, plus productives, ont fait abandonner cet objet, qui exige des soins trop minutieux; mais depuis les troubles, le besoin a fait reprendre, en quelques endroits, la culture des mûriers. On commence à fabriquer une assez grande quantité d'étoffes mêlées de laine & de

Les produits de la Caroline septentrionale, 'montaient à cent trente-sept mille boisseaux de froment, deux cents dix milliers d'indigo, cent quinze mille barils de goudron, poix & térébenthine, cent quatre-vingt cargaisons de bois, à quoi ils faut ajouter une grande quantité de salaisons, cuirs & peaux de toute espee.

soie,
on en
fines.

Il s'
Caroli
point
toutes
vont e
town,
ville,
Asley &
1770:
qui éte
les por
avaient
les gro
qu'à Pe
jour le
princip
de la G
par la

LA
nouvelle

T.
s réuf-
ne l'on
u pied
fablon-
décou-
ché.
e, qui
lonies,
ionale,
s bran-
aban-
s soins
roubles,
quelques
s. On
grande
e & de

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 51

soie, vêtement convenable au climat; on en vend même aux Colonies voisines.

Il se fait peu d'exportations de la Caroline septentrionale, où il n'y a point d'entrepôt considérable. Presque toutes les denrées de cette province, vont enrichir le commerce de Charlestown, dans la Caroline du sud. Cette ville, située au confluent des rivières Asley & Cooper, était bien peuplée en 1770: le luxe y régnait, & ses négocians, qui étendaient leur commerce dans tous les ports de l'Europe & de l'Amérique, avaient de grandes fortunes; cependant les gros vaisseaux ne peuvent aborder qu'à Port-Royal, qui doit devenir un jour le siège du commerce, & l'entrepôt principal des deux Carolines, & même de la Georgie, qui n'en est séparée que par la rivière Savanah.

LA Georgie est une Colonie trop
nouvelle encore pour être d'une grande

La Géor-
gie.

considération; cependant, depuis 1741 qu'elle a été affranchie de la tyrannie qui l'opprimait, jusqu'en 1770, sa population a été triplée; sa culture est devenue productive: celle du grain y a réussi. Étant située avantageusement pour le commerce des Antilles, où elle porte du riz, des planches & des bestiaux, elle a armé quelques navires, & fait un commerce proportionné à ses facultés. Le sol est fertile, & a été comparé à celui de la Louisiane; les Allemands du pays de Salsbourg, y ont essayé, avec succès, plusieurs sortes de plantations, & même celle de la vigne.

Sa prospérité s'accroissait chaque jour, lorsque les querelles élevées à Boston, & les actes de despotisme qui les ont suivies, ont fixé l'attention de toute l'Amérique septentrionale, ont réduit ses habitans à prendre les armes, & à suspendre une partie de leurs cultures & de leur commerce, pour se défendre contre leurs ennemis.

No
Colo
guerr
la M
leur p
lait,
fonds
Lond
millio
bitans
& dan
cultur
& des
tique.
guerre
dans le
pour c
ne tour
Ils ont
guerre
passage
bonheu
étonnen
veloppe
superbes

Nous venons de faire connaître les Colonies qui ont pris part à cette guerre; elles devaient au commerce de la Métropole, environ une année de leur produit. Leur consommation égalait, à peu près, leurs revenus, & le fonds de leur dette. Le Parlement de Londres évaluait cette dette à cent huit millions de nos livres. En général, les habitans de ces Colonies vivaient heureux & dans l'innocence, occupés de l'agriculture, de la chasse & de la pêche, & des plaisirs tranquilles de la vie rustique. Il y a lieu de craindre que la guerre ne cause de grands changemens dans leurs mœurs, & que leurs efforts, pour conserver & assurer leur liberté, ne tournent au détriment de leur félicité. Ils ont envisagé tous les malheurs d'une guerre contre l'Angleterre, comme passagers, & capables de produire un bonheur durable; mais quel sera leur étonnement, si cette révolution développe, parmi eux, des caractères superbes & cruels, si elle donne du

pouvoir à des hommes méchans, si la contagion des mœurs étrangères s'empare de leurs habitations? Hélas! avant cette guerre funeste, leurs femmes ignoraient encore l'art de séduire & de céder à la séduction; elles ignoraient la galanterie, la parure & l'oïveté; elles sont douces, modestes, compatissantes & secourables: elles ont les vertus qui conviennent à leur sexe, mais il faut bien peu de temps pour en développer les vices. Puissent-elles, dans ces jours de trouble & de souffrance, ne pas ajouter aux infortunes de leur pays!

VI.
Colonies restées sous la domination Britannique.

L'ANGLETERRE possède encore de vastes contrées dans le même continent, & malgré la perte des treize provinces confédérées, les deux Florides, au sud, l'Acadie, le Canada & Terre-neuve, au nord, lui laisseraient de grandes ressources, si ces Colonies ne devaient pas naturellement suivre le sort des provinces plus puissantes.

L'Angleterre, en 1770, étendait ses possessions en Amérique, depuis la baie d'Hudson jusqu'au Mississipi; mais avant de raconter les évènements qui lui ont enlevé le sceptre du plus grand Empire que le globe ait jamais vu sur sa surface, il faut jeter quelques regards sur les possessions qui lui restent encore : commençons par une Colonie faible & peu considérable, quoiqu'elle occupe un immense terrain, & qui, par sa situation & le caractère de ses habitans, a eu quelqu'influence sur ces évènements : c'est la Nouvelle - Écosse, autrefois l'Acadie.

ELLE s'étend sur trois cents lieues de côtes, depuis les limites de la Nouvelle-Angleterre, jusqu'à la rive méridionale du fleuve S. Laurent. Cette vaste région, connue sous le nom d'*Acadie*, était peuplée de Français devenus cultivateurs, libres & heureux depuis qu'ils avaient reçu, de l'indulgence de leurs

Nouve
Ecosse.

conquérans, le nom de *Français-neutres*: mais un nouveau système du Ministère Britannique, fit succéder à leur bonheur la plus cruelle infortune que puisse causer la cruauté froide & réfléchie de la politique. La Cour de Londres y envoya, en 1769, de nouveaux Colons, des Officiers & des Soldats, à qui elle avait concédé des terres à proportion de leur grade. Ceux-ci, rassemblant les anciens Cultivateurs paisibles & bien-faisans, sous le prétexte de leur faire renouveler leur serment de fidélité au Roi George, les prirent tous, & les embarquèrent de force, sur des vaisseaux qui les transportèrent dans d'autres Colonies, & les dispersèrent en divers lieux. Ces champs si bien cultivés, ces humbles toits, témoins & protecteurs de leur piété patriarcale, ces tribunaux dont le silence attestait leur bon-foi, les pleurs de leurs femmes & les cris des vieillards, qui demandaient qu'on leur accordât du moins un tom-

bea
ma
ne p
de l
dan
allèr
dans
com
verge
A
prosp
venu
inhabi
jusqu'
tre plu
d'impo
mainten
te depu
y étaien
de Lune
mais le
caractère
parviend
à en tire

beau dans des lieux sanctifiés par les manes de leurs frères & de leurs amis, ne purent obtenir aucune grace; l'Arrêt de leur déportation avait été prononcé dans le Cabinet de Londres, & ils allèrent périr de chagrin & de misère dans les établissemens où les Anglais commençaient dès-lors à s'armer d'une verge de fer.

A compter de ce moment, rien n'a prospéré dans ce vaste pays : il est devenu désert. La Nouvelle - Écosse est inhabitée depuis le fleuve S. Laurent, jusqu'à la peninsule d'Acadie. On rencontre plus loin, trois établissemens de peu d'importance : ce sont les seuls qui existent maintenant. Annapolis est presque détruite depuis l'émigration des Français qui y étaient fixés. Le nouvel établissement de Lunebourg a fait quelques progrès, mais le sol est ingrat ; & malgré le caractère laborieux des Allemands, ils parviendront avec lenteur & avec peine, à en tirer de grandes récoltes. Halifax

n'a jamais été que l'entrepôt des forces qu'on voulait employer d'abord à opprimer, & ensuite à subjuguier l'Amérique. Les cultures des environs ne sont d'aucune importance; sa pêche est d'un faible rapport: cette ville n'est pas même respectable comme place de guerre. Tous les abus, tous les désordres & toutes les malversations y ont eu accès dès qu'elle a été bâtie. Sans fossés, sans forteresses, elle est ouverte à l'invasion du premier agresseur. Elle n'est remarquable que par l'Amirauté que la Cour de Londres y a établie en 1760, dans le dessein d'y soumettre toute la navigation de l'Amérique septentrionale; & par la prédilection qui a engagé le Ministère Britannique à y verser toutes les années des sommes considérables, depuis sa fondation, pour l'entretien de ses Officiers & de sa Garnison. C'est de là que sont parties successivement les flottes & les armées venues de Londres pour conquérir l'Amérique.

S
c'est
avon

L
d'un
l'étab
elle r
couru
millie
litaire
même
princi
bitans
n'aspie
le prix
pour c
eux, n
l'human
forts qu
leurs va
qu'eux,
la guerr
te quan
pas anéa

c'est là qu'elles se sont réfugiées après avoir été vaincues.

LE Canada a été encore le théâtre d'une partie de cette guerre. Depuis l'établissement de cette grande Colonie, elle n'a presque jamais cessé d'être parcourue, dans tous les sens, par plusieurs milliers d'hommes armés. Le génie militaire, ce génie destructeur, qui, lui-même, provoque sa ruine, formait le principal caractère de ses premiers habitans : ils étaient tous guerriers, & n'aspiraient qu'aux distinctions qui sont le prix des combats ; ils faisaient tout pour cette vaine gloire, & rien pour eux, rien pour la vertu, rien pour l'humanité. Plusieurs des places & des forts qu'ils ont bâtis, durent encore : leurs vainqueurs, non moins imprudens qu'eux, ont conservé tout ce qui attire la guerre, tout ce qui excite la révolte quand le courage des sujets n'est pas anéanti sans retour ; le pouvoir

Le Canada.

absolu , le Gouvernement militaire. Ce pays a vu éclore de grands projets guerriers, suivis de grands revers ; & de tous côtés, les hommes, qui ne sont que laborieux & paisibles, y ont été les victimes des triomphateurs & des vaincus.

La Floride. A l'égard de la Floride, ce beau pays, conquis sur les Espagnols, & accru par la cession d'une partie de la Louisiane, n'a de remarquable que le bourg de S. Augustin & l'établissement de Pensacola. Les négocians Anglois, & ceux de l'Amérique septentrionale, avaient fait de ce dernier port, un entrepôt avantageux pour leur commerce interlope avec les terres Espagnoles ; mais le cours du commerce ayant été détourné par la guerre, cette Colonie, qui attendait que le sort des armes décidât de son Gouvernement, a paru rester fidèle à la domination Britannique. Elle a changé ses bâtimens

SU
marc
s'emp
deux
qui f
mateu
Tel
troubl
unis
autres
à l'uni
à la fo
faire c
culture
premier
de bien
que l'A
taires d
de son c
jours da
connaiss
événeme
confirme
faudrait
gouverne

marchands en corsaires croiseurs, qui s'emparent quelquefois des navires des deux Carolines & de la Georgie, mais qui sont plus souvent la proie des Armateurs Anglo-Américains.

Tels étaient au commencement des troubles de Boston, les treize États unis de l'Amérique; telles étaient les autres Colonies qui n'avaient point part à l'union. Il était essentiel de remonter à la formation de ces Colonies, & de faire connaître leurs progrès dans l'agriculture, les arts & l'industrie. Le premier pas, dans cette Histoire, était de bien savoir quels étaient les peuples que l'Angleterre voulait rendre tributaires de son Gouvernement, esclaves de son commerce, & retenir pour toujours dans une tutelle politique. Cette connaissance, en la rapprochant des évènements qui vont suivre, sert à confirmer de grandes vérités, qu'il faudrait sans cesse répéter à ceux qui gouvernent.

La richesse réelle des nations, consiste dans les productions des terres, & dans les travaux de l'industrie, qui prépare & échange ces productions. Le système que le Gouvernement de l'Angleterre avait suivi depuis long-temps envers les Américains, les avait éloignés de toute idée de luxe, & les avait délivrés de tous les besoins superflus qui auraient pu les attacher encore à la Métropole. Les Anglais leur avaient appris l'industrie & le commerce, à force de prohibitions & de rigueurs; ils les formaient, sans y penser, aux arts utiles, dont on avait d'abord voulu leur dérober la connaissance, & leur enseignaient quel est le prix du travail & de l'économie, la nécessité, cette mère puissante de l'invention, leur dictoit ses loix; elle leur avait appris à vivre avec frugalité, à s'habiller avec les manufactures de leur pays, & à tirer plus de vanité de l'étoffe grossière dont leurs femmes & leurs filles avaient filé la laine, &

su
qu'en
des l
les c
la vé
tarde
On
resser
des é
mériq
dont l
Écriva
tions.
Ouvra
sur les
& moi
révolu
aux Le
ont déj
partie d
re que
qui ne
L'imme
à d'aut
eux-mê

qu'eux-mêmes ils avaient tissée, que des habits superbes dont se paraient les courtisans de Londres; ils avaient la véritable richesse, ils ne devaient pas tarder à devenir puissans.

On trouvera peut-être que j'ai trop resserré le tableau que je viens de faire des établissemens des Anglais dans l'Amérique : ce tableau si intéressant, & dont le sujet est si vaste; mais d'autres Écrivains en ont fait de riches descriptions. Il entrerait dans le plan de leurs Ouvrages de fixer l'attention publique sur les commencemens de ces Colonies; & moi, j'entreprends d'en écrire les révolutions. Les détails que j'épargne aux Lecteurs, seraient inutiles à ceux qui ont déjà tourné leurs regards vers cette partie du globe, & l'exposition préliminaire que je viens d'achever, suffit à ceux qui ne la connaissent point encore. L'immensité de mon sujet, m'entraîne à d'autres récits. Les contemporains eux-mêmes pourront à peine croire ces

récits véridiques, trompés, comme ils le sont, par les préjugés, par les vagues discours répandus parmi des hommes frivoles, & confirmés souvent par des hommes sérieux, qui négligent de s'instruire.



LIVRE

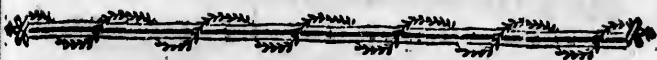
SUR

LI

ORIGINE

Anglo
d'étab
dans l
joug ;
impôt
voies

LORSQ
assez ag
pût en
demanda
avec aut
sion, &
Telle fut
le Gouv
muniqua
qui lui
dans leq
exposés ;
discutée
Tome



LIVRE SECOND.

ORIGINE des troubles de la Nouvelle-Angleterre ; acte du timbre ; projet d'établir des garnisons, en temps de paix dans l'Amérique, pour la tenir sous le joug ; douanes, & loix prohibitives ; impôt sur le thé de l'Inde ; premieres voies de fait ; interdit de Boston.

LORSQUE toutes les Colonies furent assez agrandies pour que la Métropole pût en retirer des subsides, elle en demanda : elle ne les exigea pas d'abord avec autorité, elle employa la persuasion, & réussit au-delà de ses espérances. Telle fut alors la forme de ces impôts : le Gouverneur de chaque Colonie communiquait à l'Assemblée, le Mémoire qui lui était adressé par le Ministère, dans lequel les besoins publics étaient exposés ; la réalité de ces besoins était discutée dans l'Assemblée, & l'on

ANNÉE
1764.

Origine des
troubles.

ANNÉE
1764.

délibérait ensuite sur les moyens les moins onéreux d'accorder au Souverain un secours d'hommes & d'argent. La modération du Cabinet de Londres allait jusqu'à ne point fixer le montant de l'impôt; on demandait seulement qu'il fût proportionné à la population & à la richesse de la Colonie : ces moyens de douceur réussirent au-delà même de ce que l'on pouvait en attendre; & si, dans la dernière guerre, l'Angleterre a pu se glorifier de ses succès en Amérique, contre la France & l'Espagne, elle les a dûs, presque tous, au zèle & à la force de ses Colonies. Elles combattirent sans cesse pour la Métropole, & dans cette guerre, leurs efforts surpassèrent tellement ce que l'on avait espéré de leurs facultés, que le trésor de Londres crut qu'il était nécessaire de leur accorder une indemnité annuelle. Le Roi exhortait le Parlement de la manière la plus honorable pour elles, & envoyait tous les ans un message à ce sujet, à la Chambre des Communes :

SU

ce m
touch
de l'A
défenc
Royau
égard
dennif
de zèle
par le S
accorda
pour ét
Colonie
Ces
tionnées
avaient
qu'elles c
la guerre
jamais :
pour elle
que le So
de-Bretag
Elles en
hommes e
guerre; e
à la mer, &

LIT. 12
yens les
ouverain
La mo-
res allait
t de l'im-
qu'il fût
à la ri-
yens de
ne de ce
& si,
ngleterre
en Amé-
spagne,
zèle &
les com-
ropole,
rts sur-
n avait
e trésor
écessaire
nnuelle.
t de la
r elles,
essage à
munes :

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 67

ce message portait que, Sa Majesté, touchée du zèle avec lequel ses peuples de l'Amérique septentrionale, avaient défendu les droits & les possessions du Royaume, pria la Chambre d'y avoir égard, & de lui fournir les moyens d'indemniser des sujets qui montraient tant de zèle. Ces messages étaient enregistrés par le Secrétaire de la Chambre, & elle accordait deux cents mille livres sterling, pour être distribuées annuellement aux Colonies, à titre d'indemnité.

Ces sommes n'étaient point proportionnées aux dépenses que les Colonies avaient faites, au-delà du contingent qu'elles devaient fournir dans les frais de la guerre; mais elles ne s'en plaignirent jamais: l'indemnité la plus précieuse pour elles, se trouvait dans les louanges que le Souverain & le peuple de la Grande-Bretagne ne pouvaient leur refuser. Elles entreprirent vingt-cinq mille hommes en campagne, pendant toute la guerre; elles avaient huit cents corsaires sur la mer, & les efforts qu'elles firent pour

ANNEX
1764.

ANNÉE
1764.

ajouter aux triomphes de leur Métropole, causerent une dette publique, pour laquelle elles furent obligées de s'imposer une taxe qui ne s'est éteinte qu'en mil sept cent soixante-douze.

Cette bonne intelligence entre l'Angleterre & ses Colonies, durait depuis près de cent ans. La révocation de la première chartre de Boston, en mil six cent quatre-vingt-quatre, était le seul acte qui eût troublé la paix mutuelle, depuis leur établissement. La politique Anglaise se bornait à essayer son pouvoir par des prohibitions locales, toujours couvertes du voile spécieux de la raison d'État. Il arrivait rarement que quelque Colonie se refusât au retranchement de ses droits de commerce; plus rarement elle murmurait contre la Cour: les Gouverneurs seuls étaient les objets de la haine publique, lorsqu'ils abusaient de leurs pouvoirs; les Assemblées s'attachaient à diminuer leur puissance, & le peuple leur attribuait tout ce qui lui était défavorable.

SU

Le
en ho
méric
en m
parée
& du
la Gu
Isles C
ces co
la Ha
au pro
gation
des su
somma
étaient
ployaie
des ga
dans le
autant
Colons
quelque
Mais
accablé
d'une de
millions

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 69

Les subsides que les Colonies payaient en hommes, étaient employés dans l'Amérique; c'est au moyen de ces subsides en milices, que l'Angleterre s'est emparée de l'Isle-Royale, de Terre-neuve & du Canada, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade, des Isles Caraïbes & de la Havane. Toutes ces conquêtes, si l'on excepte celle de la Havane, tournaient principalement au profit du commerce & de la navigation des Anglo-Américains; à l'égard des subsides en argent, on les consommait dans les lieux-mêmes où ils étaient levés; les Gouverneurs les employaient à des fortifications, à soudoyer des garnisons, à acheter des suffrages dans les Assemblées, à élever, enfin, autant de remparts contre la liberté des Colons: il était rare qu'il en retournât quelque chose à la Métropole.

Mais à la paix de 1763, l'Angleterre, accablée du poids de ses lauriers, & d'une dette nationale de cent cinquante millions sterling, crut pouvoir réparer

ANNÉE
1764.

les maux intérieurs, qui résultaient du traité défavantageux qu'elle venait de conclure, en contraignant ses Colonies, riches & puissantes, à supporter, une seconde fois, leur portion des frais de cette longue guerre, dont le chagrin public leur reprochait d'avoir retiré tout le fruit. Le même Gouvernement, qui, quelques années auparavant, avait cru devoir compenser, par des indemnités, les augmentations de dépenses, dans lesquelles ces Colonies avaient été entraînées par le système politique de leur Métropole; voulut les forcer à rendre, avec usure, & par des taxes éternelles, ces dédommagemens passagers. Ce fut le Lord Grenville, Chancelier de l'Échiquier, qui annonça le premier ce système, & le Parlement, jaloux d'étendre son autorité, l'accueillit avidement. Il parut le 4 Avril 1764 un premier bill, à l'effet de taxer les Colonies.

Dispositions respectives de la métropole & des colonies.

LES Propriétaires des terres situées dans les trois Royaumes, y trouvaient

S
leur
taxe
seurs
cont
raien
y tro
préfé
dieffe
Amér
part
article
concu
de la
Minist
de tro
étaient
tous y
pouvoi
Penc
dans c
rique f
rentes;
ter sa t
jamais
commen

leur avantage ; ils espéraient que leur taxe serait diminuée, & que les possesseurs des champs cultivés dans l'immense continent de l'Amérique, en supporteraient la moitié. Les Négocians croyaient y trouver les moyens de regagner la préférence du commerce, que la hardiesse, l'économie & l'activité des Anglo-Américains leur disputaient dans la plupart des marchés de l'Europe, sur les articles qu'ils pouvaient fournir en concurrence : presque tous les membres de la Chambre des Lords avaient été Ministres, Gouverneurs, Commandans de troupes dans l'Amérique, les autres étaient vendus au parti de la Cour, & tous y trouvaient une augmentation de pouvoir & de richesses pour eux.

Pendant que l'on était à Londres dans ces dispositions, celles de l'Amérique septentrionale étaient bien différentes ; on n'y songeait point à exempter sa terre d'un impôt qu'elle n'avait jamais supporté ; on ne desirait dans le commerce, que la concurrence & la

ANNEE
1764.

franchise; on ne voulait point échanger son honneur contre l'or du Brésil & l'argent de l'Espagne, ni vendre au Souverain des Sujets enchaînés. L'Amérique avait senti ses forces. Aguerri dans les glaces du nord, le Cultivateur & l'Artisan robuste, qui avaient déposé depuis peu la cuirasse & les armes, méprisaient le Stipendaire recruté dans la fange de Londres, que l'on osait envoyer pour leur forger des fers; ils étaient secrètement indignés de ce que l'on croyait en Europe, que des mains si faibles pourraient les asservir. Les Commerçans, enrichis par les avantages qu'ils avaient retiré de la prise du Canada, & des échanges que leur droiture & leur utilité leur avaient facilitées dans toutes les Antilles, murmuraient de la dépendance & des prohibitions qui enchaînaient leur activité. Les Navigateurs dont le nombre s'élevait à plus de trente mille hommes répandus dans les Ports, des différentes Colonies, supportaient avec impatience le joug de la Cour

SU
d'Am
Juges
daïen
Lond
toutes
l'Amé
de la
taires
nemen
cun t
conna
moyen
nables
s'éleva
était in
deman
justice
leur pr
jamais
jamais
A pe
se faire
haute v
L'idée
dont or

d'Amirauté, érigée à Hallifax, où des Juges placés par la corruption, décidaient seuls, d'après les préjugés de Londres & l'intérêt Britannique, de toutes les discussions qui s'élevaient dans l'Amérique septentrionale, sur le fait de la navigation. Les grands Propriétaires ne pouvaient endurer le gouvernement de gens qui ne possédaient aucun terrain dans l'Amérique, qui ne connaissaient ni les cultures, ni les moyens de défense, ni les loix convenables à leurs propriétés. Tous, enfin, s'élevaient contre la nécessité qui leur était imposée, d'aller à quinze cents lieues demander la sûreté, la tranquillité, la justice, & d'attendre leur malheur ou leur prospérité, de ceux qui n'avaient jamais vu l'Amérique, & qui n'avaient jamais planté ni combattu pour elle.

A peine les enfans commençaient à se faire entendre, qu'ils répétaient à haute voix le catéchisme de la liberté. L'idée de ce bien précieux, était celle dont on occupait leurs premières pen-

ANNEE
1764.

sées, & la première science que leurs pères s'attachaient à leur montrer, c'était celle de conserver & de défendre cette liberté. Il les exerçaient à la chasse, leur apprenaient à vivre sobrement, à supporter la faim, la fatigue des longues marches dans les bois & les déserts, à posséder tout ce que la terre prodigue dans ces fertiles contrées, sans en être les esclaves comme les Européens. Autour d'eux, tout enseignait le bonheur. Chaque Propriétaire, régna sur une vaste plantation, vivait sans querelles avec ses voisins, sans inquiétude sur ses domestiques, tranquille sur l'attachement de sa femme & la sagesse de ses filles, comme sa femme l'était elle-même sur les égards de son mari; il était le souverain de sa famille, & il y régna par le respect & l'amour. C'était-là, qu'au milieu des trésors d'une nature encore jeune & libérale, on retrouvait les mœurs si justement admirées dans l'Histoire de l'antiquité. Ainsi furent autrefois l'Egypte, la Grèce & l'Italie,

SU
Puiss
Caro
bler
déca
tion
Te
Angl
quête
qui re
de loir
Anglo
fins de
les oc
point
trie, &
ses sec
Mais l
vaillait
retenir
se trou
l'ambiti
tait une
cour, q
çais & l
& à pay

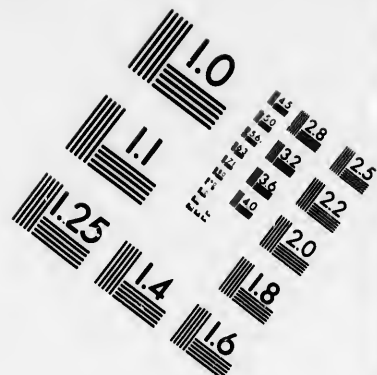
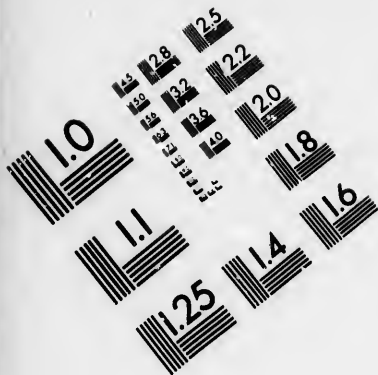
SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 79

Puissent la Nouvelle-Angleterre, la Caroline & la Pensilvanie, ne ressembler jamais à ces contrées, par leur décadence & l'excès de leur dégradation !

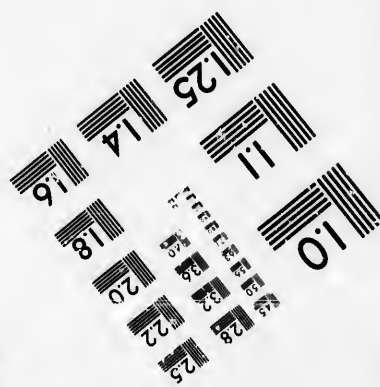
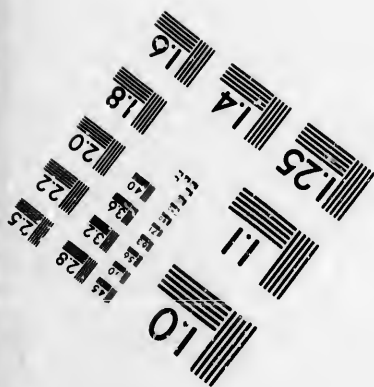
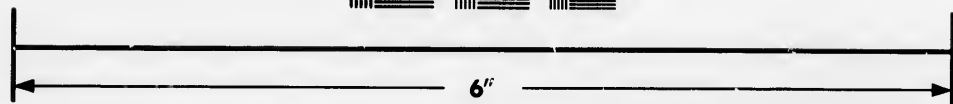
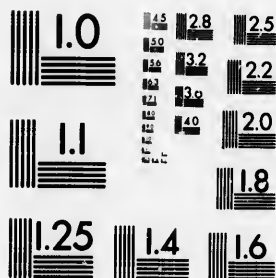
ANNÉE
1764

Tel était l'état respectif des Colonies Anglaises & de leur Métropole. La conquête du Canada rompant la barrière qui resserrait ces colonies, avait préparé de loin leur indépendance. Tant que les Anglo-Américains auraient eu pour voisins des peuples inquiets & capables de les occuper sans cesse, ils n'auraient point songé à se séparer de la mere patrie, & le besoin qu'ils auraient eu de ses secours, aurait fait oublier ses torts. Mais les proportions que l'Europe travaillait à établir depuis cent ans, pour retenir l'Amérique dans sa dépendance, se trouvaient dérangées par l'orgueil & l'ambition de la cour de Londres; c'était une grande faute de la part de cette cour, que de n'avoir pas obligé les Français & les Espagnols, à acheter la paix, & à payer une partie des dettes que l'An-



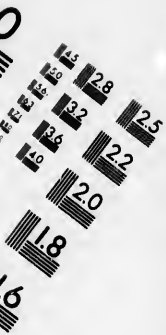


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503



 ANNEE
1764.

gleterre avait contractées pour leur faire la guerre, mais c'en était une plus grande encore de n'avoir pas rendu le Canada à la France, & la Floride à l'Espagne. Cette restitution qui aurait été considérée par l'univers entier, comme l'acte le plus glorieux de la modération politique, aurait assuré pour toujours à la Grande-Bretagne, la conservation de ses colonies, & du plus grand commerce du monde. Comment ne s'appercevait-on pas que la France & l'Espagne, en établissant au Canada & dans la Floride, un gouvernement militaire & des colonies de soldats, entretenaient à grands frais, & sans en retirer aucun fruit, les garnisons qui contenaient au sud & au nord, les provinces Anglaises dans la dépendance de leur Métropole, & que cette situation des choses ne pouvait changer, parce qu'il était aussi impossible que la population fut considérable dans des colonies militaires, & que leurs habitans devinssent agriculteurs & commerçans, qu'il était impossible que les Anglo-

S
Am
pro
aida
dang
d'att
Nou
s'att
une
celui
l'affir
la m
Amé
jours
dustr
au pr
selon
élevé
fance
l'acqu
rien f
colon
natur
naien
& leur
intéré

Américains cessassent de réclamer la protection de l'empire puissant qui les aidait à réprimer l'audace de ces voisins dangereux. Le sort des Canadiens était d'attaquer sans cesse les Colons de la Nouvelle-Angleterre, dans l'espoir de s'attribuer, par le droit du plus fort, une partie des fruits de leurs travaux; & celui des colonies Anglaises, d'implorer l'assistance des flottes & des armées de la mere patrie. Le courage des Anglo-Américains se serait exercé, mais toujours au profit de l'Angleterre; leur industrie se serait entretenue, mais toujours au profit du commerce métropolitain & selon ses vues. Leur agriculture aurait élevé l'Angleterre au niveau des puissances territoriales de l'Europe; mais l'acquisition du Canada ne laissait plus rien subsister de cet ordre politique. Les colonies débarrassées de leurs ennemis naturels, & livrées à elles-mêmes, venaient de sentir tout-à-coup leur force & leur puissance, & la France qui avait intérêt de voir le commerce de l'Angle-

ANNÉE
1764

terre diminué, devait faire des vœux pour leur indépendance. On prétend que par une prévoyance habile, elle entretenait déjà dans l'Amérique, des émissaires qui fomentaient les mécontentemens particuliers. Était-ce dans de telles circonstances qu'il fallait proposer des taxes, étendre les prohibitions, & soulever les esprits ?

La cour de Londres, reconnaissant trop tard les inconvéniens du trop grand pouvoir des colonies, avait résolu d'y remédier par un projet d'affervissement général, elle voulait rendre toutes les Provinces dépendantes du Parlement, & leur ôter peu-à-peu leurs chartres particulières & leur droit de législation; elle s'attendait que des occasions de commencer l'exécution de ce projet; mais le succès était impossible. Employer la violence & la célérité, c'était allumer de toutes parts, les flambeaux de la révolte; employer la lenteur & la persévérance, c'était risquer de voir les peuples profiter de chaque délai

SU
pour
ils ét.
préfé
les m
préte
les c
qu'elle
geait.
rale,
des é
faits p
gradat
ils font
font pa
moins,
pour ju
La p
suivant
porter d
taxation
autres C
empêche
ter à ce
tion de
erres; su

pour se fortifier contre l'oppression dont ils étaient menacés. Ce dernier parti fut préféré, & en demandant des impôts, les ministres qui n'attendaient que le prétexte d'introduire des soldats dans les colonies, desiraient secrètement qu'elles se refusassent à ce que l'on exigeait. D'après cette exposition générale, qui est, en quelque sorte, la clef des événemens, je vais raconter les faits particuliers qui ont marqué la gradation des troubles & des haines; ils sont en grand nombre, & s'ils ne sont pas tous également intéressans, du moins, il est nécessaire d'en être instruit pour juger de leurs effets.

La province de Massachusset avait, suivant sa Chartre, le droit exclusif de porter dans son Assemblée, les Loix de taxation; cette Assemblée engagea les autres Colonies à se joindre à elle, pour empêcher le Roi & le Parlement d'attenter à ce droit; elle déclara que l'imposition de taxes sur le commerce ou sur les terres, sur les maisons ou sur les vais-

ANNEE
1764.

seaux, sur les biens réels & personnels, fixes ou flottans dans les Colonies, était absolument incompatible avec les droits des Américains, comme sujets Britanniques & comme hommes.

ANNEE
1765.

Acte
du timbre.

AU lieu d'avoir égard à ces réclamations, le Roi donna Sanction le 22 Février 1765, à un Bill, pour ordonner que les transactions passées dans les Colonies, ne pourraient être faites à l'avenir que sur du papier timbré, & modifier différens actes du Parlement, qui fondaient une partie de leurs Privilèges.

Aussi-tôt que l'Assemblée de Massachusset en eut connaissance, elle engagea les Représentans des Comtés des différentes Colonies, à se réunir pour délibérer sur cet acte, & rédiger des Remontrances au Roi & au Parlement.

Il y eut un soulèvement à Boston au commencement du mois d'Août 1765, le Peuple de la ville investit les maisons de Pierre Oliver, Distributeur du Papier timbré,

SU

timbr

A la

sion c

verne

détrui

d'amir

piller

Le che

verneu

pour r

que le

texte d

lement

vages ;

par le g

conseil

tât un p

sans suj

pas ren

tumulte

moins c

blèrent

refusa d

lait la

générale

Ton

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 81

timbré, les démolit & menaça de le tuer. A la fin du même mois, il fit une incursion chez le lieutenant - de - roi au gouvernement, & démolit sa maison; il détruisit aussi celle du greffier de la cour d'amirauté, brûla ses registres, & fut piller chez le contrôleur de la douane. Le chevalier François-Bernard, gouverneur de la province, voulait appeler, pour réprimer ces désordres, des troupes que le roi avait envoyées, sous le prétexte de défendre les possessions nouvellement acquises, & de contenir les Sauvages; ces troupes étaient commandées par le général Thomas Gage; mais le conseil ne fut point d'avis que l'on irritât un peuple qui n'était pas mécontent sans sujet. Le procureur-général n'osa pas rendre plainte contre les auteurs du tumulte; on ne pouvait trouver de témoins contr'eux, & les juges ne s'assemblèrent point pour les juger. La milice refusa d'obéir au gouverneur, qui voulait la passer en revue, & l'assemblée générale de la province arrêta, qu'il

ANNÉE
1765

ANNÉE
1765.

serait légal de transiger sans papier timbré, nonobstant l'acte du parlement. Lors de l'élection des membres du conseil, elle excepta tous les officiers du gouvernement, ce qui a toujours eu lieu depuis, jusqu'au moment où l'Amérique a secoué, pour toujours, le joug de l'Angleterre. Les autres colonies, quoiqu'elles ne se fussent point livrées à une résistance ouverte, n'étaient pas, en effet, plus tranquilles.

Au premier avis de ces troubles, le roi ordonna aux gouverneurs & aux commandans des troupes, d'employer toutes les forces qui étaient entre leurs mains, à réprimer les séditieux, & à soutenir l'autorité. Le parlement décida que le roi, assisté des deux chambres, avait tout pouvoir de faire des loix pour assujettir les colonies dans tous les cas quelconques.

Premier
arrêté de
non-importation.

DES remontrances adressées au roi & au corps-de-la-ville de Londres, n'ayant pas obtenu les réponses que l'on desirait.

SU

rait,
rent
passiv
que l
comm
n'ach
fabric
cation
ton,
ette

CES

suivies
point
arrêté
manda
enlevé
qué pa
1766,
nistie à
distribu
intrigu
était pu
causa la
faut l'a

rait, les principaux habitans formèrent entr'eux un projet de résistance passive; ils étaient libres, ils espéraient que la nation ne les regarderait jamais comme tributaires. Ils résolurent de n'acheter aucune des marchandises des fabriques d'Angleterre, jusqu'à la révocation du bill, tous les hommes de Boston, les femmes même, se soumirent à cette nécessité.

ANNÉE
1766.

Ces mesures généralement adoptées & suivies avec constance, ne effrayèrent point le gouvernement; il ne fut point arrêté par les cris des ouvriers, qui redemandaient l'occupation qu'on leur avait enlevée; & si l'acte du timbre fut révoqué par un nouveau bill, du 15 Mars 1766, si l'on accorda une nouvelle amnistie à ceux qui s'étaient opposés à la distribution du papier timbré, c'est aux intrigues d'une cour où la corruption était publique, & à la basse jalousie qui causa la chute du lord Grenville, qu'il faut l'attribuer.

ANNÉE
1766.
Suppression
de l'acte du
timbre.

ANNÉE
1766.

Dans la session de 1765 à 1766, le comité de la chambre des communes prenant en considération le bill, pour révoquer celui du timbre, interrogea le docteur Benjamin Franklin, sur les affaires de l'Amérique; il assura dans ses réponses, que les colonies ne pouvaient supporter aucune espece de taxe intérieure, au-delà de celles qu'elles supportaient déjà, & qu'elles n'étaient nullement disposées à souffrir que le parlement s'attribuât le droit d'en imposer; mais il paraît qu'alors l'opinion la plus générale, en Amérique, accordait au parlement le pouvoir de restreindre le commerce, & de mettre des taxes sur les marchandises importées; c'est, du moins, ce que Franklin déclara.

EN révoquant l'Acte du timbre, le parlement donna un autre Acte, intitulé: *Pour mieux assurer au Roi & au Parlement, la dépendance des Domaines de Sa Majesté en Amérique.*

Quel fut l'étonnement des Colonies,

Acte pour
les gens de
guerre.

S
lorf
fond
qu'e
on
& c
offici
les m
de ty
-fition
l'on
modi
aux a
Britan
de la
modit
voir q
le plu
par-to
connu
que to
impossi
sans do
Il leur
cèderai
espérai

lorsqu'elles virent dans cet Acte, les
 fondemens du pouvoir arbitraire ! lors-
 qu'elles virent qu'au milieu de la paix,
 on surchargeait les villes de soldats,
 & que l'on avait voulu autoriser les
 officiers à marquer des logemens dans
 les maisons des particuliers. Cet acte
 de tyrannie avait trouvé tant d'oppo-
 sition dans le parlement même, que
 l'on avait été obligé d'y apporter des
 modifications ; on enjoignit seulement
 aux assemblées, de fournir aux troupes
 Britanniques, des logemens, du bois,
 de la bière, & plusieurs autres com-
 modités, leur laissant la liberté d'y pour-
 voir par les moyens qui leur seraient
 le plus convenables. Ce bill excita
 par-tout des allarmes ; à peine fut-il
 connu dans la Nouvelle - Angleterre,
 que tous les colons sentirent qu'il était
 impossible de tolérer ce premier attentat,
 sans donner un libre accès au despotisme.
 Il leur était facile de prévoir qu'il pré-
 céderait d'autres entreprises, que l'on
 espérait soutenir par la force, &

ANNÉE
1767.

qu'il n'y avait désormais à choisir qu'entre la résistance & l'esclavage.

En vain le gouverneur Bernard voulut faire enregistrer, au mois de Décembre 1767, un nouvel acte du parlement, pour la discipline des troupes; la chambre des représentans en ayant eu connaissance, envoya, sur le champ, cinq députés au conseil, pour lui demander de quelle autorité des ordonnances * du parlement pouvaient être enregistrées parmi les loix de la province. Elle apprit que le gouverneur disposait de l'argent de la trésorerie, sans l'avis du conseil, s'autorisant seulement de l'acte concernant les troupes, acte dont elle refusait l'enregistrement. Enfin il avait introduit des compagnies d'artillerie, sous le prétexte d'un naufrage, & fournissait à leur entretien. L'assemblée lui ayant envoyé un message à ce sujet, il s'excusa, en disant qu'il

* *Ordonnances* : Nom que les Américains donnaient aux loix qui n'avaient pas euez eux la sanction populaire.

SU

n'ava
pour
occaf
le bes

Da

brog
la réc
des se
peuple
jugeai
plus gr
arrivé,
rique f
encore
bientôt
Nouvel
que les
fournît
les habi
pour en
& signala
tout pou
jusqu'à s
Jamais
employée

n'avait point pris l'acte du parlement pour la règle de sa conduite en cette occasion, & qu'il n'avait consulté que le besoin des soldats.

Dans quelques autres colonies, l'abrogation de l'acte du timbre favorisa la réception de l'acte pour le logement des soldats. Les hommes en qui les peuples avaient le plus de confiance, jugeaient que le moment de faire une plus grande résistance n'était pas encore arrivé, & le vaste continent de l'Amérique septentrionale, parut dépendre encore du royaume d'Angleterre : mais bientôt une contestation s'éleva dans la Nouvelle - York, sur quelques objets que les troupes exigeaient qu'on leur fournît ; le parlement la décida contre les habitans, porta un nouveau bill, pour enjoindre d'exécuter le premier, & signala sa volonté oppressive, en ôtant tout pouvoir législatif à cette province, jusqu'à son entière soumission.

Jamais la rigueur ne fut plus mal employée : si le parlement avait mieux

ANNÉE
1767.

connu les colonies, il se ferait appliqué à les ménager par la douceur; mais le fort de ceux qui gouvernaient à Londres, était de connaître mal leurs possessions au-delà des mers, & de ne s'en rapporter, sur la situation des colonies, qu'à ceux qui les avaient gouvernées: cependant ceux-ci ne peuvent être crus que par des ministres qui ne veulent rien savoir; tout ce que l'on en peut tirer, ne se rapporte qu'à leur ambition, ou à l'idée qu'il veulent donner de leurs talens. Le gouvernement actuel des colonies, disent-ils, est sage, car il m'a été confié: les colons sont satisfaits, car j'ai commandé qu'ils eussent à le paraître. Ils ne se révolteront point, car vos soldats sont dociles & prêts à marcher de sang froid au premier ordre; il ne faut pas croire que ces hommes puissent être traités comme des Européens, il faut les asservir pour en tirer parti. La modération n'en fera rien, il faut les gouverner par des excès: donnez-moi du pouvoir, de

S
l'arg
de l
firen
dans

L
dans
aux l
d'y le
deux
éta bli
& y
le fait
des c
l'autre
mises
Chine
on fit
surer le
fiscatio
qui co
La bche
provinc
une let
blées de

l'argent, des honneurs, je vous réponds de leur tranquillité. Ces conseils réussirent à Londres, ils ont réussi souvent dans les cours, ils y réussiront encore.

ANNÉE
1767.

Le gouvernement Britannique persista dans son projet de soumettre les colonies aux loix qu'il voulait leur donner, & d'y lever des impôts. Le roi avait signé deux actes, le 29 juin 1767, l'un pour établir des douanes dans les colonies, & y faire exécuter les prohibitions sur le fait du commerce, sous l'inspection des commissaires qu'il choisirait; & l'autre, pour faire cesser toutes remises de droits sur la porcelaine de la Chine, & toute espèce de contrebande; on fit encore un nouvel acte pour assurer le paiement des amendes & confiscations, prononcées contre ceux qui contrevenaient aux prohibitions. La chambre des représentans de la province de Massachusset, écrivit alors une lettre circulaire à toute les assemblées des autres colonies, afin d'obtenir

III.

Actes des
douanes, &
pour empê-
cher la con-
trebande.

ANNÉE
1768.

ANNÉE
1768.

leur approbation sur les moyens qu'elle prenait pour démontrer que les actes du parlement, tendans à imposer des loix ou des taxes, étaient des infractions des droits naturels & constitutionnels des Américains, & se concilier avec elles sur les mesures qu'il restait à prendre pour l'avenir. Elle délibéra une seconde fois, que la province ne recevrait plus de marchandises importées de la Grande-Bretagne, & les principaux colons établirent, dès ce moment, des manufactures pour tous les objets que l'on avait négligé de fabriquer jusqu'alors.

Première
édition.

DEUX régimens arrivèrent d'Halifax, pour contenir la multitude; il en résulta les plus grands désordres. Le 5 mars 1768, on sonna le tocsin, comme si le feu avait pris à la ville; on criait de tous les côtés que l'incendie était dans la rue du roi, le peuple s'attroupa dans cette rue: la sentinelle postée à la douane, croyant que l'on voulait enlever les deniers royaux, appella du secours.

SU

Le c
Prest
ment
mais
arriv
plu
la rév
verne
les sol
déro
toujou
exigea
régime
éviter

John
Boston
parmi l
un floo
le cont
ce bâtin
d'infra
s'éleva u
de la d
outrages
furent i

T.
qu'elle
ctes du
des loix
ons des
els des
ec elles
prendre
éconde
it plus
Grande-
ns éta-
nufac-
n avait

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 91

Le capitaine de garde, nommé Thomas Preston, accourant avec un détachement, voulut faire retirer la populace; mais le tumulte s'étant accru par son arrivée, il ordonna de faire feu, & plusieurs personnes furent tuées: alors la révolte devint générale, & le gouverneur Bernard, fut obligé d'envoyer les soldats au fort Guillaume, pour les dérober à la fureur du peuple, qui allait toujours en augmentant. Le conseil exigea davantage; il voulut que les régimens fortifissent de la colonie, pour éviter une plus grande sédition.

John Hancock, riche négociant de Boston, qui jouissait d'un grand crédit parmi le peuple de cette ville, avait armé un sloop qu'il avait nommé *la Liberté*; le contrôleur & le collecteur ayant saisi ce bâtiment le 9 mai 1768, sous prétexte d'infraction aux loix prohibitives, il s'éleva un nouveau tumulte: les officiers de la douane furent exposés à tous les outrages de la populace. Leurs maisons furent investies pendant la nuit, & les

ANNÉE
1768.

alifax,
résulta
mars
ne si le
ait de
t dans
a dans
à la
nlever
cours.

ANNÉE
1768.

fenêtres brisées : ils furent trop heureux de s'enfuir ; ils s'embarquèrent le lendemain à bord d'un vaisseau de guerre qui était dans le port , & apprenant qu'on voulait y mettre le feu , ils se retirèrent dans l'île du Château.

Le gouverneur ayant alors proposé au conseil de prendre quelques mesures pour rétablir l'autorité du gouvernement , le conseil lui répondit que les mouvemens dont il se plaignait étaient justifiés par la manière violente & oppressive dont les officiers de la douane s'étaient emparés du sloop *la Liberté* ; il prit le parti de dissoudre l'assemblée.

Tous les esprits étaient aigris : le mécontentement était non - seulement parmi le peuple , mais il s'était emparé des principaux habitans , dans la ville & dans les campagnes. Le corps de ville de Boston , après avoir nié l'autorité législative de l'Angleterre sur l'Amérique , n'hésita point à dire , dans un de ses arrêtés : qu'il valait mieux lutter contre la Métropole , que de lui

SU

laiffe

l'Am

Le

d'eux

levées

pour

d'une

accor

provi

chartr

lesque

success

qui co

ment

couron

donné

*représe**ment.*

LA

gouver

de con

le redre

de Boste

personn

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 93

laisser lâchement usurper les droits de l'Amérique.

ANNÉE
1768.

Les francs-tenanciers s'assemblèrent d'eux-mêmes, & déclarèrent que les levées d'argent faites dans la province, pour l'usage & le service de la couronne, d'une autre manière qu'elles n'étaient accordées par la grande assemblée de la province, étaient une infraction à la chartre & aux droits naturels des sujets, lesquels étaient énoncés dans l'acte de succession à la couronne d'Angleterre, & qui consistent à donner & octroyer librement leur argent pour le service de la couronne de leur propre consentement, donné par eux-mêmes, ou par des représentans qu'ils auraient choisis librement.

LA même assemblée arrêta, que le gouverneur ne jugeant pas à propos de convoquer une cour générale pour le redressement de leurs griefs, la ville de Boston ferait choix d'un nombre de personnes pour traiter les affaires, sous

Confédéra-
tion.

ANNÉE
1768.

le titre de *comité*, en consultant les députés qui pourraient être envoyés des différentes villes de la province.

Le nouveau comité adressa, par ordre de l'assemblée, une lettre circulaire à toutes les colonies, par laquelle il leur exposait, que les taxes que la Grande-Bretagne voulait imposer, avaient pour premier objet, l'entretien du gouvernement civil dans les colonies; ce qui était évidemment opposé à la constitution, & changeait la manière dont le gouvernement avait été entretenu de tous temps, par le don gratuit du peuple dans les assemblées; qu'elles avaient un second objet, plus dangereux encore, l'entretien d'une armée nombreuse en temps de paix, destinée, non à défendre les territoires nouvellement acquis, mais à garnir & subjuguier les anciennes colonies; que le gouverneur, avant de dissoudre l'assemblée provinciale, lui avait communiqué une lettre du secrétaire d'état ayant le département des colonies, dans laquelle il était dit,

SV
qu'on
du g
était
mépr
refusa
assem
l'arriv
prouv
des ar
du pa
« P
» jonc
» circ
» les p
» l'util
» l'on
» très-
» les p
» les vi
» des d
» comit
» tembr
» ne do
» part à
» timab

qu'on aurait soin de soutenir la dignité du gouvernement : phrase dont le sens était trop clair pour que l'on pût s'y méprendre ; & que ce gouverneur, en refusant de convoquer une nouvelle assemblée, avait annoncé qu'il attendait l'arrivée de plusieurs régimens : ce qui prouvait l'intention d'assurer par la force des armes, l'exécution des actes oppressifs du parlement.

ANNÉE
1768.

« Privés de conseils, dans une con-
 » joncture aussi critique, ajoutait la lettre
 » circulaire, nous sommes persuadés que
 » les peuples de l'Amérique approuveront
 » l'utilité d'un comité de convention, &
 » l'on ne peut attendre que des avis
 » très-salutaires des députés choisis par
 » les peuples eux-mêmes. On espère que
 » les villes les plus éloignées, enverront
 » des députés, avec les rapports de leurs
 » comités respectifs, avant le 22 sep-
 » tembre. Habitans de l'Amérique, nous
 » ne doutons point que vous ne preniez
 » part à la conservation des droits inef-
 » timables de la liberté, & que vous ne

ANNÉE
1768.

» vous portiez avec ardeur, à toutes les
» mesures qui seront prises pour parvenir
» à un but si glorieux ».

C'est ainsi que furent jettés les premiers fondemens de la confédération des colonies; aucun magistrat civil ne tenta de s'opposer à ces résolutions populaires, & les gouverneurs ne purent les prévenir par la force, qu'ils commençaient cependant à employer ouvertement.

Démarches
du parlem.
& adresses
au Roi.

A la rentrée du parlement, le roi déclara qu'il avait pris les précautions nécessaires pour maintenir ses sujets de l'Amérique dans l'obéissance, & qu'il persévérerait dans ce plan de conduite; le parlement répondit, qu'il concourrait avec zèle aux mesures qui tendraient à réprimer, parmi les Américains, un esprit audacieux & de désobéissance. Telles furent les expressions de l'adresse qu'on fit adopter à la chambre des communes: elles flattaient les projets du monarque, & méritèrent les marques authentiques de sa satisfaction.

Le

SUR

Le p
que le
chuset
puissan
pour fa
des lon
commu
loix &
peuples
dans to
gales &
couron
tres écri
semblée
quaient
de mett
la cour
aux loix
devaien
dangere
cution d
sans le se
tait que
contre le
douanes

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 97

Le parlement alla plus loin, il déclara que les votes des assemblées de Massachusetts, portant refus de reconnaître la puissance & l'autorité de sa majesté, pour faire, de l'avis & du consentement des lords spirituels & temporels, & des communes assemblées en parlement, des loix & statuts suffisans, pour obliger les peuples de l'Amérique à s'y soumettre *dans tous les cas possibles*, étaient illégales & déroatoires aux droits de la couronne & du parlement; que les lettres écrites par cette province aux assemblées des autres colonies, qui révoquaient en doute le droit du parlement de mettre des impôts sur les sujets de la couronne en Amérique, répugnaient aux loix de la Grande - Bretagne, & devaient être regardés comme des actes dangereux de sédition; qu'enfin, l'exécution des loix *était devenue impraticable sans le secours de la force militaire*. Il ajoutait que les violences commises à Boston, contre les officiers de la couronne & des douanes, la négligence du conseil & des

ANNEE
1768.

ANNÉE
1768.

magistrats à les punir, l'institution d'un comité de convention, & les instructions fournies par les notables, sur le choix des députés qui devaient y concourir, manifestaient le dessein d'établir dans cette province une autorité nouvelle, inconstitutionnelle & indépendante de la couronne; qu'enfin, l'assemblée de ces députés était une usurpation téméraire sur l'autorité du gouvernement.

Cet arrêt était terminé par une adresse au roi, pour qu'il ordonnât au gouverneur de Massachusset, de prendre les instructions les plus exactes & les plus étendues, sur les crimes de haute trahison, ou de complicité de trahison, commis dans son gouvernement, & d'envoyer ces instructions, & les noms des coupables, au secrétaire d'état ayant le département des colonies, pour faire examiner & juger les délits dans le royaume.

Cette adresse fut reçue du roi avec une grande joie, & il envoya le lord chancelier remercier le parlement. Ce

résolu
troupe
effet q
déjà tr
aux lo
rent d
séditie
soucri
chandis
à leur
comité
lièreme
pour e
& pro
contre
ses arré
dans le
leur pa
ne tard
béissanc
à toute
importé
mées da
cher la
se trou

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 99

résolutions rigoureuses, & l'envoi des troupes, ne produisirent pas d'autre effet que d'augmenter la fermentation, déjà trop générale; on résista toujours aux loix nouvelles: les gazettes publièrent dans toute l'Amérique, des actes séditieux. Les marchands qui avaient souscrit à la non-importation des marchandises d'Angleterre, furent fidèles à leur promesse, & les assemblées du comité de convention, se tinrent régulièrement. Ce comité établit des officiers pour examiner les vaisseaux arrivans, & prononça des censures juridiques contre ceux qui refuseraient d'obéir à ses arrêtés; leurs noms furent imprimés dans les gazettes, comme ennemis de leur pays: enfin, les ordres de ce comité ne tardèrent pas à être reçus avec l'obéissance & le respect que l'on refusait à toute autre loi. Les marchandises importées d'Angleterre, furent enfermées dans des magasins pour en empêcher la vente; & lorsque les magasins se trouvèrent trop remplis, on les fit

ANNEE
1768.

rembarquer pour Londres à mesure qu'elles arrivaient.

ANNÉE
1769.

I V. U N E nouvelle assemblée générale ayant été ouverte à Boston le 30 Mai 1769, en vertu des ordres du roi, elle envoya, avant de procéder à aucune autre affaire, un message au gouverneur pour lui déclarer que l'appareil de la puissance Britannique portait ombrage à l'assemblée, qui jugeait sa dignité & sa liberté lésées par la présence des troupes & des vaisseaux de guerre; qu'ainsi, elle le pria d'éloigner de la ville, les forces de terre & de mer, pendant le temps des séances.

Le gouverneur ayant répondu qu'il n'avait aucune autorité sur les vaisseaux du roi, & sur les troupes qui étaient dans la ville, l'assemblée lui déclara que suivant les principes de la constitution, celui qui faisait les fonctions de gouverneur commandait tout le militaire; qu'il était incompatible avec la nature du gouvernement Anglais, d'envoyer

des fo
vigue
lorsqu
qu'un
qu'elle
loi po
son ap
obligé
l'électi
chamb
gouver
encore
qui po
à suivre
peuple.

Elle
procès
trahison
devait
les lieux
& que
des mers
de tous
le droit
juré du

LIT:
mesure
générale
30 Mai
du roi,
a aucune
verneur
il de la
ombrage
gnité &
nce des
guerre ;
er de la
de mer,
du qu'il
raiffeaux
étaient
lara que
titution,
de gou-
ilitaire ;
a nature
envoyer

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 101

des forces militaires pour donner de la
vigueur à l'exécution des loix, & que
lorsque tout un peuple ne veut pas
qu'une loi soit exécutée, il est évident
qu'elle est injuste, & cesse d'être une
loi pour lui, attendu qu'il doit donner
son approbation aux loix, avant d'être
obligé de leur obéir. En procédant à
l'élection des membres du conseil, la
chambre eut soin d'exclure le lieutenant
gouverneur, tous les autres officiers &
encore les membres du conseil précédent,
qui pouvaient avoir quelque penchant
à suivre d'autres volontés que celles du
peuple.

Elle déclara, le 8 juillet, que tout
procès pour trahison, complicité de
trahison, ou autre crime quelconque,
devait être instruit & poursuivi dans
les lieux où le crime avait été commis,
& que transporter des accusés au-delà
des mers, c'était anéantir les privilèges
de tous sujets Anglais, en leur enlevant
le droit inestimable d'être jugés par un
juré du voisinage, & de produire leurs

ANNÉE
1762.

ANNÉE
1779.

témoins. John Hancock fut nommé orateur de la chambre; mais le lieutenant gouverneur Hutchinson usa du pouvoir négatif qui lui était conféré par la chartre, & lui donna l'exclusion: il en informa le cabinet de Londres par des dépêches reçues le 8 avril 1770. Hancock avait mérité sa disgrâce en offrant de renvoyer ses vaisseaux venant d'Angleterre, & d'en perdre le fret. Hutchinson mandait au lord Hillsborough, secrétaire d'état, qu'il n'avait pu obtenir le consentement du conseil, sur aucune proposition, pour empêcher que la ville de Boston n'usurpât les pouvoirs du gouvernement, & demandait une loi pour punir les confédérations.

Trois années s'étaient écoulées sans qu'aucune des taxes dont les Américains s'étaient si vivement offensés, eût été perçue. Mais ils voulaient une renonciation générale & formelle; on leur accorda cette satisfaction en 1770. La taxe sur le thé fut seule conservée, mais on en négligea la perception.

SUF

LE
colon
claren
levé d
ricain
suite
sible
l'admi
les en
n'étaie
vaient
gouve
il suffi
parlem
le min
diat de

LES
nes é
toute l
mai 17
se ressen
de la c
de con
côtier v

LE lord Hillsborough écrivit aux colonies une lettre circulaire pour déclarer en termes précis, qu'il ne serait levé désormais aucune taxe sur les Américains sans leur consentement; mais la suite leur fit voir qu'il n'était plus possible de mettre aucune confiance dans l'administration de Londres, puisque les engagements qu'elle avait contractés n'étaient d'aucune autorité. Ils ne pouvaient ajouter foi aux promesses du gouvernement, puisque pour les violer, il suffisait de les faire révoquer par un parlement vénal, après avoir renvoyé le ministre qui avait été l'agent immédiat de la convention nationale.

ANNÉE
1770.

Lettre du lord Hillsborough, alors ministre, au sujet des taxes.

LES receveurs des taxes & des douanes étaient chassés & maltraités dans toute la Nouvelle - Angleterre. Le 18 mai 1770, la populace, qui par-tout se ressemble, ayant appris qu'un commis de la douane avait saisi, sous prétexte de contrebande, un petit bâtiment côtier venant de Conecticut, l'arrêta

Traitemens faits aux officiers des douanes.

le dépouilla, & le traîna dans toute la ville, à la queue d'une charrette, barbouillé de gaudron & couvert de plumes.

ANNÉES
1770,
1771,
& 1772.

Les choses restèrent dans le même état en 1771; il n'y eut point d'autres mouvemens qu'une opposition formelle aux officiers des douanes. Le gouverneur ayant envoyé, à ce sujet, un message à la chambre, elle répondit qu'elle ne connaissait point de commissaires des douanes du roi, ni de revenu qu'il eût le droit de lever en Amérique. Les mêmes dispositions continuèrent en 1772.

ALORS le cabinet de Londres voulant s'assurer du dévouement des juges de la cour supérieure de justice, & les obliger de condamner à l'avenir ceux qui feraient violence aux officiers des douanes, leur fixa des appointemens, afin de les rendre indépendans des octrois du peuple. L'assemblée vota une adresse au gouverneur, pour lui représenter que tous les gens éclairés étaient allarmés

V.
Projet de
rendre les
juges dé-
pendans de
la Cour.

SU

de c
à effe
par l
sourc
pouva
en me
nouve
s'étend
infract

TRO
crut,
des peu
1773 il
Indes o
les colo
que le p
des imp
sur le p
les coule
laquelle
sèrent à
ouvrir le
LES p

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 105

de cette innovation, comme tendante à effectuer le système de servitude adopté par la cour de Londres, & étant une source de maux si funestes qu'on n'en pouvait faire l'énumération. Elle écrivit en même temps à tous les comtés de nouvelles lettres circulaires, où elle s'étendait sur les conséquences de cette infraction des privilèges de la chartre.

ANNÉE
1772.

TROMPÉ par ses délégués, le ministère crut, sans doute, que les dispositions des peuples étaient changées, lorsqu'en 1773 il fut permis à la compagnie des Indes orientales d'exporter son thé dans les colonies, chargé d'un droit excessif que le parlement imposa; il mit aussi des impôts sur le carton & le papier, sur le plomb, les ouvrages de verre & les couleurs à peindre. La vigueur avec laquelle toutes les provinces s'opposèrent à ces taxes indirectes, devait ouvrir les yeux des ministres.

Acte d'imposition sur le thé, le papier, les cartes, &c.
1773.

LES plus puissans & les plus éclairés

ANNÉE
1773.
Sentimens
des
Américains
à l'égard de
la Métropol.

d'entre les Américains, assuraient dans des écrits publics, que si la Métropole renonçait à l'injuste prétention de leur imposer des taxes à son gré, & s'ils étaient requis comme hommes libres, on les trouverait disposés à faire de nouveaux sacrifices; mais dès l'an 1759. le docteur Franklin avait adressé des représentations vigoureuses sur le danger de lever des impôts dans l'Amérique septentrionale : ces mémoires attestent que s'ils n'y avait encore aucun projet formé de secouer le joug de la Métropole, il existait du moins une tendance générale vers l'affranchissement & l'indépendance.

Ils offraient de venir au secours des finances Britanniques par des contributions volontaires & conformes à leurs facultés, pourvu que ces contributions fussent appliquées à l'avenir, à remédier à la détresse publique; que les sommes qu'ils consentiraient à donner, & les propres fonds d'amortissemens levés en Europe, ne fussent plus dissipés en des

SU

dépe
rupti
appli
tion.
tromp
trenti
le dé
chacu
accor
faire
qu'elle
voix d
cesse
des mi
liaison
avaient
de gra
cessaire
qu'elles
même d
frage de
ces anc
d'aucun
merce q
consiste d

dépenses oppressives, & en essais de corruption; que ces sommes enfin, fussent appliquées à racheter la dette de la nation. Mais il ne faut point se laisser tromper par ces écrits; l'Amérique septentrionale connaissait son pouvoir & le désavantage d'une reconciliation; chacun sentait que quand même on accorderait aux colonies le droit de se faire représenter dans le parlement, qu'elles demandaient avec instance, la voix de leurs députés serait étouffée sans cesse par la majorité vendue au parti des ministres; on était convaincu que les liaisons avec la Grande-Bretagne, qui avaient servi à l'établissement de tant de grandes colonies, n'étaient plus nécessaires à leur prospérité, qu'il suffisait qu'elles fussent unies entr'elles. Plusieurs même de ceux qui entraînaient le suffrage de la multitude, soutenaient que ces anciennes liaisons n'avaient été d'aucune utilité aux colonies. Le commerce qui nous enrichit, disaient-ils, consiste dans les choses de premier besoin,

ANNÉE
1773.

& nous aurions trouvé la vente de ces objets dans toute l'Europe dès le moment que nous avons commencé de les posséder en abondance. Il est convenable sans doute que de petites îles soient gouvernées par un royaume; mais il est absurde de vouloir qu'un continent soit gouverné par une île; de même qu'elle ne peut pas nous conquérir, il lui est impossible de nous gouverner. L'Angleterre appartient à l'Europe, & l'Amérique à elle-même : tôt ou tard l'Amérique doit être indépendante de l'Angleterre, & le moment est arrivé : la postérité ne pourra pas comprendre comment on nous a retenu tant d'années dans cet état de soumission & de perplexité, qui nous réduit à traverser quinze ou dix-huit cents lieues pour aller solliciter une puissance si disproportionnée, si éloignée de nous, qui nous connaît si mal, à lui présenter des suppliques auxquelles elle ne daigne pas répondre. Ne souffrons plus un si sanglant affront; s'il durait plus long-

SU

tem

à p

hom

D

blica

du j

impr

senta

Lond

à emp

PL

des I

peuple

config

vente,

excès.

la mai

person

geance

pillée,

les aut

thé. Le

conseil

ser le

temps, l'histoire des nations daignerait à peine nous compter au rang des hommes.

ANNÉE
1773.

De tels discours adressés à des républicains naturellement vifs & impatiens du joug, devaient faire une grande impression; ils la firent, & les représentations n'ayant point eu d'effet à Londres, les colonies se déterminèrent à employer la force.

PLUSIEURS navires chargés de thé des Indes orientales étant arrivés, le peuple s'attroupa & se rendit chez les consignataires chargés d'en faire la vente, cassa les vitres & commit d'autres excès. Un coup de mousquet, tiré de la maison du sieur Clarke sur plusieurs personnes attroupées, excita leur vengeance; la maison fut enfoncée & pillée, & le peuple en fit autant chez les autres préposés à la distribution du thé. Le gouverneur ayant demandé au conseil son assistance pour en favoriser le débarquement, le conseil ne

Attroupés
mens &
délibération
du peuple.

ANNÉE
1773.

voulut prendre aucune mesure. Le 29 novembre, après l'arrivée de plusieurs vaisseaux chargés de thé, le peuple de Boston & des villes voisines, tint une assemblée, & la continua par ajournement au lendemain; & ce qui est étonnant, c'est que dans cette multitude il n'y eut aucun désordre, aucune confusion; elle semblait éclairée par la raison; elle prit des résolutions sages: les conseils les plus fermes & les plus prudents y furent écoutés & suivis. Il y fut arrêté d'une commune voix que le thé ne serait pas débarqué, que les propriétaires & les capitaines des vaisseaux en répondraient, & seraient obligés de rapporter leurs cargaisons en Angleterre, que toutes les villes de la province, & même celles des autres colonies, seraient invitées à tenir la même conduite. Les habitants de Philadelphie, de Charlestown & de New-York, adoptèrent ces résolutions; elles furent imprimées & envoyées, tant en Angleterre que dans tous les ports de l'Amérique.

SU

LE

thé,

les h

de le

ils se

le thé

dégât.

la con

de Ph

peuple

un au

cinqua

de con

entreti

militair

empêch

seule c

chargé

que le

séparer.

Les c

se retire

* Willan

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. III

Le vaisseau le Darmouth, chargé de thé, était alors dans le port de Boston; les habitans sommèrent le gouverneur de le renvoyer à Londres. Sur son refus ils se rendirent à bord, & jetèrent tout le thé à la mer, sans faire aucun autre dégât. Le navire *la Polly*, fretté par la compagnie des Indes, fut renvoyé de Philadelphie avec sa cargaison; le peuple de Charles-town obligea de partir un autre vaisseau chargé de deux cents cinquante-sept caisses de thé. Le comité de correspondance qui s'était formé, entretenit, dès ce moment, une garde militaire & un guet chaque nuit, pour empêcher que l'on ne débarquât une seule caisse de thé. Ce comité était chargé de l'exécution des résolutions que le peuple avait prises avant de se séparer.

Les consignataires furent obligés de se retirer au château Guillaume*; alors

* Willam's Castle.

ANNÉE
1773.
Progrès de
l'usasion, ou
résistance.

ANNÉE
1773.

le comité s'adressa directement aux propriétaires ou aux capitaines des vaisseaux, & leur ordonna de faire repartir leurs vaisseaux; mais ceux-ci n'ayant pu obtenir leur acquit de la douane, ni un passeport pour sortir de Boston, la chambre qui se trouvait assemblée, se leva, criant au peuple, au peuple! & sortit de la maison-de-ville. A l'instant la populace monta à bord de trois vaisseaux qui étaient ancrés près des quais, & jetta leurs cargaisons à la mer.

Le gouvernement aigrit le mal par les précautions qu'il prit. Il fit venir des troupes, & leur distribua des cartouches; le général Haldiman plaça devant sa porte deux pièces de canon, & le gouverneur Hutchinson pourvut avec encore plus d'appareil à la garde de sa personne. L'amiral Montagu arma ses vaisseaux, & en fit une ligne sur les côtes. On annonçait publiquement l'arrivée d'un renfort de troupes & de vaisseaux destinés à faire rentrer les colons dans le devoir; mais offensés

de

SUR
de ce
de gu
ajout
une c

EN
des do
malgr
avait
un va
Ce mé
mérita
tre an
fut arr
couvri
on eut
dépouil
pendan
populac
calma
ce malto
de s'exp
tement
Roi &
tôt raiso
To

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 113

de ces menaces, & de ces préparatifs de guerre en temps de paix, les habitans ajoutèrent à leurs compagnies franches une compagnie d'artillerie.

ANNÉE
1773.

EN ce temps-là John Malcom, officier des douanes, s'attira une rude punition : malgré les exemples que le peuple lui avait donnés, il eut la hardiesse de saisir un vaisseau dans le port de Falmouth. Ce mépris des jugemens du peuple, lui mérita le châtiment ordonné depuis quatre ans pour cette espèce de crime ; il fut arrêté par la multitude irritée ; on le couvrit de goudron & de plumes, mais on eut le ménagement de ne pas le dépouiller : il fut exposé en cet état, pendant trois jours, aux huées de la populace. Ce châtiment exemplaire ne calma point le caractère véhément de ce maltotier anglais ; il eut l'imprudence de s'expliquer avec mépris, sur le traitement qu'il avait reçu, disant que le Roi & le Parlement, lui feraient bientôt raison de cette canaille. Ces propos

VI.
Châtiment
de John
Malcom

ANNÉE
1774.

indignèrent contre lui tout le peuple ; & l'on n'attendait qu'une occasion de le punir , avec plus d'éclat & de sévérité , qu'il ne l'avait été la première fois. Malcom ne tarda pas à faire naître cette occasion. Il avait offensé quelques temps auparavant un marchand de la ville , & l'ayant rencontré le 25 Janvier 1774, la querelle recommença ; il traita le marchand avec beaucoup d'insolence , & y mit le comble , en le frappant de sa canne. Cette violence excita l'attention des juges de paix , ainsi que la colère du peuple ; un ordre fut donné contre lui , mais le constable * ne pouvant pas le trouver , la populace environna sa maison dans l'après-dînée ; les fenêtres ayant été brisées, il vint, l'épée à la main, pour repousser les assaillans , qui n'avaient d'autres armes que leurs bras , & il en blessa plusieurs. Les bostoniens modérés jusques

* Sergent ou exempt, chargé de l'exécution des *Warrants* , ou décrets.

ST
dan
dan
coro
dan
ses
nère
l'em
gran
tiers
du g
le fo
de r
Aprè
rame
mal.

LE
n'agi
il ag
il pa
navire
résolu
tre les
de la
éclaté

dans leur vengeance, entrèrent en foule dans sa maison, l'attachèrent à une corde & le descendirent par la fenêtre, dans une charrette, où après avoir mis ses habits en pièces, ils lui goudronnèrent la tête & le corps tout entier, l'emplumèrent & le traînèrent par la grande rue & dans les principaux quartiers, d'où ils le ramenèrent aux pieds du gibet, l'attachèrent à la potence, le fouettèrent de verges & l'obligèrent de remercier de n'être point pendu. Après cette exécution, le peuple le ramena chez lui, sans lui faire d'autre mal.

LE mécontentement de la populace n'agissait encore que dans les villes; il agissait seul & sans guides connus; il parut s'appaiser après le départ des navires chargés de thé, & peut-être la résolution prise par les plus sages d'entre les Anglo-Américains, de se séparer de la Métropole, n'aurait point encore éclaté; mais Hutchinson, qui gouvernait

Jugement populaire contre le gouverneur Hutchinson, & Wederburne, son ami.

ANNEE
1774.

Boston, cachant sa dureté & ses vengeances, sous prétexte de sauver la dignité de l'Angleterre & du Parlement, chargea de délations tout ce qu'il avait d'ennemis. Il n'avait pas sçu se faire aimer dans la colonie; la liste des proscrits était nombreuse. Le peuple en ayant eu connaissance, il fut ordonné à Philadelphie, par le comité qui s'y était formé, que l'effigie de ce gouverneur & celle de Wederburne, son conseil & son confident, ayant devant & derrière des écriteaux chargés d'inscriptions, où seraient rappelés leurs crimes envers le peuple, seraient promenées sur un tombereau, & ensuite attachées à un gibet sur la place publique, où elles resteraient exposées pendant deux heures. L'exécution fut faite le 3 Mai 1774; & la fureur du peuple y ajouta tout ce que peut inspirer la vengeance; on dressa un bûcher au pied de la potence, & lorsque les effigies y furent jettées, les acclamations retentirent dans toute la ville.

SU
M
tions
pour
rale,
dans
colon

Le
fession
le ch
les q
cour
entene
l'assem
mens,
Les o
désirai
provin
gouver
distribu
qu'il co
temens

Sur c
présenta
Oliver

Malgré cet éclat, malgré les précautions prises dans toutes les provinces, pour former une confédération générale, la cour de Londres persévéra dans sa résolution de réduire les colonies par la rigueur.

ANNÉE
1774.

Le premier Février, à la rentrée des sessions, l'assemblée de Boston fit venir le chef de justice, Pierre Oliver, & les quatre membres de justice de la cour supérieure, & leur demanda s'ils entendaient recevoir les octrois de l'assemblée générale pour leurs émolumens, ou les accepter de la couronne. Les quatre juges répondirent qu'ils désiraient recevoir leurs salaires de la province; mais Oliver, dévoué au gouverneur, Oliver qui avait été distributeur du papier timbré, répondit qu'il continuerait de recevoir ses appointemens de la couronne.

Accusations
de l'assemblée
contre
Pierre Oliver,
chef de
justice.

Sur cette réponse, la chambre représenta au gouverneur, que Pierre Oliver ayant reçu son salaire sur un

ANNEE
1774.

revenu levé injustement, & étant déterminé à continuer de le recevoir de la même manière, se montrait ennemi de la constitution, & était dès-lors incapable de sa place. Le gouverneur persistant à la lui conserver, on dressa un plan d'accusation contre lui sur plusieurs chefs. Le premier était d'avoir trahi la confiance attachée à son office, & les droits constitutionnels de la province, en acceptant un salaire de la couronne, pour des services ministériels qui roulaient également sur lui. L'arrêté pour former cette accusation, passa à la pluralité de quatre-vingt-douze voix contre huit.

La chambre ajourna ce juge royal à comparaître le 22 Février, & somma le gouverneur d'assister au jugement : ce dernier s'y refusa, disant qu'il ne reconnaissait ni en lui, ni dans le conseil, l'autorité nécessaire pour juger le chef de justice; mais voyant que malgré toute la résistance qu'il pouvait apporter, la chambre en viendrait à

SU
ses f
l'affer
mois

Il
parler
troub
qu'à
tion d
vellée
vingt
pairs,
on s'é
munes
mais
messag
reprin
longue
Le pa
à la p
dressé
des dr
Boston
Ce
maît t

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 119

ses fins , il prit le parti de diffoudre l'assemblée dans les derniers jours du mois de Mars 1774.

ANNÉE
1774.

Il favait que dans ces momens , le parlement prenait connaissance des troubles de l'Amérique , & ne cherchait qu'à gagner du temps. La grande question du droit de taxation avait été renouvelée au mois de Février. Le lord Barrington demandait dans la chambre des pairs , que l'on jugeât sur le vu des pièces ; on s'élevait dans la chambre des communes contre les voies de rigueur ; mais le lord North , porteur des messages du Roi , voulait que l'on reprimât les désordres ; & après de longues discussions , son parti l'emporta. Le parlement ordonna , conformément à la proposition de ce lord , qu'il serait dressé un bill , pour rappeler les officiers des droits royaux , & fermer le port de Boston.

Interdit
du port de
Boston.

Ce bill , prêt à passer en loi , allar-
maît toute l'Angleterre ; la mère patrie

ANNÉE
1774.

en souffrait plus de préjudice , que la colonie que l'on voulait punir ; on calculait la perte des manufactures Britanniques , dont le commerce ouvert avec les colonies , faisait subsister en Angleterre plus de cent mille chefs de famille ; mais en vain les négocians présentèrent des mémoires , le lord North fit faire la seconde lecture du bill contre Boston.

Les Américains qui se trouvaient alors à Londres , firent à la chambre des pairs des remontrances , pour faire révoquer un ordre si funeste. Benjamin Franklin , & Arthur Lée , furent chargés de les présenter. Ils réclamaient les droits de sujets Anglais , violés à l'égard de la ville de Boston , punie par l'autorité du parlement , pour de prétendues offenses publiques commises hors de sa juridiction ; punie dans une forme illégale & sans avoir été entendue.

« Il serait à craindre , disaient-ils , qu'une rigueur excessive & déplacée ,

SU
» n'
» &
» Gr
» l'A
» l'in
tran
passa
troisi
donn
verne
mas
de se
Cet
pour
du no
de M
dispos
son ex
Il fa
toute
Métrop
voir d
à se vo
mation
personn

» n'affectât vivement nos concitoyens,
 » & n'éteignît leur affection pour la
 » Grande - Bretagne. L'attachement de
 » l'Amérique doit finir, où commencera
 » l'injustice de la Métropole ». Ces remon-
 trances n'eurent point de succès ; le bill
 passa à la pluralité des voix, lors de la
 troisième lecture, & le Roi y ayant
 donné sanction de loi, nomma gou-
 verneur de Boston, le chevalier Tho-
 mas Gage, déjà commandant en chef
 de ses troupes en Amérique.

Cette Ville n'eut connaissance du bill
 pour fermer son port, que par l'arrivée
 du nouveau gouverneur, & les peuples
 de Massachusset n'en connurent les
 dispositions, que quinze jours avant
 son exécution.

Il fallait donc que, pour faire cesser
 toute division entre la colonie & la
 Métropole, les colonies consentissent à
 voir détruire leurs anciennes chartres,
 à se voir enlever leur argent sans récla-
 mation, à être privées de la sûreté
 personnelle qui résulte des jugemens

ANNÉE
1774.

par jurés, & des tribunaux dont les juges sont indépendans de toute autre pouvoir que celui de la loi. De tels sacrifices ne pouvaient être faits sans se plaindre, sans murmurer & sans faire résistance. Il ne restait aux colonies aucune voie de conciliation; car en abandonnant leurs droits les plus sacrés, il est incertain qu'elles eussent obtenu la paix, même à ce prix, si elles n'avaient encore consenti à subir le joug de l'autorité militaire.

Les Américains desiraient, au contraire, se dégager de leurs anciennes chaînes, & se rendre indépendans; mais la politique, ni l'équité n'avaient point de reproches à leur faire; ils n'avaient fait de pas vers la rébellion, qu'autant que le gouvernement en avait fait vers le pouvoir arbitraire.

On se flattait à Londres, que l'interdit de Boston, divisant le commerce de cette grande ville entre les villes voisines, ferait une source de jalousies & de rivalités dans la Nouvelle - Angleterre, &

SUIV

que l'interdit
différence
même
maxim
que l'
raient
chuse
tarder
de cet
que le
sépare
coloni
interd
existai
Nouv
empêc
avec l'
Les
infinie
fage,
en offi
la just
pas fo
mémoi
des co

que le pouvoir absolu profiterait de ces dissensions pour s'affermir. Le gouvernement mettait en usage la grande maxime : *Divise pour régner*. Il espérait que l'envie que d'autres colonies porteraient autrefois à la province de Massachusetts, se réveillerait, & qu'elles ne tarderaient pas à se réjouir du châtimement de cette province si fière ; il se persuadait que les peuples effrayés, se hâteraient de séparer leurs intérêts de ceux d'une colonie frappée d'anathème, & que cet interdit, destiné à détruire l'accord qui existait entre les villes & les comtés de la Nouvelle-Angleterre, servirait encore à empêcher l'union qu'elle paraissait désirer avec les autres colonies.

Les méditations de l'iniquité sont infinies ; elles étonnent la prudence du sage, & malheureusement l'histoire lui en offre rarement d'aussi profondes sur la justice & sur la liberté. S'il ne jouit pas souvent de cette satisfaction, les mémoires que j'écris lui offrent du moins des consolations : la vertu, le courage

ANNÉE
1774

des peuples y déconcertent par-tout l'attente d'une politique cruelle. Les vexateurs y sont trompés dans tous leurs projets; ils comptaient sur les divisions que sèment les intérêts particuliers; ils croyaient connaître parfaitement les hommes, parce qu'ils se les représentaient tous méchans & corrompus intérieurement comme eux. Ils croyaient ne jamais s'égarer en établissant leurs calculs sur le principe devenu trop général de la perversité humaine. Mais tout contrariait leurs systèmes, les sacrifices de l'ambition, de la fortune, du repos, du plaisir, sont ceux que les Américains voulaient faire à la liberté. Ils savaient que leurs souffrances seraient passagères, & le bonheur durable. Leurs ames étaient pures, & n'étaient point agitées par d'autres sentimens que ceux qui éclataient dans leurs discours; leurs cœurs étaient pleins de courage & de persévérance: ce n'était pas de la jalousie qu'il y avait entre les villes de Boston, New-York, Charles-town &

SU
Phila
utile.
Bosto
& op
trouv
évène
de ré
n'est p
ce ne
ce son
de la
Jam
mes n'
dans l
plaisirs
vent le
& ne l
culiers
jusqu'à
moyen
aucune
les déli
térêt pa
son rep
devant

Philadelphie, c'était une émulation utile. Aussi-tôt que les habitans de Boston commencèrent à être malheureux & opprimés, tout le continent ne se trouva peuplé que de leurs amis. Ces évènemens fournissent de grands sujets de réflexion aux vrais philosophes : ce n'est point un petit nombre d'hommes, ce ne sont ni des nobles, ni des savans, ce sont des nations entières qui montrent de la vertu.

Jamais, avant cette époque, les hommes n'avaient montré tant d'unanimité dans leurs résolutions. Les arts & les plaisirs de l'imagination & du luxe énervent les peuples que l'on appelle policés, & ne laissent entre les mains des particuliers, habitués à tout craindre, & jusqu'à la fatigue & la gêne, aucun moyen de résister & de se défendre, aucune prudence, aucune fermeté dans les délibérations ; chacun consulte l'intérêt particulier de ses jouissances & de son repos : la cause publique s'anéantit devant la crainte d'une souffrance

ANNÉE
1774

ANNÉE
1774.

passagère, Il n'en était pas ainsi parmi les Anglo-Américains, la Métropole les attaquait par tous les moyens violens que suggère l'idée de la puissance, & ils employaient à se défendre le courage que donnent les bonnes mœurs.

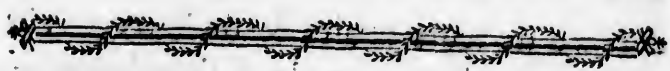


SU

L

ARR.
du
bill
jour

A L
les peu
même
toute
assemb
on ad
pour m
rigueur
où l'on
Quoi
niens,
avec un
attendr
les vais
& aux l
des-lors



ANNÉE
1774

LIVRE TROISIÈME.

ARRIVÉE du général Gage ; formation du Congrès général, ses délibérations ; bill du Canada ; débats du parlement ; journée de Lexington.

LA nouvelle de l'interdit de Boston, les peuples firent éclater, par-tout, le même ressentiment, & parurent oublier toute modération. Dans chacune des assemblées qui se tinrent sur le continent, on adopta des moyens de toute espèce pour marquer l'horreur que cet acte de rigueur inspirait, & la ferme résolution qu'on était d'en empêcher l'effet.

I.
Disposition générale des peuples & des Bostoniens en particulier.

Quoique le temps manquât aux Bostoniens, ils se préparèrent à la résistance avec une audace que l'on ne devait pas attendre de leur situation ; ils retinrent les vaisseaux appartenans à l'Angleterre & aux Isles anglaises ; ils se disposerent, dès-lors, à prendre les armes pour la

ANNÉE
1774.

défense de leurs droits & de leurs privilèges ; ils résolurent de suspendre tout commerce d'exportation & d'importation avec les trois royaumes & les isles , & d'ouvrir leurs ports à toutes les autres nations , jusqu'à la révocation des bills & la levée de l'interdit.

Arrivée
du général
Gage.

LE général Gage , qui s'était chargé de faire exécuter cet acte de punition , à l'accomplissement duquel toute la puissance de l'Angleterre ne devait pas suffire , parut devant le fort Guillaume , le 15 Mai 1774 , & débarqua le même jour à Boston. Il voulut se faire annoncer comme l'ange de la terreur ; ceux qui l'accompagnaient , publièrent qu'il précédait six mille hommes & une escadre qui bloquerait la baie. Ces menaces , loin d'inspirer de la crainte , augmentèrent la haine & le mépris , & ne contribuèrent pas à faire bien recevoir la proclamation , par laquelle le roi d'Angleterre & le parlement accordaient deux mois aux habitans de Boston , pour se soumettre

SUR

soumettre
l'interdit
fut gé
verain
tion ;
plus an
querell
les libe
dans le
vaisseau
Gage p
d'une
de long
Massac
le Roie
ler sur
jusqu'au
extrémité
Si le
talens ;
la crainte
un pacif
revêtu d
lait emp
ceur & l
Tome

soumettre aux bills, passé lequel temps, l'interdit serait mis à exécution. La risée fut générale aux mots de *clémence du souverain*, qui commençaient la proclamation; on y répondit par les ironies les plus amères, & telles que cette grande querelle en a souvent fait éclater dans les libelles Américains. On annonçait, dans les papiers publics, qu'à défaut de vaisseaux de guerre suffisans, le général Gage proposait l'entreprise, au rabais, d'une chaîne de fer de dix-huit lieues de longueur, pour fermer la baie de Massachusset; ailleurs, on avertissait que le Roi envoyait soixante vaisseaux mouiller sur une ligne, depuis le cap Cod, jusqu'au cap Anne, qui sont aux deux extrémités de la baie.

Si le général Gage avait eu plus de talens, au lieu de chercher à inspirer la crainte, il se serait annoncé comme un pacificateur, comme un homme qui, revêtu d'une grande puissance, ne voulait employer d'autres armes que la douceur & la conciliation. Il avait épousé

ANNEE
1774.

une Américaine; il avait commandé les troupes sur les frontières de la Nouvelle-Angleterre, il pouvait tirer avantage de ces circonstances pour se ménager des ouvertures auprès de ceux qui avaient la confiance du peuple, & les attirer à lui par des caresses & des préférences.

« Nous sommes tous, leur aurait-il dit, » sujets Britanniques; vous ne prétendez pas abjurer cette qualité, que tant de grands hommes ont rendue honorable.

« Loin de nous toute idée de rébellion; je ne vois point ici de révoltés, je ne vois que des amis qui se plaignent. Si vous ne voulez que le juste redressement de vos griefs, le roi & le parlement sont prêts à vous entendre; mais il faut vous les rendre favorables par quelques témoignages de respect & de soumission; je serai moi-même le plus zélé défenseur de vos droits: que tardons-nous à nous réunir sous l'étendart d'une heureuse réconciliation? »

« Ce langage & les mesures adroites

SUIV

qu'il long-ple de aurai s'éclairamen équita plus a les com & pou guerre

LES faire ca ajouter celle de gleterre respond lonies co brasser le tice n'ad ciers de la révoc Marylan de Virg

qu'il suppose, auraient pu retenir encore long-temps ceux qui faisaient agir le peuple de Boston. La cour & le Parlement auraient pu profiter de ces momens pour s'éclairer sur leurs véritables intérêts, & ramener tous les esprits par une conduite équitable & soutenue. Mais Gage était plus ambitieux qu'éclairé; c'était dans les combats qu'il voulait trouver sa gloire; & pour le rendre heureux, il fallait la guerre civile.

ANNÉE
1774

LES provinces qui avaient déclaré faire cause commune avec les Bostoniens, ajoutèrent bientôt plusieurs résolutions à celle de cesser tout commerce avec l'Angleterre; elles arrêterent, que toute correspondance serait suspendue avec les colonies continentales qui refuseraient d'embrasser leur parti, & qu'aucune cour de justice n'admettrait les demandes des créanciers demeurans en Angleterre, jusqu'à la révocation de l'interdit de Boston. Le Maryland donna l'exemple, la province de Virginie, les deux Carolines, la

Révocation
des privilèg.
de Boston;
translation
de l'assem-
blée, des tri-
bunaux, &
des offices
publics à
Salem.

ANNÉE
1774.

Nouvelle-Yorck & le Jersey, s'y conformèrent avec zèle. Le premier Juin, jour où devait commencer l'interdit de Boston, fut par-tout un jour de deuil & d'austérité. Le port fut bloqué par les vaisseaux de guerre, & le quatrième régiment arrivé sur les vaisseaux de transport, campa dans la plaine. Le Chevalier Gage contemplait, sans frémir, cette tristesse générale, qui ne pouvait précéder que des jours de vengeance : il transféra la douane à Plimouth, & le bureau des commissaires & les assemblées, à Salem. Salem, cette petite ville où l'on préfère la patrie aux richesses, où l'on refuse l'abondance & les trésors du commerce, qu'il fallait acheter par la ruine des Bostoniens & le mépris de la liberté. A la nouvelle de l'interdit, la première démarche des habitans de Salem, fut de décider entr'eux qu'ils ne donneraient aucun logement aux Bostoniens qui auraient la lâcheté d'abandonner leur ville dépouillée de ses privilèges. Offensé de cette résistance, le Cheva-

SUIV

lier C
core l
difa
si l'am
l'intér
des co
à ceux
mens é
Boston
efforts
voudra
venir d
avenue
particu
pour en
pes, qu
étroit c
au reste

CES
esprits,
voya o
hommes
ajoutant
prirent

lier Gage se promettait d'en punir encore la ville de Boston, d'où partaient, disait-il, ces idées de mutinerie, comme si l'amour du bien public & le mépris de l'intérêt privé, pouvaient être le fruit des conseils, & pouvaient se persuader à ceux qui ne trouvent point ces sentimens en eux-mêmes. Il voulait investir Boston du côté de la mer; il fit encore des efforts pour priver cette ville, quand il le voudrait, des secours qui pourraient lui venir des terres; il fit poster, à toutes les avenues, des soldats, & plaça une garde particulière à l'isthme de Boston, tant pour empêcher la désertion de ses troupes, que pour s'assurer de ce passage étroit qui joint la péninsule de Boston, au reste du continent.

CES voies de fait révoltèrent tous les esprits, & le comté de Worcester envoya offrir aux Bostoniens, dix mille hommes pour les délivrer de leurs tyrans; ajoutant que quelques résolutions qu'ils prissent dans ces malheureuses conjonc-

Mesures
du peuple
& de
l'assemblée

ANNÉE
1774.

tures, l'assemblée de Worcester protestait, dès-lors, contre toute délibération qui attenterait aux libertés dont les provinces de l'Amérique jouissaient depuis leur fondation. Les chartres de la Nouvelle-Angleterre étaient annullées, tout pacte avec la Métropole était détruit; les colons se regardaient comme rentrés dans le droit naturel de s'armer pour leur défense & de pourvoir à leur sûreté. Ils se décidèrent à repousser la violence par la force; les membres du conseil de Boston élurent des députés & les envoyèrent au général Gage, pour lui déclarer que son administration ne serait heureuse & durable, qu'autant qu'il rétablirait les privilèges de la colonie, & ferait contraster sa conduite avec celles de ses prédécesseurs, auxquels la province attribuait tous les malheurs dont elle était désolée. Ils ajoutaient, que les peuples se bornaient à réclamer les droits de citoyens Anglais, sans restriction, & que le conseil de la province étant dans l'obligation indispensable de main-

SU

teni

plus

il c

à la

C

vern

son c

cong

meria

que l

le no

ils cr

à des

de le

idée

se ref

au ca

quefo

verne

frayer

valier

dont i

regar

sulte f

conseil

tenir ces droits, il devait y appliquer ses plus grands efforts, sans que, pour cela, il crut manquer à la fidélité qu'il devait à la couronne, ni à ses prérogatives.

Cette hardiesse, que le nouveau gouverneur n'avait point prévue, enflamma son courroux; il interrompit l'orateur & congédia les députés, en leur faisant des menaces. Le caractère irascible est celui que les envoyés de l'ancien monde, dans le nouveau, adoptent le plus volontiers; ils croient ressembler, dans leur colère, à des dieux irrités, & que la véhémence de leurs expressions donne une grande idée de leur puissance; ils ne veulent pas se ressouvenir que les armes qui servent au caprice des chefs, ont servi, quelquefois, la vengeance des sujets. Le gouvernement Anglais n'inspirait plus de frayeur en Amérique; en vain le chevalier Gage écrivit aux républicains dont il avait interrompu le message, qu'il regardait leur démarche comme une insulte faite au roi, & aux lords de son conseil, & comme un affront fait à lui-

ANNEE
1774.

même; on ne lui fit point de réponse, & l'on ne s'occupa plus que des moyens de résister.

Il n'y avait point de temps à perdre, l'ordre était donné pour convoquer à Salem, l'assemblée de la province, & l'exécution de cet ordre aurait empêché le succès de toute délibération favorable à la liberté. On se hâta de déclarer que si le gouverneur pouvait, sans contrevvenir à la chartre, convoquer l'assemblée générale en tel lieu qu'il jugerait à propos, ce pouvoir était subordonné à la condition de consulter dans son choix, le plus grand bien du peuple; on ajoutait que la ville de Boston avait toujours été regardée comme le lieu le plus convenable pour la convocation des représentans du peuple, & qu'aucune nécessité n'exigeait de changement; qu'au contraire on devait regarder ce changement, comme une entreprise sur la liberté des membres de l'assemblée, un projet préjudiciable, une lésion publique.

SUR

NÉA

qua l'a
elle re
déclare
former
mités d
un com
& vot
mettre
obligati
gouvern
ces arrê
semblée
der aux
lever la
arrêté e
point de

Enfin,

ution pr
peuples,
qu'ils de
ressifs d
manda,
'encoura
Amériqu

NÉANMOINS le gouverneur convoqua l'assemblée à Salem. A peine y fut-elle rendue, qu'elle prit un arrêté pour déclarer qu'il paraissait indispensable de former une assemblée générale des comités des diverses colonies; elle nomma un comité représentatif de la province, & vota une somme assez forte pour mettre ce comité en état de remplir les obligations qui lui étaient imposées. Le gouverneur ayant refusé de concourir à ces arrêtés, & sur-tout au dernier, l'assemblée en fit un autre pour recommander aux différentes villes & districts, de lever la somme qui avait été votée: cet arrêté eut force de loi, & ne trouva point de réfractaires.

Enfin, l'assemblée prévoyant sa dissolution prochaine, se hâta de donner aux peuples, des instructions sur la résistance qu'ils devaient apporter aux actes oppressifs du parlement; elle leur recommanda, sur-tout, de donner beaucoup d'encouragement aux manufactures de l'Amérique.

ANNEE

1774

I I.

Assemblée
de Salem,

ANNÉE

1774.

Sa
dissolution.

MALGRÉ les précautions prises par les personnes chargées de rédiger ces instructions, le gouverneur en fut averti, & le jour même où l'affaire fut rapportée, il envoya son secrétaire à l'assemblée pour la dissoudre sur-le-champ. Les portes étaient fermées; on refusa de les ouvrir, & le secrétaire fut obligé de lire, sur l'escalier, (le 17 Juin), la proclamation qui annonçait la dissolution de l'assemblée générale. C'est ainsi que cessa la dernière assemblée tenue dans la province de Massachusetts, suivant les constitutions portées dans sa chartre.

J'ai oui dire souvent que le chevalier Gage, au lieu de dissoudre l'assemblée, aurait dû la faire enlever par un corps de troupes, & envoyer tous les membres qui la composaient, à Londres; que par ce moyen, il aurait attaqué la rébellion dans ses racines, & conservé l'Amérique à la couronne d'Angleterre. Ceux qui connaissent mieux les principes du gouvernement d'Angleterre, ne peuvent concevoir qu'avec effroi, l'idée

SUR

d'enlever
législa
le che
bout d
princip
causé i
Les es
fermen
courag
raient
verneur
moins
dix-huit
tenanci
sentèren
néreux
tent d'é

« No
» de la
» vue d
» sur no
» & nou
» fera se
» pêcher

ANNÉE
1774.

d'enlever & d'embarquer tout le corps législatif d'une province; ils pensent que le chevalier Gage n'aurait pu venir à bout d'une entreprise si contraire aux principes de la nation, & qu'il aurait causé inutilement une grande sédition. Les esprits étaient dans une extrême fermentation; l'indignation exaltant le courage des moindres Plébéiens; ils auraient exterminé les soldats que le gouverneur réservait pour des occasions moins dangereuses. Dès le lendemain, dix-huit Juin, les négocians & francs tenanciers de la ville de Salem, lui présentèrent une adresse. Les sentimens généraux que cette pièce renferme, méritent d'être connus.

« Nous sommes pénétrés, disaient-ils, de la compassion la plus tendre, à la vue des maux qui vont s'accumuler sur nos frères qui habitent la capitale, & nous espérons que votre excellence fera ses plus sérieux efforts pour empêcher tout ce qui pourrait multiplier

Déclaration
des habitans
de Salem.

ANNÉE
1774.

» les fléaux déjà si redoutables sous les-
 » quels gémissent ces infortunés. En
 » fermant le port de Boston, on a cru
 » que le cours du commerce pouvait être
 » amené vers nous & tourné à notre
 » avantage ; mais par la formation
 » même de notre port, la nature nous
 » a défendu toute rivalité de commerce
 » avec cette ville, qui en est le centre
 » naturel ; & indépendamment de cette
 » circonstance, il faudrait que nous n'eus-
 » sions aucune idée de justice dans l'es-
 » prit, aucun sentiment d'humanité dans
 » le cœur, pour penser à élever notre
 » puissance & notre prospérité, sur la
 » ruine de nos voisins opprimés ».

Comparez les sophismes de l'éloquence
 vénale, à la sagesse de cette remon-
 trance, aux sentimens qu'elle exprimait
 avec une si noble simplicité. Si quelque
 chose pouvait éclairer un gouvernement
 oppressif, cette adresse devait le faire.
 Le jour où elle parvint à Londres, de-
 vait être le jour de la paix & de la liberté,
 de la constitution rétablie ; mais le plan

SUR

était a
de l'A
la Mé
toutes

IL s
provin
le titre
avaient
diriger
ment
repréfen
toutes
valier C
empêch
ensuite
il affura
» Améri
» de leu
» crimes
» devaie
» haute
» s'enga
à faire e
messes &

était arrêté, on voulait l'affervissement de l'Amérique, la suprématie illimitée de la Métropole, ou plutôt, le malheur de toutes deux.

ANNÉE
1774

IL s'était déjà formé dans toutes les provinces, des congrès particuliers sous le titre de conventions provinciales; ils avaient établi un comité à Boston, pour diriger les colonies & former incessamment un congrès général, qui devait représenter & gouverner désormais toutes les provinces. D'abord, le chevalier Gage fit de vaines tentatives pour empêcher cette confédération; il publia ensuite des proclamations dans lesquelles il assurait que, « par tendresse pour les Américains, il ne pouvait s'empêcher de leur montrer l'énormité de leurs crimes passés, & les châtimens qui devaient punir le dessein prémédité de haute trahison, dans lequel ils allaient s'engager ». Il en vint, bientôt après, à faire employer par ses agens, les promesses & les flatteries, pour gagner

Progrès de
la confédéra-
tion.

ANNÉE
1774.

quelqu'uns de ceux qui avaient de l'ascendant sur le peuple, mais il était trop tard. Il faisait, en même-temps, les menaces les plus terribles à ceux qu'il soupçonnait de faiblesse, & qu'il croyait pouvoir effrayer. Ces ressources devenaient impuissantes; de tous côtés on se préparait à la guerre. Ce fut à cet instant qu'on reçut dans les colonies, le précis du bill, pour l'établissement des troupes en Amérique, & d'un nouveau bill contre la province de Massachusset; ils y comblèrent la mesure du mécontentement & de l'indignation. Les hommes les plus modérés, ceux qui, jusques-là, avaient paru chanceler dans leurs résolutions, adoptèrent, tout-à-coup, le parti de la résistance. L'intérêt particulier se tut; chacun paraissait convaincu que la nécessité avait fait une loi de fermer les ports au commerce de l'Angleterre, & de les ouvrir à toutes les autres nations. Par-tout on tenait des assemblées, on prenait des résolutions; toutes ces assemblées recommandaient au peuple, d'en-

SUR

voyer
Boston
toutes
lettres,
express
fante,
sévérer
Cepen
Londre
donnaie
pouvoir
taires;
arrivé d
pressa de
menter f
Boston
terres,
ses issues
un acte c
solemnel
liguaient
commerc
compter
çaient à
& liaiso

voyer du soulagement aux habitans de Boston; il arrivait dans cette ville, de toutes les parties de l'Amérique, des lettres, où l'on joignait aux plus vives expressions, d'une affection compatissante, de puissantes exhortations à persévérer dans le parti de la résistance.

Cependant les dépêches apportées de Londres, par le vaisseau le Scarborough, donnaient au général Anglais, assez de pouvoirs pour hâter ses dispositions militaires; le cinquante-neuvième régiment arrivé d'Halifax, & les Gallois qu'il s'empressa de tirer de New-York, vinrent augmenter son armée; toutes les routes de Boston étaient déjà fermées du côté des terres, & le port fut bloqué dans toutes ses issues. Alors le comité de Boston fit un acte qu'il intitula : *ligue & conventions solennelles*, par lequel tous ceux qui se liguèrent, s'engageaient à suspendre tout commerce avec les états Britanniques, à compter du 30 Août 1775, & renonçaient à toute correspondance, société & liaison avec ceux qui refusaient de

ANNÉE
1774.

souscrire les mêmes engagements. Cet acte, signé de tous les notables de la province de Massachusset, circula dans les colonies avec une lettre du comité de Boston, & les peuples embrassèrent cette ligue avec empressement ; il s'en était formé de semblables dans plusieurs parties du continent, sans aucun concert entr'elles & le comité de Boston.

Formation
d'un congrès
général.

PAR-TOUT on s'occupait de la formation d'un congrès général ; & la ville de Philadelphie fut choisie pour le lieu d'assemblée ; elle est, pour ainsi dire, au centre du continent, & les avenues en étant gardées de tous côtés par d'autres colonies, c'était la ville qui offrait le plus de sécurité. Le rendez-vous fut, dès-lors, indiqué pour le mois de Septembre suivant. Dans les provinces où l'assemblée était déjà formée, on nomma, sur-le-champ, des députés, pour représenter la province au congrès ; dans les autres, le peuple fit choix du nombre ordinaire de représentans, lesquels élurent entr'eux

les

SUR

les de
prop
Aucu

de de
fut le

nie n
le con

Je n

que le
conféc

mée ,
d'intér

nancie
plus c

gouver
cation

facilite
le gouv

voir le
lui-mên

se rend
pour y

Les c
Virgini
laquelle

Tom

les députés & leur nombre devait être proportionné à l'étendue de la province. Aucune ne pouvait en envoyer moins de deux ni plus de sept, mais quel que fut le nombre des députés, chaque colonie ne pouvait avoir qu'une voix dans le congrès.

Je n'omets aucun de ces détails, parce que les commencemens de la plus grande confédération qui se soit jamais formée, sont des sources inépuisables d'intérêt & de réflexion. Les francs tenanciers de Pensilvanie, au nombre de plus de neuf cents, demandèrent au gouverneur de la province, la convocation d'une assemblée générale, pour faciliter l'élection de leurs députés ; mais le gouverneur Penn n'ayant pas cru devoir les satisfaire, le peuple procéda de lui-même au choix de ses députés, qui se rendirent aussitôt à Philadelphie, pour y attendre l'ouverture du congrès.

Les délégués des divers comtés de la Virginie, formèrent une assemblée, dans laquelle il fut délibéré que cette colonie,

ANNÉE
1774.

n'achèterait plus des commerçans Anglois, aucun nègre venant d'Afrique, des Indes occidentales, ou d'aucun autre lieu, & que son accord de non-importation de toutes marchandises de fabrique Anglaise, commencerait le premier novembre 1774. On recommanda fortement le soin des bestiaux, jusqu'alors négligés dans cette province, & la culture de tous les objets qui pouvaient servir de base aux diverses manufactures. Cette recommandation excita l'émulation de tous les particuliers, & la Virginie, où toute autre industrie que la culture du tabac avait été jusqu'alors inconnue, devint, en moins de trois ans, la rivale de la Nouvelle-Angleterre & de la Pensilvanie, dans les métiers & dans les arts.

III.
En quoi
consistait la
force de la
confédéra-
tion.

ON pouvait d'autant mieux prévoir, dès-lors, le succès des résolutions prises dans les colonies, que l'impulsion & la résistance ne provenaient ni de l'ambition des grands, ni de l'orgueil de la noblesse;

SUR

ce n'é
soldat
Quelq
distinc
menta
auraie
incapa
duite,
il y au
d'affer
des ma
les aut
à ce qu
& prés
dératio
des ter
tivateur
imment
& des
richesse
présent
à la fo
force d
aux opi
nateurs

ce n'était pas non plus une faction de soldats, ni un tumulte de marchands. Quelques exemples de sévérité, de vaines distinctions, des promesses, une augmentation de pouvoir sur le peuple, auraient aisément apaisé les premiers; incapables de former un plan de conduite, un gouvernement raisonnable, il y aurait eu cent moyens de diviser & d'asservir les seconds; des privilèges, des marchés avantageux, auraient séduit les autres, presque toujours insensibles à ce qui n'est pas leur intérêt personnel & présent. Mais la force de la confédération résidait dans les propriétaires des terres, dans cette multitude de cultivateurs, qui, répandus dans des pays immenses, ne s'écartent point des règles & des droits de la nature, dont les richesses & les ressources sont sans cesse présentes à leurs yeux. Elle leur donne à la fois & la vigueur de l'âme & la force du corps, & les rend inflexibles aux opinions qu'elle défavoue. Dominateurs sur les animaux, sur les forêts,

ANNE
1774

ANNÉE
1774.

sur les terres & les eaux, elle leur donne en naissant une grande idée des prérogatives de l'homme, & c'est cette idée qui forme & soutient en eux le système de la liberté. Dans ces pays nouveaux, où les liens de la société sont moins resserrés que parmi d'anciens peuples, la moindre contrainte dans le gouvernement, la moindre infraction de leurs droits, de leurs propriétés, leur paraît insupportable. Ils étaient en trop grand nombre, ils étaient trop heureux pour qu'on pût espérer de les corrompre, & trop courageux pour qu'il n'y eût pas de grands dangers à les mépriser.

Préparatifs ;
secours en
voyés à Bos-
ton; détresse
de cette
ville.

ILS avaient ouvert d'avance des souscriptions pour secourir la ville de Boston, & malgré les soldats qui en gardaient l'entrée, ils la remplirent de provisions, de salaisons, de riz, & de toutes les choses nécessaires, afin d'assurer la durée de sa résistance. Toutes les mesures du gouverneur ne purent prévenir ni empêcher celles des confédérés.

SU

O

bled

La f

trent

ginie

Caro

sa gé

pouv

fit di

Massa

riz q

Ma

des c

Bosto

tion d

de tre

par le

les aff

de gra

qui av

occup

souffra

plupan

vant p

server.

On fit de tous côtés, des amas de bled, de munitions pour la guerre. La seule colonie du Maryland, fournit trente mille boisseaux de bled; la Virginie en donna soixante mille. La Caroline surpassa les autres colonies par sa générosité; elle contribua de tout son pouvoir aux besoins de la guerre, & fit distribuer en outre aux pauvres de Massachusset le prix des cargaisons de riz qu'elle vendait à New-York.

Malgré les contributions volontaires des colonies pour secourir le peuple de Boston, la privation de toute négociation dans une ville où il se trouvait plus de trente mille habitans qui subsistaient par le commerce & par les travaux, ou les affaires qu'il entraîne, occasionnait de grandes détresses. Non-seulement ceux qui avaient vu tarir la source de leurs occupations & de leurs subsistances, souffraient une cruelle indigence; la plupart de ceux qui passaient auparavant pour riches, ne purent s'en préserver. La plus grande partie de leurs

ANNEE
1774.

biens consistait dans les quais, dans les emplacements, les magasins, les angards nécessaires au commerce, & toutes ces propriétés n'avaient plus de valeur; mais rien ne pouvait triompher de leur confiance, les secours & la tendresse compatissante qu'ils trouvaient dans tous les cœurs Américains, les affermissaient dans leurs résolutions.

Les négocians & les propriétaires de Marblehead, port le plus voisin de Boston, venaient les presser d'user de leurs magasins & de leurs quais pour continuer leur commerce; ils s'employaient généreusement à veiller sur le débarquement & l'embarquement des marchandises de leurs frères opprimés, & devenaient gratuitement leurs commissionnaires. C'est par ces secours affectueux qu'ils les engageaient à la fermeté, & ils les en auraient privés du moment qu'ils les auraient soupçonnés de faiblesse.

Proclama- LES esprits, qui n'étaient déjà que

SUR

trop
qu'ils
lectur
valier
recom
vertu
religio
gleter
de pu
pratiq
connu
primer
évang
morale
des cr
cette
égards
moins
sifs en
les rail
moins
donc in
temps,
ches d
elle pé

trop échauffés, s'exaltèrent encore plus qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors, à la lecture d'une proclamation que le chevalier Gage jugea à propos de faire pour recommander aux peuples la piété & la vertu, & pour châtier & prévenir l'irreligion & le crime. La Nouvelle-Angleterre est presque entièrement peuplée de puritains; leur attachement aux pratiques extérieures de la religion est connu de tous les peuples: ils ne s'expriment le plus souvent qu'en langage évangélique; les plus légères fautes de morale sont comptées chez eux au rang des crimes, & les autres habitans de cette province qui diffèrent à quelques égards dans leur culte, n'ont guères moins de rigidité. Leurs scrupules excessifs en matière de religion, leur attirent les railleries de ceux dont la morale est moins sévère. La proclamation était donc inutile; elle était faite à contre-temps, comme toutes les autres démarches de ce même gouverneur; mais elle péchait encore par une intention

ANNÉE
1774.
tion du chevalier Gage.

ANNEE
1774.

directe de blesser un grand peuple déjà trop irrité : elle l'accusait d'*hypocrisie*, & ce crime était mis au rang de ceux contre lesquels la proclamation recommandait aux Bostoniens de se tenir en garde. Cette insulte est du nombre de celles qui sont toujours promptement ressenties, & que les hommes n'oublient jamais ; elle changea la fermentation publique en une animosité générale & extrême.

Sir Thomas Gage cassé le colonel Hancock de son emploi dans les milices provinciales.

AU LIEU de donner des alimens à la haine du peuple, le chevalier Gage aurait dû s'occuper sérieusement de la situation des affaires : incapable de réfléchir, borné dans ses vues, & d'ailleurs mal informé, il croyait tout réduire par la force, & ne s'appliquait qu'à vexer les particuliers. John Hancock, négociant de Boston, que son zèle & ses lumières avait rendu cher à toute la province, Hancock qui réunissait les seules distinctions réelles qui puissent exister entre des hommes libres, qui

SUR

joign
tages
était
était
sa pa
le cor
cadet
Gage
sonne
casser
rité,
aurait
excita
provin
l'élite
Angle
renvo
appre
vice d
arrog

LE
minist
chuset
mens

joignait au mérite personnel les avantages de la richesse, & dont la fortune était évaluée à quatre millions, qu'il était prêt d'employer pour le service de sa patrie, avait le rang de colonel, & le commandement de la compagnie des cadets des milices de Boston. Thomas Gage ayant eu quelques démêlés personnels avec lui, ne balança pas à le casser de son emploi. Cet abus d'autorité, qui dans d'autres circonstances aurait peut-être fait moins de sensation, excita la plus vive commotion dans la province; la compagnie de J. Hancock, l'élite de la jeunesse de la Nouvelle-Angleterre, s'assembla sur le champ, & renvoya son drapeau au général, en lui apprenant qu'elle s'était licenciée du service du roi d'Angleterre. Gage reçut avec arrogance & mépris ce message sérieux.

ANNÉE
1774.

LES nouveaux réglemens pour l'administration de la province de Massachusetts, venaient d'arriver; ces réglemens anéantissaient l'ancienne chartre;

I V.
Suppression
de la chartre
de Massachusset.

ANNÉE
1774.

& le roi s'attribuait le droit de nommer à l'avenir le conseil de la province. La cour envoyait en conséquence une liste de trente-six conseillers choisis parmi les hommes les plus corrompus, ou que l'on croyait les plus disposés à féconder les projets du ministère; cependant douze refusèrent. Le gouverneur trouva le nombre de ceux qui avaient accepté, suffisant pour administrer avec lui, en attendant que la cour complétât la nomination, d'après les instructions qu'il aurait données; mais la liberté veillait: ces nouveaux officiers étaient déclarés ennemis de la patrie; c'était un crime que de faire exécuter les nouvelles loix, c'en était un plus grand de paraître leur obéir: elles n'eurent point d'effet.

Les maisons des nouveaux conseillers furent entourées par des compagnies d'hommes armés, quelques-unes par la populace; il fallut qu'ils se démissent de leurs places pour se soustraire au ressentiment public; la plupart prirent ce parti.

SUR

Le
firent
trois
tellige
Worc
& ran
un dé
consei
aussi-t
écrit
emplo
démarr
Rurlan
lonel M
ton; r
tre qu
délai q
publier
publics
Les co
échapp
qui, p
ple, es
ville,
La

SUR LES ANGLÓ-AMÉRICAINS. 155

Le secret & la plus ferme résolution firent réussir ces premiers attentats ; trois mille hommes rassemblés avec intelligence , entrèrent en bon ordre à Worcester , à sept heures du matin , & rangés sur la place , ils envoyèrent un détachement chez un des nouveaux conseillers , nommé Pame , qui donna aussi-tôt sa démission , & témoigna par écrit son repentir d'avoir accepté cet emploi , sans considérer la nature de sa démarche. Six cents hommes allèrent à Rurland faire la même demande au colonel Murray : il était parti pour Boston ; mais on laissa sur sa table une lettre qui l'avertissait , que si dans un délai qu'on lui fixait , il n'avait pas fait publier sa démission dans les papiers publics , on reviendrait pour l'obtenir. Les conseillers qui étaient à Boston , échappèrent aux recherches ; mais ceux qui , pressés de tous côtés par le peuple , essayèrent de se réfugier dans cette ville , furent poursuivis & chassés.

La considération dont jouissait J.

ANNÉE
1774

ANNÉE
1774.

Hancock, le fit élire chef des grands jurés, à l'ouverture des sessions; il refusa de prêter serment, & tous les jurés suivirent son exemple: on trouva la même résistance dans les petits jurés. Le chef-juge était encore ce Pierre Oliver, dont l'assemblée avait ci-devant voulu faire le procès; il fut obligé de s'abstenir de ses fonctions, à cause des accusations dont il se trouva chargé; mais bientôt après la cour le nomma à la lieutenance du gouvernement de Boston.

Le gouverneur Gage voulut que les sessions tinssent sans chef-juge & sans jurés, ce qui ne s'était jamais vu sous la domination Britannique, & pouvait être d'une grande conséquence pour la vie & les fortunes des habitans. Cette irrégularité indigna toute la nouvelle Angleterre, par-tout on s'opposa à l'établissement des nouvelles cours de justice aux gages du roi, & dans tous les comtés les grands & les petits jurés refusèrent de prêter serment: les greffiers qui les avaient convoqués, furent ré-

SUR
duits
ple da
rifs cr
multit
forçai
huées.
détrui
sant de
plus ni
provin
velle-A
bonnes
nait l'
boix,
commi
ces pari
que por
fait.

CHA
davanta
ménage
génie m
gant, c
taires,

duits à faire amende honorable au peuple dans les gazettes ; & lorsque les sherifs criaient de faire place à la cour, la multitude leur fermait le passage, & les forçait de s'en retourner au milieu des huées. L'ancienne constitution étant détruite par le roi, & le peuple refusant de recevoir la nouvelle, il n'y avait plus ni loix, ni gouvernement dans cette province, ni même dans toute la Nouvelle-Angleterre ; mais le concours des bonnes dispositions du peuple maintenait l'ordre, la morale suppléait aux loix, & la populace elle-même ne commit point d'excès, ni de violences particulières, elle n'usait de sa force que pour résister à celle qu'on lui opposait.

CHAQUE jour les esprits s'aigrissaient davantage, & le chevalier Gage ne les ménageait point ; c'était un homme d'un génie médiocre, présomptueux, arrogant, cruel ; il passait parmi les militaires, pour ce qu'ils appellent dans ces

ANNEE
1774

Caractère
& mauvaise
conduite du
Chevalier
Gage.

ANNEE
1774.

jours de défection & d'esclavage , être un bon Officier ; mais il ne connaissait ni les hommes, ni l'administration publique, & manquait absolument de qualités pour la guerre comme pour la paix. Il avait le courage de se dire un grand homme à S. James , & peu de gens avaient celui de le contredire. C'est à cette audace de parler hardiment de foi, que bien d'autres, comme lui, doivent leur avancement, tandis que le mérite languit dans l'infortune & l'oubli. Tel était l'homme à qui les ministres de la cour de Georges III, confiaient le sort de l'état, & la souveraineté de l'Angleterre dans l'Amérique septentrionale. Les premiers actes de son gouvernement prouvèrent son incapacité, & cette incapacité devint l'espoir du peuple, qui ne pouvait rien attendre de ses vertus. Il eut l'extravagance de défendre aux peuples de la Nouvelle-Angleterre, de faire aucun concordat tendant à suspendre l'achat & l'usage des marchandises importées de la Métropole, & d'a-

vouer a
ne pouv
sistance
était si
loir em
En m
pouffait
la mal-ac
déjà por
de com
Voyant
fui loin
dence all
qui ne t
dérision.
l'on faisa
dans lesq
cer au p
nature ne
un tyran
citoyen.
vengeanc
les obstac
tremper t
sang Amé

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 159

vouer ainsi lui-même, que l'Angleterre ne pouvait supporter long-temps cette résistance si naturelle, cette résistance qu'il était si impossible & si ridicule de vouloir empêcher.

En même-temps que par sa rigueur il pouffait les colonies à la révolte, il avait la mal-adresse de mécontenter les soldats, déjà portés à la désertion par le genre de combats auxquels on les destinait. Voyant qu'un quart de ses troupes avait fui loin de ses drapeaux, son imprudence alla jusqu'à publier une amnistie, qui ne servit qu'à le faire tourner en dérision. On lui écrivait des lettres, où l'on faisait le journal de ses fautes, & dans lesquelles on l'engageait à renoncer au projet de se rendre célèbre, la nature ne l'ayant pas plus fait pour être un tyran fameux, que pour être un illustre citoyen. Ces vérités l'excitaient à la vengeance, & ne sachant point juger les obstacles, il desirait le moment de tremper son bras dans les ruisseaux du sang Américain. Il ne supposait pas que

ANNÉE
1774.

ANNÉE
1774.

des hommes , dont la profession habituelle n'était pas de faire ou de commander des évolutions, pussent lui disputer la victoire. Il avait promis à Georges III de les réduire ; & il avait coutume de dire à la cour , qu'il ne demandait que cinq mille soldats pour passer sur le ventre de toutes les milices de l'Amérique. Le monarque & les ministres applaudissaient à ces magnifiques promesses ; la junte croyait déjà voir les Américains supplians lever les mains au ciel , sur les débris de leurs villes incendiées , leurs barailions dispersés , & leurs chefs égorgés , ou dans les fers.

Depuis qu'il était à Boston , il dépensait de sommes immenses , pour rendre cette ville imprenable du côté de la terre , & cependant il écrivait à Londres que la résistance des Américains aux actes du parlement , n'était point générale , qu'elle ne provenait que de quelques têtes chaudes , qui fomentaient dans le peuple cet esprit d'opposition. Le parti de la cour ne manquait pas
d'ajouter

SUR

d'ajou
demar
mités
troupe
compt
gerait
il , les
ment q
seraien
marche
des do
s'attire
le gouv
mains c
téger ,
exempl
était ren
le palai
plaudiss
duite &
s'il avai
sur les i
applique
les faute
l'exécuti

Tom

d'ajouter foi à toutes ses dépêches ; il demandait néanmoins des ordres illimités , & un renfort considérable de troupes , sur la fidélité desquelles il pût compter , afin d'agir selon qu'il jugerait à propos ; parce que , disait-il , les particuliers qui pensaient autrement que le petit nombre des opposans , seraient toujours retenus dans leurs démarches , par la crainte de faire éclore des doutes sur leur patriotisme , & de s'attirer la haine du public , tant que le gouvernement n'aurait pas dans ses mains des forces suffisantes pour les protéger , & diviser les mutins par des exemples de sévérité. Tout cet exposé était rempli de contradictions, cependant le palais de S. James retentissait des applaudissemens que l'on donnait à la conduite & à la résolution de Thomas Gage ; s'il avait usé de sagesse , si , plus éclairé sur les intérêts de son pays , il s'était appliqué à diminuer dans les colonies les fautes de la Métropole , à tempérer l'exécution des ordres aveugles qu'il

recevait , à concilier les esprits par la douceur & la prudence , on aurait soupçonné sa fidélité.

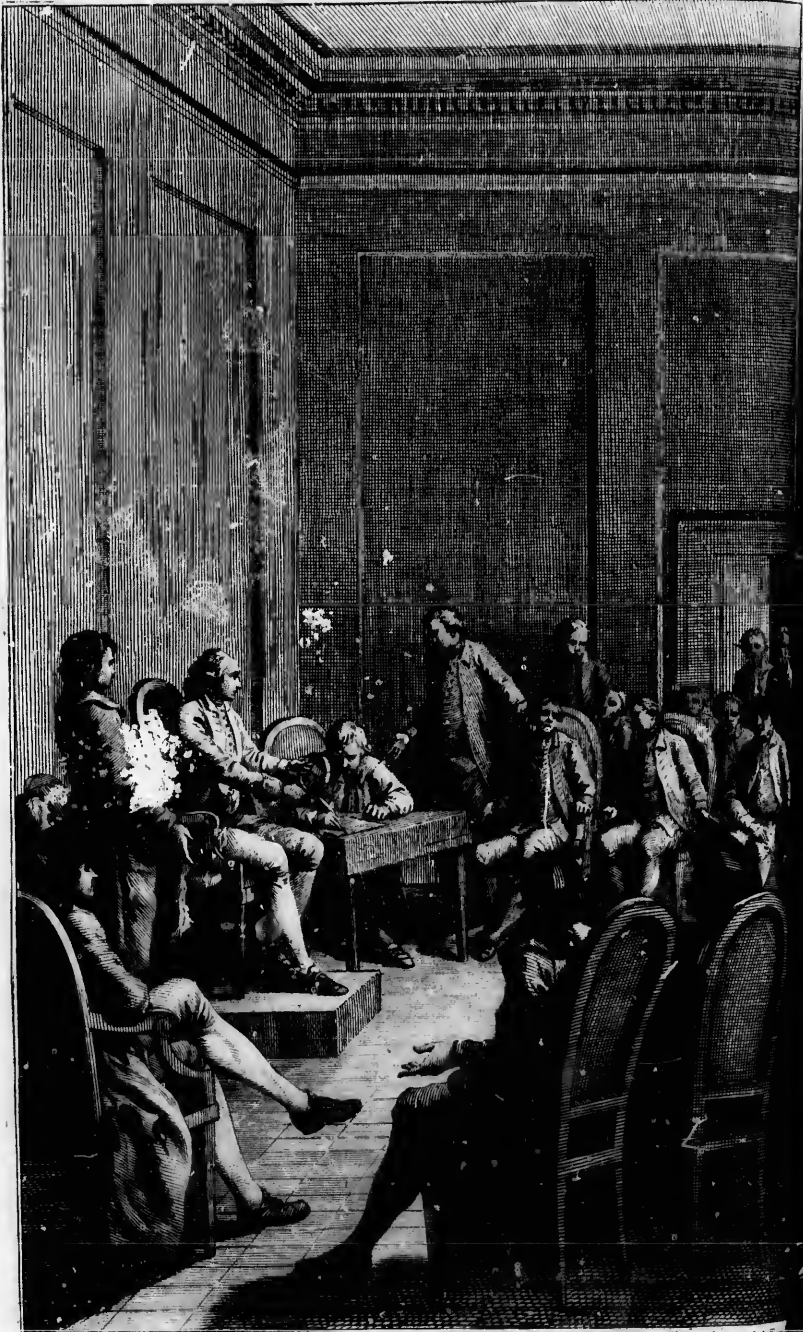
ANNÉE
1774.

Averti que les négocians de Boston avaient une poudrière à Cambridge, il la fit forcer , & s'empara de deux cents cinquante barils de poudre ; qui leur appartenaient ; il fit défense au dépôt des poudres de Boston , d'en livrer un seul baril aux propriétaires , sans un ordre signé de lui. Cependant toutes les colonies avaient nommé leurs députés pour le congrès général ; envain les gouverneurs avaient voulu traverser cette grande opération , & le chevalier Gage avait inutilement employé tout son pouvoir pour l'empêcher ; comme gouverneur, il défendait aux habitans de se réunir ; comme général , il employait la force , pour leur en ôter les moyens. Il posta le régiment Royal Galois à Forshill , & fit transporter du château William douze canons , qu'il plaça sur les avenues de la ville ; le 59^e régiment continua de camper à l'Isthme,

r.

par la
soup-

Boston
dige, il
x cents
ni leur
dépôt
livrer
, sans
endant
é leurs
envain
verfer
evalier
é tout
comme
abitans
il em-
oter les
yal Ga-
ter du
qu'il
le 59°
sthme,



Designé par le Barbier Peintre du Roi

Gravé par Godefroy de N'collome Juge et Régente de l'Académie

SUR
& il
la vill
qu'ils
envoy
appara
mettai
cautio
grand
s'éleva
provin
phie,
se fit e
jour fi

LES
féance
de-ville
tr'eux
Randol
les pro
de son z
son élec
couronn
parties
représem

PREMIERE ASSEMBLEE DU CONGRES

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 163

& il fit ouvrir des tranchées autour de la ville. Les Bostoniens, plus resserrés qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors, lui envoyèrent demander les motifs de cet appareil ennemi; il répondit, qu'il se mettait sur ses gardes. Mais ces précautions ne pouvaient pas être d'un grand effet. Une puissance plus forte s'élevait. Les délégués des différentes provinces étaient rassemblés à Philadelphie, & l'ouverture du congrès général se fit en cette ville le cinq Septembre, jour fixé par les convocations.

ANNEE
1774.

LES membres du congrès ayant pris séance dans la grande salle de l'hôtel-de-ville de Philadelphie, ils élurent entre eux un président. Ce fut Peyton Randolph, homme très-estimé dans les provinces à cause de sa sagesse & de son zèle patriotique. Aussi-tôt après son élection, il se fit apporter une couronne, qu'il partagea en douze parties égales, & il les distribua aux représentans des douze colonies confé-

V.
Ouverture
du congrès
général, &
ses premiè-
res délibé-
rations.

ANNÉE
1774.

dérées, comme le symbole de l'égalité qui devait régner entr'elles dans les délibérations, & le gage de l'anéantissement du pouvoir royal.

Il fut résolu d'employer tous les moyens, & même celui des armes, pour repousser les efforts du ministère Britannique. Les différentes provinces avaient interrompu d'elles-mêmes, l'achat des marchandises de la Métropole, & préféraient payer plus cher les marchandises de leurs propres manufactures, quoiqu'elles fussent inférieures; mais il y avait quelques cantons, où l'importation n'était pas entièrement cessée, & où les particuliers entretenaient encore des liaisons avec leurs correspondans de Londres, de qui ils recevaient les objets que l'Amérique se procurait difficilement. Le congrès fit un arrêté, pour suspendre désormais & sans réserve, toute importation des ports de l'Angleterre dans les colonies, & fixer l'exécution de cet arrêté au premier décem-

SU
bre
Ame
avis
tout
prév
le co
& le
vince
A
vince
greni
il fut
jusqu
vante
durai
nouve

IL
génér
lonies
grès,
les fo
pouva
penda
monte

bre suivant, afin que les négocians Américains eussent le temps de donner avis à ceux de l'Angleterre, de cesser tout envoi de marchandises, & de les prévenir qu'elles seraient confisquées par le comité du port où elles arriveraient, & le produit employé à soulager la province de Massachusset.

ANNÉE
1774

A l'égard de l'exportation, les provinces ayant suffisamment rempli leurs greniers, & ceux même de Massachusset, il fut ordonné qu'elle serait continuée jusqu'au dix décembre de l'année suivante; & que si les actes oppressifs duraient encore, il serait pris alors de nouvelles résolutions.

IL fut fait ensuite un dénombrement général des habitans des différentes colonies réunies sous la direction du congrès, afin de connaître à la fois les forces & les ressources que l'on pouvait employer pour assurer l'indépendance de l'Amérique: il se trouva monter à trois millions d'hommes. Les

Dénombrement général fait par le congrès.

ANNÉE
1774

quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre en fournissaient trois cents mille; la Nouvelle-Yorck, deux cents cinquante mille; le Jersey, cent trente mille; la Pensilvanie & le Delaware, trois cents cinquante mille; le Maryland & la Virginie, neuf cents soixante-dix mille; la Caroline du Nord, trois cents mille, & la Caroline du Sud, deux cents vingt mille.

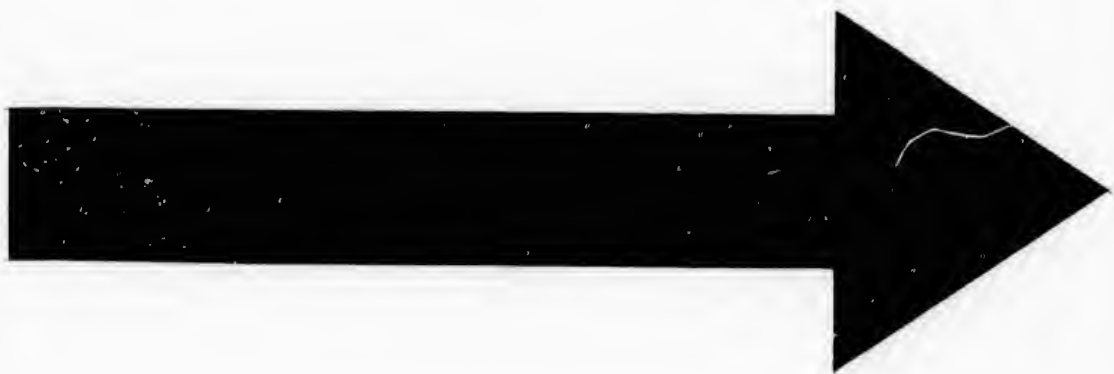
En comparant la population de ces colonies avec leurs exportations, jusqu'en 1769 & 1770, on trouvera que les richesses de la Nouvelle-Angleterre sont à proportion de celles de la Nouvelle-Yorck, ce que deux est à trois, & à proportion de celles de Jersey, ce que deux est à un; que l'exportation de la Pensilvanie double à peine en valeur ce qu'elle doit consommer de ses productions, à proportion du nombre de ses habitans; que la culture de tabac dans le Maryland & la Virginie, rendait tout au plus trois cents livres par chacun des hommes qui y étaient employés, & que

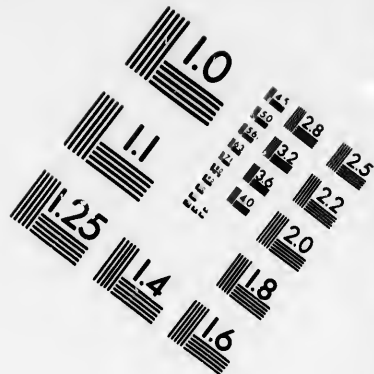
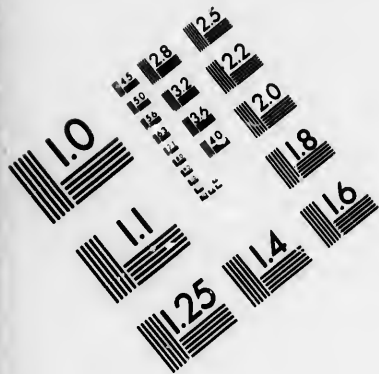
SUR

cette
sorbée
qu'ils
l'Amé
la Car
mille
Nord
duction
export
taient
noie de
popula
nes, r
trois li
que in
pour en
ses d'E
circulat
que le
rare, &
bre de n
y sont d
d'Angl
erreurs
voulait

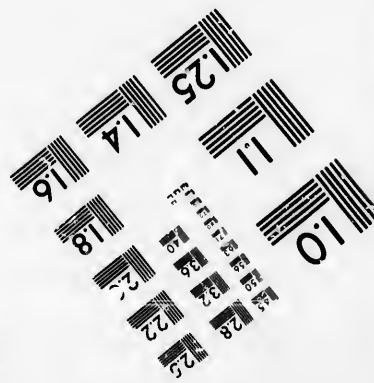
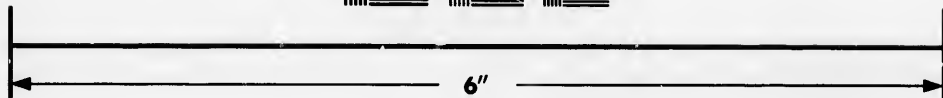
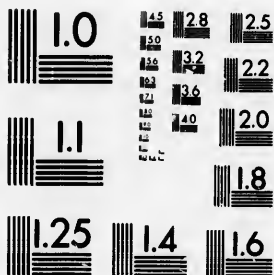
cette somme devait être entièrement absorbée par les subsistances & les vêtements qu'ils tiraient des autres colonies de l'Amérique, ou de l'Angleterre; que la Caroline du Sud, avec quatre-vingt mille hommes de moins que celle du Nord, exportait une fois plus de productions, & qu'enfin toutes les denrées exportées de ces douze colonies, ne montoient pas à plus de cent millions monnoie de France, ce qui, en raison d'une population de trois millions de personnes, ne donne guères plus de trente-trois livres de bénéfice annuel par chaque individu vivant dans ces climats, pour employer en achat de marchandises d'Europe, ou faire les fonds de la circulation. On conçoit d'après cela, que le numéraire y étant extrêmement rare, & divisé en un très-grand nombre de mains, les opérations pécuniaires y sont difficiles, & que le gouvernement d'Angleterre avait commis de grandes erreurs dans le calcul des taxes qu'il en voulait retirer; on peut aussi prévoir

ANNÉE
1774





**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

15 28
18 32 25
16 36 22
20
18

11
10
10

ANNÉE
1774.

les inconvéniens du papier monnoye ;
que la nécessité publique y a fait éta-
blir *.

* La partie de l'île de Saint - Domingue que les Français cultivent , produit trois fois plus d'indigo que les deux Carolines ; ses productions en café & en coton égalent en valeur tout le tabac du Maryland & de la Virginie , & cent quatre-vingt mille barriques de sucre , balancent sans contredit toutes les exportations des autres provinces , en grains , en bois en bestiaux & autres denrées. Si l'on considère l'avantage que la Métropole a de payer la plus grande partie de ces richesses en objets de consommation première , de prélever un fret considérable sur la totalité , & si l'on fait attention à la courte durée des voyages , en comparaison de ceux que les Anglais faisaient à Boston , à Charlestown & dans la Virginie ; si l'on joint à ces avantages ceux de la fourniture des Nègres qui cultivent ces denrées , & la facilité qu'il y aurait à conserver & à gouverner sagement , sans troubles & sans frais , une colonie où les propriétés & les charges civiles se partagent entre quinze mille Blancs & vingt mille Affranchis , & dont la population totale ne monte qu'à trois cents cinquante mille hommes ; enfin , si l'on fait attention aux bénéfices que l'on fait sur la revente du sucre & de l'indigo aux marchands & consommateurs étrangers , on conviendra que c'est le sort de la France de mal connaître ses richesses , & de donner trop de prix à celles des autres nations.

SUIV

TA
s'affur
trentri
moyen
comté
yeux.

Qui c
Marylan
de dix-h
gocians
de Ches
habitation
deniers p
commerce
donnait p
pour tous
que les fin
quinze mi
un plus gra
Il ne fa
erreurs de
suppose qu
l'augmenta
résultent de
le royaume
cians qui de
difficilemen
la capitale ;

TANDIS que le congrès Américain s'affurait des forces de l'Amérique Septentrionale, & se disposait à régler les moyens de résistance, les députés du comté de Suffolk mettaient sous les yeux de cette assemblée, le plan général

ANNEE

1774.

V I.

Arrêté de la convention du comté de Suffolk.

Qui croirait que toute la culture du tabac dans le Maryland & la Virginie, n'est pas un objet de plus de dix-huit millions de nos livres, & que les négocians de Londres qui remontaient la rivière de Chesapeack pour aller chercher le tabac sur les habitations mêmes, ne gagnaient pas plus de onze deniers par livre à l'apporter à Londres, & que ce commerce, tant pour aller que pour le retour, ne donnait pas un profit de plus de six à sept millions pour tous les particuliers de l'Angleterre. Il est vrai que les finances de ce royaume en tiraient environ quinze millions; mais celles de la France en retirent un plus grand impôt.

Il ne faut point s'étonner de l'indifférence & des erreurs de la France sur les objets de commerce. Je suppose que la France soit tout-à-coup privée de l'augmentation de richesses & de circulation qui résultent de l'entrée des denrées de S. Domingue dans le royaume, les cris de quatre ou cinq cents négocians qui devaient recevoir ces denrées, parviendront difficilement à faire une grande sensation jusques dans la capitale; ils s'anéantiront en frappant les oreilles

ANNÉE
1774.

que la convention de ce comté avait arrêté provisoirement. Il portait une résolution de n'obéir à aucun acte du parlement de Londres, tendant à changer la forme d'administration des colonies; de regarder comme illégitime tout

de gens dont l'état est étranger & l'esprit opposé aux intérêts du commerce. En Angleterre la perte d'un profit annuel d'un million seulement, allarme toute la nation; tout le monde y prend part, & la nation n'est composée que de six millions d'hommes. En France à peine une trentième partie du peuple prend quelque intérêt au commerce, & la population est de plus de vingt millions d'hommes. En Angleterre les Jeniers du commerce circulent & refluent sans cesse dans le trésor public; jamais le gouvernement ne manquera de moyens tant que les particuliers seront riches. En France la richesse ou la pauvreté des particuliers n'a, pour ainsi dire, rien de commun avec le gouvernement: ils auraient accumulé tout l'argent que le Potosé a fourni depuis un siècle, sans que le Souverain pût armer un vaisseau de plus; en vain il voudrait établir des impôts, la constitution de ce royaume est telle que la masse du peuple est toujours trop pauvre pour en supporter de considérables, & il n'existe aucun moyen dans ses mains pour mettre en circulation l'or des capitalistes, presque toujours indolens & avares.

SUR

tribun
celui
de pro
qui re
les ord
comma
clémén
débiteur
par leu
s'élever
contesta
porter
regardé
convent
comptab
aux tréf
tant que
lieu, &
sût ordo
enaient
élai, po
assé leq
nis du pe
elle dif
comté;

tribunal émané d'un autre pouvoir que celui qui était avoué par les chartres ; de prêter main-forte à tous les officiers qui refuseraient de mettre à exécution les ordres de ces tribunaux. Il était recommandé aux créanciers d'avoir de la clémence envers leurs débiteurs ; & aux débiteurs de répondre à cette clémence par leur bonne-foi ; & dans le cas où il s'éleverait entre les uns & les autres une contestation indispensable, de s'en rapporter à des arbitres, à peine d'être regardés comme ennemis de la patrie. La convention défendait à tous les officiers, comptables de faire aucuns paiemens aux trésoriers particuliers ou généraux, tant que l'administration actuelle aurait lieu, & jusqu'à ce que le congrès en eût ordonné ; on fixait à tous ceux qui tenaient quelque emploi de la cour, un délai, pour remettre leurs commissions, passé lequel ils seraient déclarés ennemis du peuple : on établissait une nouvelle discipline pour les milices du comté ; & il était résolu que si l'on

ANNÉE
1774

IT.
é avait
ait une
acte du
à chan-
es colo-
me tout

opposé aux
perte d'un
me toute la
nation n'est
En France
end quelque
de plus de
les Jeniers
esse dans le
e manquera
t riches. En
iculiers n'a,
vernement:
e Potofé a
uverain pût
il voudrait
ce royaume
ujours trop
bles, & il
r mettre en
oujours in-

ANNÉE

1774.

arrêtait quelqu'un des habitans, au nom du roi d'Angleterre, tous les agens du roi le seraient à leur tour, jusqu'au moment où les citoyens détenus seraient rendus à leurs familles & à leurs amis. On fixait enfin une correspondance entre les différens comtés, pour se procurer à chaque instant les renforts dont on aurait besoin, & rassembler, s'il était nécessaire, en peu de temps, & en un seul lieu, toutes les milices de la province.

Cet arrêté fait avec toute l'énergie que donne l'amour de la liberté, reçut les suffrages unanimes du congrès, & le comté de Suffolk eut la gloire d'avoir tracé le premier plan raisonné d'insurrection; il servit de modèle aux délibérations qui furent prises successivement dans les autres provinces.

Le Lieutenant-colonel Charles Léc dispose les peuples à la guerre.

LES troubles augmentaient dans la Nouvelle - Angleterre; les régimens ne pouvaient contenir la multitude. Les commis des bureaux, & les con-

SUR

seillers
semble
vaient
mission
du pe
s'enfui
à la g
on fai
lonel C
le pren
mit à l
les opé
les app
le cour
lices pa
mait à
régées.
qu'un fi
Mais la
les mall
d'une a
était m
souffran
voulaien
dard de l

seillers , nommés pour la nouvelle assemblée , convoquée à Salem , qui n'avaient point encore remis leurs commissions , devinrent l'objet de la fureur du peuple , & furent tous obligés de s'enfuir. De tous côtés on se préparait à la guerre ; dans toutes les provinces on faisait des levées ; le lieutenant-colonel Charles Lée , qui avait osé offrir le premier ses services au congrès , se mit à la tête de ces levées , & dirigeait les opérations militaires , les munitions , les approvisionnemens ; il enflammait le courage du peuple , exerçait les milices par détachemens , & les accoutumait à ne point redouter les troupes réglées. L'Amérique n'attendait plus qu'un signal pour se mettre en liberté. Mais la ville de Boston éprouvait tous les malheurs que peut causer le séjour d'une armée ennemie ; chaque moment était marqué par les privations & les souffrances ; cependant les habitans ne voulaient point encore arborer l'étendard de la révolte. Il est dans la constitu-

ANNÉE
1774.

Désespoir
des Bostoniens.
Préparatifs
du chevalier
Gage pour
l'hiver.

ANNÉE
1774.

tion Anglaise un degré où la résistance & les préparatifs de guerre ne sont en quelque sorte qu'un usage légitime de la liberté ; il en est un autre où l'insurrection devient crime , & les Bostoniens retardaient autant qu'il dépendait d'eux , l'instant où ils prendraient le nom de rebelles. Il paraît que leur situation devenait difficile à supporter , puisqu'ils délibérèrent à l'entrée de l'hiver d'évacuer subitement la ville de Boston , & de l'abandonner aux troupes ; mais le congrès n'approuva pas cette délibération , une si triste ressource ne fut point employée.

Gage travaillait à établir une redoute sur l'isthme qui joint Boston au continent , & fit venir de Quebec le dixième & le cinquantième régiment ; il avait sous ses ordres dix régimens , qui formaient environ six mille hommes , tant à Boston qu'à Salem *. Il envoya cinq compa-

* Les régimens anglais ne sont composés que de mille hommes , & sont rarement complets.

SUR

gnies I
régime
nison ;
vestir H
dans les
ses disp

CEPE

velle-A
au premi
roi , &
envoyé d
mouth ,
pour ave
mis en r
possession
ville ; au
hommes ;
au fort. I
en avait l
avec sa tr
disposèren
ommanda
trois pièce
personne 1

gnies Irlandaises, & le quarante-septième régiment à Salem, pour renforcer la garnison ; il employa cinq régimens à investir Boston, & en logea trois autres dans les maisons de la ville ; telles furent ses dispositions pour passer l'hiver.

CEPENDANT les milices de la Nouvelle-Angleterre étaient prêtes à fondre au premier mouvement sur les troupes du roi, & le 14 décembre, un exprès, envoyé de Boston, était arrivé à Portsmouth, capitale de New-Hampshire, pour avertir que deux régimens s'étaient mis en marche, & venaient prendre possession du fort qui protège cette ville ; aussi-tôt trois cents cinquante hommes s'attroupèrent, & marchèrent au fort. Ils sommèrent le capitaine, qui en avait le commandement, d'en sortir avec sa troupe, & sur son refus, ils se disposèrent à l'emporter d'assaut. Le commandant fit faire feu sur eux, de trois pièces de canon, mais sans effet ; personne n'en fut atteint, & la fureur

Assaut du
fort de Portf-
mouth.

ANNÉE
1774.

ajoutant au courage des assaillans , ils parvinrent au haut de la muraille , y combattirent en héros , & désarmèrent la garnison. Ayant ensuite ouvert les magasins du fort , ils y trouvèrent quatre-vingt-dix-sept barils de poudre , qu'ils emportèrent en des lieux sûrs dans l'intérieur des terres.

Depuis ce moment , les milices accouraient de tous côtés dans la ville de Portsmouth ; on envoya des députés au gouverneur de New - Hampshire , pour lui demander , au nom du peuple , quelles étoient les intentions du général Gage , en faisant avancer des soldats dans l'intérieur du pays. Le gouverneur répondit : qu'il n'avait point d'avis que les troupes aux ordres du général Gage fissent aucun mouvement ; & , en effet , soit que Sir Thomas Gage eût été prévenu de la facilité que les chefs de la rébellion avaient d'attrouper les milices de New-Hampshire , soit qu'il eût changé de projet , l'alarme se trouva fautive , cependant on ne quitta point les armes.

DANS

SUR

DANS

tière a
drapea
Dunmo
à 'a té
revena
sauvag
voulut
se trou
de la p
ces tro
officier
draient
affaires
tis de
tes , &
la réso

« Ne
» l'obé
» ges I
» tandi
» sur d
» fiero
» nous

To

DANS le même temps une armée entière abandonnait dans la Virginie les drapeaux du roi d'Angleterre. Le lord Dunmore, gouverneur de cette colonie, à la tête d'un gros corps de troupes, revenait d'une expédition contre les sauvages, qui avaient été repoussés; il voulut séjourner au fort Gower, qui se trouvait sur son passage. Le peuple de la province craignait le retour de ces troupes, incertain du parti que les officiers, qui les conduisaient, prendraient dans l'état où se trouvaient les affaires de l'Amérique. Ces officiers avertis de l'inquiétude de leurs compatriotes, & voulant la faire cesser, prirent la résolution suivante.

« Nous ne nous départirons point de
 » l'obéissance que nous devons à Geor-
 » ges III, roi de la Grande-Bretagne,
 » tandis qu'il se contentera de régner
 » sur des peuples libres, & nous sacrifi-
 » ferons avec joie nos jours, & ce que
 » nous avons de plus cher pour main-

Tome I.

M

ANNÉE
 1774.
 Résolution
 des troupes
 de la
 Virginie.

DANS

ANNÉE
1774.

» tenir l'honneur de sa couronne. Mais
 » comme l'amour de la liberté & l'at-
 » tachment aux droits de notre patrie,
 » prévalent dans notre esprit ; sur toute
 » autre considération , nous sommes ré-
 » solus de ne rien négliger de ce qui
 » est en notre pouvoir , pour défendre
 » les privilèges des provinces Améri-
 » caines ; & afin de le faire avec mé-
 » thode , & d'éviter le désordre , qui
 » naît ordinairement de la précipita-
 » tion , nous ne marcherons , & nous
 » ne commencerons d'agir que lorsque
 » nous en serons requis par les vœux
 » unanimes de nos compatriotes. »

L'acquisition d'un corps de trou-
 pes discipliné , & prêt à se mettre en
 marche , était précieux pour les colo-
 nies ; le lord Dunmore , délaissé de
 ceux qu'il espérait retenir dans le parti
 du roi , en conçut un vif ressentiment,
 qu'il a signalé depuis par des actes de
 barbarie , dont l'histoire offrira jusqu'a-
 lors peu d'exemples.

SUR L

DANS
 n'avaien
 choc de
 plus écl
 le nomb
 Améric
 semblait
 rassemble
 devaient
 en Angl

La cor
 adopter
 tion, civi
 qui avait
 hémens c
 & même
 royaume.
 & les m
 avaient d
 le roi mép
 tèrent ; le

Cette l
 dans la c
 établissait
 militaire c

DANS ce moment les deux partis n'avaient plus d'espoir que dans le choc de leurs armes ; les hommes les plus éclairés de la nation grossissaient le nombre des protecteurs que les Américains avaient dans Londres. Il semblait que la cour eût pris plaisir à rassembler toutes les circonstances qui devaient rendre leur cause favorable en Angleterre même.

La corruption du parlement avait fait adopter un bill pour l'administration civile & religieuse du Canada, qui avait trouvé des contradicteurs véhémens dans le parti de l'opposition, & même parmi tous les gens éclairés du royaume. Le Maire, les Aldermans, & les membres du conseil de ville en avaient demandé la suppression ; mais le roi méprisa l'adresse qu'ils lui présentèrent ; le bill fut confirmé.

Cette loi était d'un exemple funeste dans la constitution Britannique ; elle établissait positivement le gouvernement militaire dans le Canada ; & renversant

ANNÉE
1775.

V I I.

Débats du
Parlement ;
Acte de
Quebec.

ANNÉE
1775.

dans cette colonie les premiers principes du gouvernement, tout le royaume appréhendait avec raison, que le despotisme ne s'emparât ainsi successivement de la moitié des provinces, pour subjuguier l'autre moitié. Ce fut alors qu'il se forma une société, qui prit le nom de *Société constitutionnelle*; chaque membre de cette société déposait entre les mains d'un trésorier, des sommes pour aider les Américains à soutenir la guerre. Quelques particuliers envoyaient à cette caisse le double des sommes qu'ils payoient en impôts à la douane. *

On ne pouvait cacher aux colonies, qu'en établissant un gouvernement arbitraire dans le Canada, on avait dessein de leur faire sentir un jour l'influence de ce despotisme voisin, & de les disposer par l'exemple à recevoir patiemment des fers.

* Un d'eux écrivit au trésorier :
« Monsieur, j'ai payé la semaine dernière à un collecteur 172 liv. 2 s. 6 d. je fais bien que ces

SUR

Willi

qui, ap
la grand
dernière
par ses
des colo
Qu'est d
fière de
ment cé
arts? ou
objet de
des peu

» argent se
» pensions
» ment, p
» des Amé
» f. & ch
» de ma bo
» l'administ
» de la for
» puissiez l'

Cette lett
publics, cel
parmi ses
qui partent
ailleurs qu'e

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 181

William Pitt, ce ministre fameux, qui, après avoir créé, pour ainsi dire, la grandeur Britannique, employait les dernières années de sa vie à la soutenir par ses conseils, se rendait le défenseur des colonies dans la chambre des lords. Qu'est devenu, disait-il, cette isle si fière de ses conquêtes, cette isle également célèbre par le courage & par les arts? où est maintenant sa constitution, objet de l'admiration & de l'envie des peuples Européens? Elle a donc

ANNÉE
1775.

» argent sera employé, suivant l'usage, à payer des
» pensions à quelques membres corrompus du parle-
» ment, pour les engager à voter contre la liberté
» des Américains. Je vous envoie maintenant 344 l.
» 3 s. & chaque fois que je serai réduit à contribuer
» de ma bourse à l'exécution des projets injustes de
» l'administration, je vous ferai parvenir le double
» de la somme que j'aurai payée, afin que vous
» puissiez l'employer à la défense des Américains. »

Cette lettre ayant été imprimée dans les papiers publics, celui qui l'avait écrite trouva des imitateurs parmi ses concitoyens. Ces actes d'opposition, qui partent d'une volonté déterminée, sont rares ailleurs qu'en Angleterre.

ANNÉE
1775.

changé les loix civiles en ordonnances militaires, après avoir tant de fois versé son sang, pour éviter le despotisme; comment ce peuple s'est-il courbé tout-à-coup sous le sceptre qui lui commande de se forger à lui-même des chaînes? Ce grand homme demandait, qu'en retirant les troupes & les vaisseaux qui bloquaient la baye de Massachusset, & la ville de Boston, on laissât les habitans de la Nouvelle-Angleterre en liberté de délibérer avec les députés qu'on leur enverrait, sur les moyens d'effectuer une prompte reconciliation; ce qu'ils ne pourraient faire, tant que, sans discuter avec eux leurs prétentions & leurs droits, on enverrait des soldats pour tracer sur leurs rivages en caractères de sang, les décisions d'une cour corrompue.

La voix imposante, les discours & les conseils de Pitt, firent une vive impression; on crut que les troupes de Boston allaient être rappelées, & il en coûta quelques sommes à l'Echiquier,

SUR

pour
avec p
la char
Améri
sur ce
tion d
admett
lement
les sui
de Ma
difait-il
nos per
pouvoi
chefs c
fauds,
rieux d
ont pu
cette re
jour, &
parvien
plus mo
ront au
mencer
de l'esp
était ten

pour conserver la majorité. Wilkes , avec plus d'enthousiasme , soutenait dans la chambre des communes , le parti des Américains ; il insistait particulièrement sur ce qu'il était contraire à la constitution de leur imposer des taxes , sans admettre leurs représentans dans le parlement. Il faisait envisager & prédisait les suites de la résistance des habitans de Massachusset : une révolte heureuse , disait-il , s'appelle une révolution. Si nos pères , succombant sous les coups du pouvoir arbitraire , avaient vu leurs chefs condamnés à mourir sur des échafauds , ils auraient porté le nom injurieux de rebelles ; ils ont détrôné , ils ont puni le tyran , nous célébrons cette révolution glorieuse. Peut-être un jour , & si la voix de l'opposition ne parvient pas à faire adopter une conduite plus modérée , les Américains célébreront aussi la révolution qui va commencer cette année. Il semblait animé de l'esprit prophétique , sans doute il était temps encore d'entrer en concilia-

ANNÉE
1775.

ANNÉE
1775.

tion avec les Américains ; mais les instans étaient précieux. Dès le sept de février , la convention provinciale de Massachusset asssemblée à Cambridge , avait assigné des fonds pour l'achat de quatre canons de campagne , d'une quantité considérable de poudre , & de quarante mille pierres à fusil ; elle fit publier un arrêté pour déclarer traître à la patrie quiconque procurerait du bois de charpente , des planches , des piquets , de grosse toile , des chevaux ou des bœufs de traits aux troupes Anglaises. Les comités des autres provinces prirent de semblables délibérations.

Tumulte
populaire à
Boston.

THOMAS GAGE avait fait des tentatives inutiles pour se procurer ces objets ; l'esprit patriotique , ou la crainte que le peuple inspirait à ceux qui auraient préféré l'argent à la liberté publique , dérangerent tous ses projets. Il s'en fallut peu que l'avidité d'un marchand de Boston ne causât un massacre général

SUR

dans
alors d
les ar
une ar

Cet
au lord
& une
bitans
les pré
ils réso
marcha
lui appa
fortes
marché.
nom ob
tirent d
crainte
ayant e
enlever
avait pr
l'officier
bord à l'u
mais que
conséque
autorisé ,

T.
les in-
ept de
ale de
idge ,
hat de
d'une
& de
elle fit
traître
ait du
s, des
nevaux
roupes
s pro-
libéra-

tenta-
objets;
te que
raient
lique,
Il s'en
chand
général

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 185

dans cette grande ville, où il y avait alors dix mille citoyens en état de prendre les armes au premier mouvement, & une armée de six mille soldats.

Cet homme s'était obligé de fournir au lord Gage quelques pièces d'artillerie, & une quantité de munitions. Les habitans de la ville le furent, malgré toutes les précautions que l'on avait prises; ils résolurent de forcer les magasins du marchand, de s'emparer de tout ce qui lui appartenait, & d'empêcher par toutes sortes de moyens, l'exécution de son marché. Les amis de Scott, c'était le nom obscur de ce marchand, l'avertirent du danger qui le menaçait; la crainte s'empara de lui, & le général ayant envoyé un détachement pour enlever les canons de campagne qu'il avait promis de livrer, il répondit à l'officier, qu'il n'avait pas réfléchi d'abord à l'usage que l'on en pouvait faire, mais que depuis, il avait compris l'inconséquence de sa conduite, & se croyait autorisé, dans une affaire si délicate, à

ANNÉE
1775.

ANNÉE
1775.

retirer sa parole. Le chevalier Gage le fit sommer de la tenir ; mais le peuple irrité, accourut en armes se ranger autour de la maison de Scott, résolu de tailler en pièces le nouveau détachement que le gouverneur aurait envoyé. On courut au quartier général le prévenir de tout ce qui se passait. A cette nouvelle, son regard devint farouche, ses yeux étaient étincelans ; troublé & hors de lui-même, il semblait voir d'autres objets que ceux qui étaient devant lui, & n'appercevoir aucun de ceux dont il était environné. Il voulut envoyer un bataillon foudroyer les mutins ; mais les avis successifs qui lui furent donnés, lui confirmèrent que toute la ville était en armes. Alors il perdit toute espèce de raison : on dit qu'il courait furieux dans ses appartemens, les cheveux hérissés, la bouche écumante, les bras levés & immobiles ; sa voix était émue, il était hors d'haleine, & ne pouvait tenir sa colère renfermée au-dedans de lui, à l'aspect d'un danger si prochain. Tel est l'homme de peu de valeur, sa

SUIV

ferme
fédér
plus t
Il pro
princi
march
charg
de qu
tranqu
point
satisf
dures
tumult
de Nev
de fai
comme
marché
peuple
fussent
n'était
à des Ar
refusaie
conserv
sur le f
sitions

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 187

fermé l'abandonne, il ne peut se posséder lui-même au moment où il a le plus besoin de conseil & de modération. Il promit aux plus graves d'entre les principaux habitans, qu'il ne ferait point marcher de troupes s'ils voulaient se charger d'appaiser le tumulte : au bout de quelques heures tout rentra dans la tranquillité, & le peuple ne trouvant point d'aliment à sa fureur, se retira satisfait, après avoir jetté quelques ordures dans la maison du marchand. Le tumulte fut moins grand dans la ville de Newport, où le général avait tenté de faire acheter des couvertures au commencement de l'hiver ; mais son marché n'eut pas plus de succès. Le peuple empêcha que les couvertures ne fussent livrées ; cependant la guerre n'était point encore ouverte : c'était à des Anglais que des sujets Britanniques refusaient un objet nécessaire à leur conservation, & qui ne pouvait influer sur le sort de leurs armes. Ces dispositions de la multitude n'étaient pas

ANNÉE
1775.

ANNÉE
1775.

propres à consoler des soldats, qui, enveloppant de tous côtés une ville féditeuse, se voyoient environnés à leur tour de peuples toujours prêts à se changer en des armées formidables.

VIII. L E S provinciaux comptaient déjà dans leur artillerie, outre les quarante canons du fort de Portsmouth, les quarante autres qui défendaient cette ville. Les habitans de Newport ayant démantelé les fortifications, en enlevèrent quarante-quatre pièces de canon, depuis six jusqu'à vingt - quatre livres de balle : on faisait dans les autres provinces les mêmes préparatifs. Les Virginiens, chez qui l'industrie n'avait point jusqu'alors fait de progrès, avaient créé en peu de temps des ouvriers, des manufactures, des arts ; leurs villes s'étaient agrandies ; leurs rivages, autrefois sans matelots, étaient devenus des chantiers & des ports ; les productions de leurs terres avaient changé de prix en changeant d'acheteurs ; le tabac

SUR

s'était
deven
nécessi
intérie
si long
étaient
échang
présent
comme
tante,
liberté
rester c
pour les
poseren
qui, d
du onze
quinze,
de pou
des mat
De s
naient
attendu
mutinés
hommes
le succès

s'était vendu plus cher. La province devenait riche depuis qu'elle sentait la nécessité de suppléer, par ses travaux intérieurs, à ce qui lui manquait depuis si long-temps, à ce que les Anglais étaient en possession de lui donner en échange de tous ses revenus. Ses représentans virent les premiers, qu'au commencement d'une guerre si importante, entreprise pour la défense de la liberté, il était nécessaire de ne pas rester dans la dépendance de l'Europe pour les principales munitions. Ils proposèrent une grande récompense à celui qui, dans dix-huit mois, à compter du onze janvier mil sept cent soixante-quinze, produirait cinquante quintaux de poudre à canon, fabriquée avec des matériaux pris dans la colonie.

De semblables délibérations surprisaient le chevalier Gage; il s'était attendu à ne trouver que des esclaves mutinés, il s'agissait de subjuguier des hommes; il n'avait point vu sans frémir le succès de leurs mesures pour se pro-

ANNÉE
1775.

curer des canons ; il aurait voulu mettre de son côté ce terrible argument des rois. Il fut qu'on préparait à Salem un nouveau train d'artillerie , & que dans la Nouvelle-Yorck on faisait travailler des fondeurs , il projetta d'enlever le train d'artillerie de Salem. N'osant pas affaiblir son armée de Boston , il tira de la garnison du fort William un régiment , & le fit embarquer le 25 février , sur un bâtiment de transport. Les soldats ne se montrèrent qu'à l'instant de débarquer ; mais les habitans de Salem furent avertis sur le champ par ceux de Marblehead , où le débarquement s'était fait. Cependant le régiment marchait en diligence : le chantier où l'on travaillait était séparé de la ville par la rivière , qu'il fallait traverser sur un pont-levis. Les ouvriers levèrent le pont , pour donner le temps d'assembler les milices du voisinage. Le commandant , trouvant le pont levé , détacha des grenadiers pour s'emparer de deux bateaux qui étaient à peu de

SUR
distan
quels l
tement
armés
ment d
empêch
border
mettre
en y p
furent c
prise, f
au risqu
mations
semblés
se range
préparai
mais le
ferait in
hommes
supérieur
à chaque
ses officie
prendre
acheva d
on le mit

distance sur la rivière, & au moyen desquels le régiment aurait atteint promptement l'autre rive; mais les bateliers, armés les uns de fusils, les autres seulement de leurs perches & de leurs avirons, empêchèrent si bien les grenadiers d'aborder, qu'ils se donnèrent le temps de mettre leurs bateaux hors de service, en y perçant de grands trous qui les firent couler à fond. Cette résolution prise, sans conseil, par des mariniers, au risque de leur vie, excita les acclamations des habitans qui s'étaient rassemblés sous les armes. Le régiment se rangea aussi-tôt en bataille, & se préparait à faire feu sur le rivage opposé; mais le colonel voyant que sa troupe serait infailliblement détruite par des hommes furieux, dont le nombre, déjà supérieur de plus de moitié, grossissait à chaque instant, voulut délibérer avec ses officiers sur le parti qui lui restait à prendre: tandis qu'il balançait, on acheva d'enlever le train d'artillerie; on le mit en sûreté. Alors on baissa le

ANNÉE
1775.

pont, les Anglais le traversèrent, vifiterent le chantier, & n'ayant rien trouvé, s'en retournèrent au milieu des huées & des injures de la populace.

Journée de
Lexington,
18 avril
1775.

TOUTE la Nouvelle-Angleterre venait d'être associée à l'interdit de Boston; c'était forcer les quatre provinces à réunir leurs efforts pour la délivrance commune. On leur défendit tout commerce, & de pêcher sur les bancs de Terre-neuve, ni même sur les côtes. C'est ainsi qu'un ministère aveugle allait de lui-même au-devant de la ruine du commerce national, & portait la révolte à son dernier excès, en voulant interdire la pêche aux Américains. La nature a donné le droit de pêcher à quiconque demeure sur les bords de la mer. En les accoutumant à se suffire à eux-mêmes par les arts & l'industrie, on rompa les derniers liens qui auraient pu les retenir encore sous la domination Britannique. L'instant était venu où l'affranchissement des colonies Anglaïses devait

SUR
devait
dans les
ton !
fameux

Georges
l'Améric
rustiques
sang de
Le dix
embarqu
chement
hommes ;
au lieute
était d'en
était asse
fut descen
l'avançait
énèbres,
mais les m
es troupe
aucun mo
province
arme se
troupes na
endant la
Tome 1

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 193

devait être écrit en caractères sanglans dans les révolutions du monde. Lexington ! Lexington ! tu devais devenir fameux par les premiers combats que Georges III livrait à ses sujets de l'Amérique ; c'est auprès de tes foyers rustiques que devait couler le premier sang de la guerre civile.

Le dix-huit avril le chevalier Gage fit embarquer le soir à Boston, un détachement composé d'environ huit cents hommes ; il en donna le commandement au lieutenant-colonel Smith. Son dessein était d'enlever le congrès provincial qui était assemblé à Concord. Cette troupe fut descendre à Philips-farm, d'où elle avançait sans bruit & à la faveur des ténèbres, sur le chemin de Concord ; mais les mesures étaient prises pour que les troupes de Boston ne pussent faire aucun mouvement sans que toute la province en fût aussi-tôt avertie : l'alarme se répandit à la ronde, & les troupes nationales vinrent se former, pendant la nuit en différens bourgs,

Tome I.

N

ANNÉE
1775.

ANNEE

1775.

pour s'opposer à toutes les entreprises des Anglais. Ceux-ci traversant dès le matin le village de Lexington, y trouvèrent une compagnie de milice prête à passer en revue. Le commandant faisant marcher à pas redoublés vers cette compagnie, somma les miliciens de mettre bas les armes, & de se disperser. Les provinciaux ne répondirent à cette sommation que par des huées qui furent répétées de tout le peuple; alors quelques officiers Anglais firent feu sur eux de leurs pistolets, & engagèrent leurs soldats à suivre cet exemple; quatre ou cinq seulement obéirent d'abord, mais Smith ordonna de faire, sur cette faible troupe, une décharge générale; elle renversa dix-sept hommes, dont huit moururent sur le champ: le reste de la troupe, ne pouvant résister à des ennemis dix fois supérieurs en nombre, prit la fuite. On a prétendu, dans les gazettes Américaines, qu'ils n'avaient ni balles ni cartouches; mais ce fait n'est point

SUR

vraiment qu'ils n'avaient ni préparé ni prêt à l'attaque. Cent cinquante hommes furent répartis dans les lieux, & furent chargés de vengeance. Smith marcha vers Concord, déjà de la farine, qu'il prit lorsque les Anglais vinrent. Il n'y avait qu'il entra avant-garde sur le pont qu'il Anglo - autre côté un détachement mes pour s

vraisemblable ; il est seulement certain qu'ils n'étaient point en état de guerre, ni préparés au combat, & qu'une attaque soudaine de la part de huit cents hommes contre cent, ne peut être regardée que comme un massacre commis de sang froid. Ces infortunés s'étant ralliés à quelque distance de là, furent bientôt joints par les compagnies des lieux circonvoisins ; ils leur racontèrent leur désastre, & le desir de la vengeance s'empara de tous les cœurs.

Smith victorieux continuait sa marche vers Concord ; il y arrivait & s'emparait déjà de plusieurs voitures chargées de farine, qui appartenaient à la province, lorsque les milices rassemblées à la hâte vinrent s'opposer à ses succès. Tandis qu'il entraît dans la ville, & que son avant-garde était déjà en possession du pont qu'il s'apprêtait à traverser, les Anglo - Américains entraient par un autre côté, & leur commandant envoya un détachement de cent cinquante hommes pour s'emparer du pont. Les soldats

ANNÉE
1775.

ANNÉE
1775.

Anglais, croyant n'avoir affaire qu'à ce seul détachement, comptèrent sur une nouvelle victoire, & Smith était persuadé que toute la guerre de l'Amérique serait marquée par des avantages semblables à celui qu'il venait de remporter à Lexington; ils firent feu, & tuèrent deux hommes: mais aussi-tôt ils virent un corps de troupes considérable accourir pour soutenir le détachement, & furent repoussés avec tant de valeur qu'ils abandonnèrent ce poste & prirent la fuite: ils furent vivement poursuivis.

Pendant qu'ils se repliaient vers Lexington, ils furent rencontrés par le lord Percy, qui venait pour les soutenir avec mille hommes & deux pièces de campagne; les deux corps s'étant réunis, s'arrêtèrent & enterrèrent leurs morts; ils voulaient même faire panser leurs blessés, mais attaqués de nouveau par les Américains, dont ils voyaient grossir le nombre, ils furent obligés de reprendre & de précipiter leur retraite, après avoir mis le feu à Lexington.

SU
Les
cend
Les i
leur
qui f
feu;
promp
glais
droya
point
ils fur
dans le
gens
Charle
guerre
se tro
fuite
plus de
Améric
Anglais
il y eut
de trois

* Cette le
considérable

SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS. 197

ANNÉE
1775.

Les secours furent si prompts que l'incendie ne fit presque point de progrès. Les incendiaires avaient espéré couvrir leur fuite par les tourbillons de fumée qui se seraient élevés des bâtimens en feu; mais les Américains les rejoignirent promptement : en vain les officiers Anglois espéraient que leur artillerie, foudroyant des vainqueurs qui n'avaient point de canon, les forcerait à s'éloigner, ils furent battus & poursuivis jusques dans les faubourgs de Boston. Les Insurgens ne s'arrêterent qu'à la levée de Charles - town *, où le vaisseau de guerre le Sommerfet, de 64 canons, se trouvait à portée de protéger la fuite de l'armée Anglaise. Il y eut plus de cent hommes tués du côté des Américains; mais la perte des troupes Anglaises fut bien plus considérable, il y eut deux cents hommes tués, plus de trois cents blessés, & un grand

* Cette levée joint Boston à Charles-town, faubourg considérable, qui forme une espèce de ville séparée.

ANNÉE
1775.

nombre de prisonniers, entre lesquels étaient deux officiers.

A peine la nouvelle de ce combat se fut répandue dans la province, que tous les habitans prirent les armes; ils voulaient entrer l'épée à la main dans Boston, & y massacrer la garnison entière; mais leur général Arthemus Ward, parvint à les dissuader de ce projet, qui ne pouvait être formé que dans la première fureur, & qui paraît impossible dans l'exécution, si l'on ne savait pas ce que peut une armée de républicains, dont le courage personnel dirige les efforts, & qui sont animés tout à la fois par la vengeance & la victoire. Le nouveau général Ward vint former un camp de vingt mille hommes aux environs de Cambridge; le colonel Putnam se saisit d'un poste avantageux à Roxbury, & les partis opposés restèrent quelque temps en présence, sans qu'il survînt aucune action d'éclat.

FIN de la première partie.

ce:
ls
fe
us
u-
ns
on
us
ce
ue
ai-
on
de
nel
nés
la
ard
ille
ge ;
ofte
rtis
pré-
tion

